• « 30 ANS AVEC PÉTAIN » :

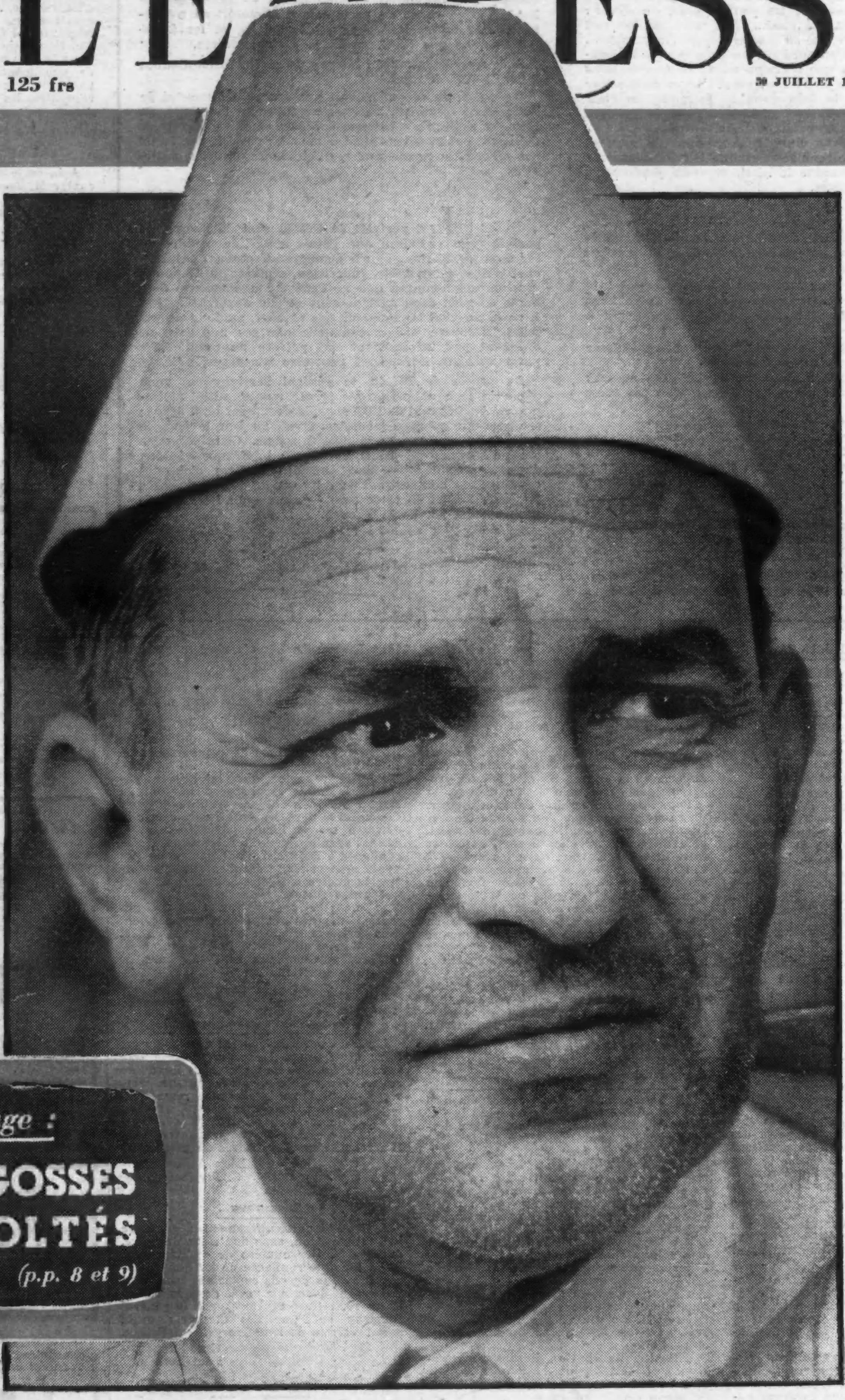
II. - DE VERDUN A VICHY

(voir pages 11-12 et 17-18)

L'EXPRESS

125 frs

30 JUILLET 1959. — N° 424



Reportage :

LES GOSSES RÉVOLTÉS

(p.p. 8 et 9)

(Reporters Associés.)

S. M. MOHAMMED V, ROI DU MAROC.

« La politique de toutes les puissances est dans leur géographie. »

(Napoléon Ier.)

B / - 6

La lettre de « L'Express »

« Nous étions là... Les Boches étaient là... Le colonel a dit : « Mes enfants... ».

Qui de nous, parmi ceux, du moins, qui ont dépassé 35 ans, n'a entendu un père, un oncle, commencer ainsi à raconter, pour la dixième ou pour la centième fois, sa guerre ? L'un, c'était le Chemin des Dames ; l'autre, c'était les Eparges. Et puis il y avait celui qui toussait un peu et dont on disait : « C'est depuis qu'il a été gazé... » Et celui qui pouvait prédire la pluie parce que sa jambe blessée l'avertissait...

Les jeunes gens d'aujourd'hui ne peuvent guère imaginer, sans doute, ce que certains noms, ce que certains mots liés à la guerre de 14 font encore lever de familier et de légendaire à la fois dans la mémoire de ceux auxquels elle fut seulement racontée. Tant de cendres sont venues, depuis, ensevelir ces souvenirs...

Mais que surgisse un livre comme celui du général Serrigny, confident, conseiller et ami de Pétain, dont nous poursuivons cette semaine le récit, et voilà soudain les choses remises en place.

La bataille de Champagne ? « Cette galéjade eut des conséquences formidables. Elle fit tuer en pure perte des milliers d'hommes. »

Les opérations d'Arras ? « Notre cœur se serrait à la pensée du nombre de braves gens que l'impéritie du haut commandement condamnait délibérément chaque jour à une mort inutile. »

L'attaque de Souchez : « Maud'huy ne veut pas laisser à Pétain la gloire éventuelle du succès. »

La première tentative pour reprendre Douaumont : « Une attaque manquée parce que Mangin veut en avoir le prestige. »

Le général en chef Nivelle : « Un criminel. »

Au bout de l'holocauste, bien sûr, il y a eu la victoire. Et ce n'est pas la faute des généraux si les faiblesses qu'ils abritent, les ambitions qu'ils caressent, les erreurs où ils s'enlisent, semblables en cela à tous les hommes, ont pour enjeu la vie des autres.

Mais que les voilà donc réduits — et par l'un des leurs — à leurs plus justes dimensions...

Le général Serrigny n'est pas plus tendre, bien entendu, à l'égard des politiciens dont il ne travailla, avec ses collègues, qu'à secouer le joug. « Il est dans leur tradition, écrit-il, de saper les chefs... ». Et encore : « La légèreté est inhérente à leur profession. »

Comme la légèreté apparait également — à travers ces mémoires — inhérente à la profession militaire, et comme les chefs apparaissent essentiellement soucieux de se saper mutuellement, il faut donc en conclure que les hommes capables d'assumer la responsabilité des affaires publiques sont — simplement — rares, et que les luttes de clans, de personnes et d'ambitions n'épargnent pas les soldats plus que les civils, et les états-majors plus que les Assemblées parlementaires.

Si le récit du général Serrigny ne révélait rien d'autre, il serait déjà édifiant.

Mais il reste ce qui n'avait pas encore été montré de l'intérieur : comment, parvenu au faite des honneurs, un glorieux militaire saisit une suprême occasion d'avoir de l'avancement et devint ainsi le bouclier des fripons, l'alibi des frileux, le consentant symbole de l'abdication nationale.

Le portrait de Pétain chef de guerre est parfois rude (« Pétain que j'étais obligé de peindre en fer tous les matins... ») s'il demeure affectueux. Celui du chef d'Etat est terrible. Indécision, sénilité, pusillanimité plus impressionnante que ne l'eût été une volonté délibérée d'action dans quelque sens qu'elle s'exerçât... Rien. Rien qu'un vieil homme solitaire et béat, au fond de son palais dérisoire, effigie commode que ses ministres ne daignent pas informer et qui préfère ne point l'être parce qu'alors il faudrait peut-être s'insurger, agir.

Au procès de Pétain, le général Serrigny est venu apporter le témoignage que trente ans d'amitié lui imposait. Au tribunal de l'Histoire, le document qu'il dépose est plus dur qu'un réquisitoire. C'est, au jour le jour, le procès-verbal d'une imposture tragique. Celle commise par un homme qui prétendit faire à la France « le don de sa personne » — don que des milliers d'obscurs combattants consentirent effectivement, avant et après lui, avec moins de cérémonie — alors qu'il faisait à sa personne le don de la France.

Françoise Giroud.

Qui finance le F.L.N. ?

Au cours d'un récent débat à l'Assemblée nationale sur l'Algérie, le premier ministre s'est indigné de l'aide apportée à la rébellion par certaines entreprises étrangères et les a rangées parmi les responsables de la prolongation des combats. Emporté par sa fougue habituelle, il a promis qu'une « liste noire » de ces entreprises serait dressée sans délai.

Nous voudrions l'aider sur cette voie où il s'est engagé et nous attirons son attention sur une entreprise très importante qui alimente régulièrement, quoique indirectement, en armes et approvisionnements de toutes sortes le F.L.N. par un mécanisme qu'il est facile de décrire. Peut-être en sera-t-il surpris, mais il s'agit en l'espèce de l'Etat français lui-même, dont il préside le gouvernement.

L'affaire est menée par le ministère des Finances.

On voudra bien, tout d'abord, se souvenir que les journaux ont publié récemment une interview du chef de l'Etat d'Irak, général Kassem, confirmant que l'aide apportée par son pays à la rébellion algérienne atteignait actuellement un à deux envois d'armes par avion et par semaine.

Or ce n'est un secret pour personne d'informé que la principale ressource, sinon la seule, de l'Irak, réside dans les royalties que lui verse l'Iraq Petroleum Co.

Ce n'en est pas un autre non plus que, dans cette société, la Cie Française des Pétroles — dont l'Etat français détient 35 % du capital — possède 23,5 % des parts, le reste de ce capital étant réparti entre nos excellents amis anglais et non moins excellents partenaires hollandais et américains.

L'Iraq Petroleum Co, comme c'est son intérêt, s'efforce, en accord avec l'Etat d'Irak, de développer continuellement et massivement la production.

On escompte ainsi dans les milieux intéressés que la production actuelle de 28 millions de tonnes/an sera portée l'an prochain à 35 millions de tonnes/an et l'on compte arriver à 58 millions de tonnes/an en 1961.

Les royalties versées par l'Iraq Petroleum Co, c'est-à-dire par ses participants, dont l'Etat français, par le canal de la Française des Pétroles, suivront naturellement une progression identique.

Il est normal de craindre que si la guerre d'Algérie se prolonge, l'aide de l'Etat d'Irak au F.L.N. ne se ralentisse pas, bien au contraire, sous ce flot accru de royalties.

En définitive, l'accroissement de la production pétrolière de l'Irak, à laquelle tout le monde pousse et tout le monde travaille, l'Etat d'Irak aussi bien que les participants français et anglo-saxons dans l'I.P.C., pourra se traduire pour les Français de deux façons suivant les catégories auxquelles ils peuvent appartenir.

Pour les uns, actionnaires de la Cie Française des Pétroles, au premier rang desquels nous trouvons le ministère des Finances, il en résultera vraisemblablement un substantiel accroissement des bénéfices.

A l'action gratuite pour vingt actions possédées, qui vient d'être distribuée cette année, s'en ajoutera peut-être l'année prochaine une autre ou fraction d'autre.

Pour les autres, soldats dans les djebels, un raisonnement que l'on pourra trouver simpliste, mais qui, malheureusement, peut ne pas se révéler inexact, doit leur faire craindre d'avoir, dans les années à venir, à faire face à un adversaire aidé par l'Etat d'Irak, 35/28 fois plus l'an prochain, 57/28 fois plus en 1961, etc.

On peut même concevoir à la limite les cas du Français, à la fois soldat en Algérie et actionnaire de la Cie Française des Pétroles, victime et bénéficiaire à la fois... quoique, dans cet ordre de choses, les genres soient plutôt tranchés.

Cela souligne, entre autres, la contradiction de cette guerre, contradiction dont on eût fait supporter le poids au capitalisme, en d'autres temps et d'autres lieux.

J. S.,
Paris.

Ces enfants seront des hommes

Si l'article de M. Pierre Macaigne paru dans le journal « Le Figaro » du 22 juillet avait été publié par « L'Express », ce dernier aurait probablement été saisi.

Or qu'écrit M. Macaigne ?

« Je reviens d'Algérie. Dans certains centres de regroupement, on a faim. Je ne peux oublier facilement ces bras guère plus gros qu'une canne, ces visages craintifs, ces faces creuses. Ce sont des images qui obsèdent. Voici des faits.

« A Bessombourg, vivent mille huit cent soixante enfants. Ils n'ont pour s'habiller qu'un semblant de chemise déchirée qui les couvre à peine.

« Actuellement, la population est uniquement nourrie de semoule par allocations distribuées par l'administration, soit 120 grammes de semoule par regroupé et par jour.

« Aucune distribution de matières grasses n'a été faite depuis huit mois, aucune distribution de sucre, de pois chiches et de savon depuis un an.

« Cette carence m'est apparue tellement énorme que j'ai cherché des explications.

« Cette année, m'a dit le sous-préfet de Collo, je n'ai pas touché un centime de crédits.

« Le gouvernement général a créé des équipes itinérantes chargées d'enquêter sur les villages de regroupement afin d'établir s'ils sont viables. L'équipe qui s'est rendue à Bessombourg y a passé exactement quatre heures et demie. »

Plaidoyer courageux dont nous félicitons M. Macaigne, mais n'est-ce pas une honte que des enfants algériens à part entière ne mangent pas à leur faim faute de crédits, alors qu'on en dégage pour l'enseignement libre et bien d'autres choses ?

Ne pourrait-on affecter à ces affamés les 6 ou 7 milliards dont sont spoliés illégalement les anciens combattants de 1914-1918 ?

Faut-il rappeler que la misère engendre la haine et que ceux qui ont eu faim dans leur enfance n'oublient pas ? Ces enfants dont M. Macaigne a décrit la détresse seront bientôt des hommes et dans l'avenir ils se refuseront à faire confiance à ceux qui n'ont pas su ou pas voulu apaiser leur faim d'enfant. Et peut-être la guerre d'Algérie continuera... sous une autre forme.

Si nous étions vraiment en démocratie, députés et sénateurs seraient déjà intervenus pour que cesse un tel scandale qui déshonore la France.

Mais les Chambres sont devenues de « grandes muettes »...

Colonel L. M.,
(M.-et-L.)

Une intelligence remarquable

Les souvenirs du général Serrigny sont très intéressants. Il est regrettable que vous ne les ayez pas accompagnés d'une courte biographie de leur auteur. Serrigny était d'une intelligence remarquable. Capitaine breveté en 1914, il était général de division en 1919. Cas unique dans notre armée. Ayant pris sa retraite, il a réussi dans les affaires du pétrole.

Léon Agourtine,
Clichy (Seine).

Savoureux...

Je trouve particulièrement savoureuse la juxtaposition, sans doute involontaire, dans le dernier numéro de « L'Express », de la formule ronflante de M. Robert Escarpit : « Les grands capitaines sont ceux qui savent dormir la veille de la bataille » et du récit (fragmentaire) par le général Serrigny de l'une des dernières nuits avant Verdun de l'austère général Pétain.

Ch. Bourde,
Font-Romeu.

Pas sérieux ?

Comment ! vous organisez un sondage-référendum sur la démocratie, voilà quelques mois. Vous posez une trentaine de questions, vous recevez des milliers de réponses et vous ne nous communiquez que quelques réponses relatives à seulement quelques questions. Ce n'est pas du jeu. Ou plutôt si, et ce n'est pas sérieux.

X.X.

[C'est tellement sérieux que Colette Audry, à qui nous avons confié l'ensemble des réponses reçues, vient à peine d'en terminer le dépouillement et l'analyse. Le résultat de ses travaux sera très prochainement publié dans « L'Express ».]

Quels sont les projets ?

Pourriez-vous nous dire quelle est l'importance des économies faites par la Ve sur le traitement des députés et les sommes allouées aux ministres et présidents du gouvernement et de la République ? Pouvez-vous nous indiquer quelles sont les grandes réalisations projetées par la Ve, en face des réalisations tant vantées par de Gaulle, de la IVe, à savoir : les grands barrages, les Caravelles, les recherches de pétrole d'Hassi-Messaoud et d'Edjelé, etc. ? Le pont de Tancarville, les constructions de Jacques Chevalier à Alger, la loi Courant sur la construction, etc. Nous espérons un tableau somptueux pour le présent et pour l'avenir du point de vue économique, financier, social et pacifique ; nous sommes anxieux de connaître les grands projets.

M. Humbert,
Grand-Couronne.

L'affaire Neyman-Lepidi

A la suite de la plainte de M. Neyman contre M. Jean-Charles Lepidi, député de Paris, la 13e Chambre correctionnelle a rendu son jugement le 8 juillet en condamnant aux dépens M. Neyman et elle a prononcé la suppression de l'affaire.

« L'Express » avait signalé cette affaire dans son numéro du 5 février dernier. M. Lepidi, comme abonné de « L'Express », nous demande de faire connaître ce jugement à nos lecteurs. Nous le faisons volontiers.

PETITES ANNONCES

29, rue de Marignan - PARIS (8e)

Minimum 5 lignes encadrées (42 lettres signes ou espaces)

Tarif 900 fr. la ligne (+ taxes 8,52 %)
PAYABLE D'AVANCE

OFFRES D'EMPLOIS

« L'EXPRESS » recherche courtiers. Abonnements Paris et province, fixe plus commissions. Situation d'avenir. Ecrire au journal, 29, rue de Marignan, PARIS (8e)

Cabinet Organisation
Paris recherche
1° INGENIEUR possédant pratique Org. Scient. Travail.
2° Collab. formation H.E.C. ou assim. très informé gestion des entrep. promotion des ventes, étude du marché, etc.
3° Très bon CHRONOMETREUR.
4° UNE SECRETAIRE sténo-dactylo, connaissances comptables ; initiative.
Adresser curriculum-vitæ en indiq. prétentions. Joindre photo si possible. Il sera répondu à toute candidat. Ecrire ROUET N° 751, rue Vivienne 17 - PARIS.

LOCATIONS (Demande)

Collab. de L'Express demeur. imm. en voie dém.
cherche urg. log. à louer
2 ou 3 p. Ecr. n° 2605 L'Express, 29, r. Marignan

ETUDIANTE SUISSE
Cherche pour la rentrée, CHAMBRE INDEPENDANTE Meublée Quartier latin St-Germain. Ecr. l'Express N° 4358, 29, rue de Marignan, Paris.

CONSTRUCTIONS NEUVES

CHOISY - LE - ROI
59, AVENUE ALFORTVILLE
Appart. 4 p., 65 m2, b. stand gd., balc., loggia, séchoir, asc., vide-ord., parc à jeux, boxes et parking. C.F. + prime 1.000. Livraison OCT., NOVEMBRE, DEC. Programme identiq. de 140 appart. livrés visibles s/place, 9 m. Gare Orsay. Renseignements et vente 14-19 h. LAMARO PHILIPPE S.A. 5, rue Renaissance, Paris-8e, BAL. 06-82

IMMEUBLES (Achat)

Achète comptant tous IMMEUBLES
P. MASSONI
21, rue Le Sueur - PARIS
KLE. 81-00
APPARTEMENTS LIBRES
A LA VENTE
ET A LA LOCATION

CAPITAUX

Opérations Immobilières indexées - Intérêt élevé
Garantie absolue
P. MASSONI
21, rue Le Sueur (16e) - KLE. 81-00

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS
« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague.
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

AFRIQUE DU NORD

Enquête au Maroc

● ***Une issue à la guerre d'Algérie, tel est l'enjeu espéré d'une rencontre de Gaulle-Mohammed V. Or cette rencontre se heurte à de grandes difficultés. Pourquoi ? Jean Daniel, de Rabat, nous câble les conclusions de son enquête.***

JEAN DANIEL EN CONVERSATION AVEC M. MEHDI BEN BARKA, A RABAT. (Pottecher.)
« Que s'est-il donc passé ? ».

IL y a quelques jours, à Rabat, le prince Moulay Hassan recevait M. Alexandre Parodi, ambassadeur de France, pour l'informer avec précision de l'état de santé du roi du Maroc, son père.

Les commentaires de la presse parisienne sur l'ajournement de la rencontre de Gaulle-Mohammed V étaient, selon le prince, déplacés. « *Hélas ! Sa Majesté est effectivement malade, elle s'apprête même à subir une opération.* »

L'ambassadeur, dès qu'il eut quitté le prince, s'empressa de télégraphier à Paris. Il espérait ainsi atténuer la mauvaise humeur qui s'était manifestée au Quai d'Orsay et à l'Elysée après le déjeuner au cours duquel le président du Conseil marocain, M. Abdallah Ibrahim, annonça au ministre français des Affaires étrangères, M. Couve de Murville, que le roi du Maroc ne pourrait venir en France « avant le 10 août, au plus tôt ». Peut-être aussi espérait-il couper court aux commentaires pessimistes constamment orientés dans le sens du pire et dont la lecture, à Rabat, compliquait singulièrement sa tâche déjà extrêmement délicate.

Un communiqué marocain, en provenance de Montreux, vint confirmer la conversation entre le prince Moulay Hassan et l'ambassadeur de France. Les Marocains, plus exactement le roi et son entourage, désiraient éviter toute apparence de désinvolture blessante pour la France. Manifestement, on voulait conserver intacte l'idée-force de l'amitié entre le Souverain du Maroc et le chef de l'Etat français. Le fameux « dernier recours » auquel depuis quelques mois sont suspendus les rapports franco-marocains restait possible.

Retrait de la zone franc ?

Cependant, samedi également, un conseil des ministres a réuni, de 11 heures du matin à 18 heures, le gouvernement marocain. Après des discussions passionnées — et aussi l'annonce spectaculaire d'une avance importante sur l'aide américaine prévue pour cette année — deux décisions paraissent avoir été prises qui n'attendaient plus que l'approbation du roi pour être rendues publiques. Au moment où j'écris, on tient pour assuré qu'il s'agit d'une dévaluation du franc marocain et d'un retrait de la zone franc.

Cette dernière décision, si elle est confirmée, aura de graves conséquences pour l'avenir immédiat de l'économie marocaine. Mais, en même temps, elle atteint au vif le prestige français au moment précis où la rencontre de Gaulle-Mohammed V devait affirmer aux yeux du monde, et notamment du monde arabe, que la coopération franco-marocaine et l'amicale entente d'un homme d'Etat français avec une grande autorité islamique restaient possibles malgré la guerre d'Algérie.

On peut, sans doute, prévoir que des accommodements de dernière heure seront trouvés à Paris et acceptés à Rabat, pour camoufler le retrait de la zone franc. Il est en tout cas certain que, contraint de dévaluer après s'y être refusé pour des raisons *politiques*, le Maroc cherche une compensation *politique* et entend de plus « *ne plus dépendre des variations despotiques de l'économie française* ». Ce n'est pas encore une doctrine solide. C'est déjà un slogan efficace.

On voit la menace qui pèse sur la politique gaulliste fondée sur le particularisme marocain et l'amitié de Mohammed V. Le général de Gaulle avait clairement compris, semble-t-il, à son arrivée au pouvoir l'importance décisive du Maroc. Dans ce pays où 225.000 Français s'étaient parfaitement accommodés jusque-là de l'indépendance marocaine, où il reste encore 10.000 fonctionnaires français, où l'économie, l'administration et l'armée dépendent pour une grande part de l'assistance technique française et où enfin les maladies infantiles de l'indépendance ne paraissent pas avoir rejeté vers les extrêmes les plus farouches nationalistes, dans un tel pays, il n'y avait pas une seule faute à commettre.

Il en a été du Maroc comme du reste : après avoir noblement fixé de grandes lignes politiques, le général de Gaulle s'est désintéressé de la réalisation.

Le Maroc paraît aujourd'hui dans une sorte de « phase tunisienne ». Je n'y étais pas revenu depuis la conférence de Tanger, il y a quinze mois. Mes entretiens avec les personnalités de toutes les forces politiques m'ont paru s'inscrire dans le processus tunisien, né de Sakiet. Il n'y a pas eu ici de « droit de suite ». Mais une situation particulière au Maroc a fait interpréter les dernières mesures économiques françaises comme un Sakiet politique...

Dans ces conditions, que vaut et que peut représenter, politiquement, l'amitié du roi du Maroc pour le Président de la République française ?

Cette amitié a sans doute une valeur politique, en ce sens qu'elle a des données réelles. Le souverain marocain sait que le général de Gaulle a pris position contre sa déposition en 1953, alors qu'il répugnait à être « mêlé aux affaires ». Certains chefs nationalistes — comme M. Bouabid, aujourd'hui vice-président du Conseil — n'oublient pas qu'ils ont été libérés de prison sur intervention du général de Gaulle. Cela peut sans doute freiner, adoucir ou corriger le cours de l'Histoire. Mais d'autres facteurs jouent leur rôle.

A Montreux, incontestablement, le roi du Maroc s'est trouvé dans un état de santé déficient. Cependant, l'entrevue de Paris n'était pas impossible à organiser.

En Suisse, le souverain est resté très attentif aux affaires marocaines et s'est trouvé à même d'arbitrer les conflits les plus graves.

Que s'est-il donc passé ? Depuis qu'il est question de la fameuse entrevue, une montagne de difficultés a surgi. A l'O.N.U. et à Washington, en Tunisie et au Caire, à Paris et à Alger, le projecteur a été braqué sur cette date fatidique du début août et de la rencontre des deux chefs d'Etat. Il s'agissait évidemment de l'Algérie. C'était le secret de Polichinelle. Chacun savait que l'entrevue avait pour objet principal d'aborder le problème algérien. Aussi, à Montreux sont parvenus, précis, contraignants et contradictoires, les échos de toutes les interventions du monde.

La conférence de Monrovia

Le roi du Maroc a passé de longues journées à recevoir des délégations, des personnalités qui soulignaient les responsabilités qu'un chef d'Etat arabe assumait en acceptant de se rendre à Paris au moment où la guerre continue de sévir aux frontières mêmes du Maroc. Quelles assurances avait le roi ? Pouvait-on penser qu'il lui serait proposé quelque chose de précis ? Les événements de Paris et d'Alger incitaient à penser le contraire. Le roi pouvait-il se permettre de se faire l'avocat d'un compromis quelconque et d'accepter de recommander aux Algériens des solutions intermédiaires que les Marocains avaient refusées pour eux-mêmes ?

Enfin et surtout, la rencontre avec de Gaulle était prévue pour le 3 août, alors que doit avoir lieu, au même moment, un événement considérable auquel les Etats africains désirent donner la publicité la plus spectaculaire.

Cet événement, c'est la conférence à Monrovia (Libéria) de tous les Etats africains, sans exception, sur l'Algérie.

J'étais aux Etats-Unis au moment de la préparation de cette conférence. La délégation du F.L.N. a pratiquement obtenu tout ce qu'elle désirait : la date, le lieu (qui est symbolique, car le Libéria s'était abstenu lors du dernier vote à l'O.N.U. sur l'Algérie), la participation d'Etats comme l'Ethiopie, dont certains intérêts sont solidaires des intérêts français, et le rôle actif réservé à la Guinée. Or, au moment où le F.L.N. réclamait la date du 4 août, la rencontre de Gaulle-Mohammed V avait déjà été pratiquement fixée au 3 août. Le F.L.N. choisissait donc de renoncer à la carte de Gaulle ou du mions décidait de déclencher en priorité une pression internationale spectaculaire.

C'est la conférence de Monrovia qui a posé au roi du Maroc les problèmes les plus difficiles. Il s'agit d'une conférence où doivent assister les ministres des Affaires étrangères de tous les gouvernements africains. Or M. Abdallah Ibrahim est en même temps président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et il devait assister à la rencontre de Gaulle-Mohammed V. Pouvait-on être sûr que le président du Conseil marocain disposerait d'éléments suffisants sur les intentions du général de Gaulle avant de se rendre à Monrovia par un avion spécial qui l'eût amené de France au Libéria le 5 ou le 6 août ? Etait-il normal qu'il eût à quitter l'Elysée pour se rendre à une conférence entièrement consacrée au procès de la France ?

Sur les questions de fond, les Marocains avaient demandé pendant plusieurs semaines des informations de plus en plus précises à la France. Surtout après le voyage de M. Bouabid à Paris, au mois de juin.

Voici ce que m'a déclaré M. Bouabid, vice-président du Conseil et ministre de l'Economie nationale :

« Je me suis rendu au début juin en France pour y rencontrer M. Pinay, mais aussi pour préparer le voyage de notre roi à Paris. J'ai eu des entretiens avec plusieurs ministres français et je m'apprêtais à regagner Rabat lorsque le premier ministre, M. Michel Debré, m'a demandé de passer le voir dans les bureaux de l'Hôtel Matignon.

Au cours de la conversation, M. Debré m'a fait un exposé sur la politique

(Suite en page 6.)

CORRESPONDANCES EXPRESS

PARLEMENT : 36 JOURS DE TRAVAIL

● Au terme d'une première session ordinaire de trois mois, le Parlement s'est mis en vacances lundi soir jusqu'au 6 octobre.

Du 28 avril au 27 juillet l'Assemblée Nationale n'a siégé que pendant 36 jours et a tenu 36 séances l'après-midi, 12 le soir et 2 le matin. Le Sénat n'a tenu que 26 séances dont 4 de nuit.

L'absentéisme parlementaire n'a pas disparu : frappés de sanctions pécuniaires lorsqu'ils ne participent pas aux votes, les parlementaires sont présents au moment des scrutins mais ne suivent pas plus les débats que sous la IV[e] République.

Pendant cette session un seul texte d'origine parlementaire a été voté : la proposition de loi de M. Pleven sur le statut de la bibliothèque polonaise à Paris. (Et cela, au mépris de la séparation des pouvoirs puisque la justice était déjà saisie de l'affaire.)

Pour le reste, les députés et sénateurs se sont contentés d'écouter le gouvernement (politique internationale) ou d'approuver les textes qu'il leur proposait.

Ont ainsi été définitivement votés : les lois d'équipement sanitaire et social, d'équipement économique général, d'équipement scolaire et universitaire, de promotion sociale ; les deux textes monétaire et budgétaire intéressant l'Algérie ; l'amnistie ; le rectificatif à la loi de finances ; les mesures d'indemnisation des victimes du terrorisme.

Sont renvoyées à la session d'automne quatre options importantes : équipement agricole, loyers commerciaux (le gouvernement a retiré ces deux textes de l'ordre du jour) et, surtout, décisions de fond sur l'affaire scolaire et réforme fiscale (la commission en reprend la discussion le 26 septembre).

En attendant le rendez-vous du 6 octobre, M. Debré songe à donner une satisfaction au moins apparente à de nombreux plaignants (M.R.P., Indépendants et même U.N.R.) qui réclament plus de contacts entre gouvernement et groupes.

L'intention lui est prêtée de réunir les leaders de la majorité le 26 août

EUROPE N° 1 : LA PRESSE SE PORTE ACQUEREUR AUSSI

● Les informations publiées par « L'Express » (numéro du 2 juillet, page 2) sur le rachat par l'Etat d' « Europe N° 1 » ont provoqué des remous au sein du gouvernement et dans les milieux de la presse.

Certains membres du gouvernement souhaitent toujours une prise de participation majoritaire, d'autres (notamment le ministre des Affaires étrangères) préconisent une participation minoritaire, craignant qu'à plus ou moins longue échéance le gouvernement allemand ne finisse par s'inquiéter qu'une antenne située sur son territoire national (on sait que l'émetteur d'Europe N° 1 est en Sarre) soit la propriété du gouvernement français. D'autres ministres, enfin, sont purement et simplement contre toute ingérence de l'Etat dans les affaires d'Europe N° 1.

La « Correspondance de la Presse » (du groupe Bérard-Quélin) rapporte, d'autre part, que M. Albert Bayet, président de la Fédération nationale de la presse française, M. Henri Massot, président du Syndicat de la presse quotidienne de Paris, et M. Pierre-René Wolf, président du Syndicat des quotidiens régionaux, ont effectué une démarche commune auprès de M. Roger Frey, ministre de l'Information, pour lui annoncer que l'ensemble de la presse était intéressé par un rachat partiel ou total des actions de « Images et Son » (holding qui contrôle une large part des actions d'Europe N° 1).

Cette démarche, poursuit le bulletin de M. Bérard-Quélin, intervient à un moment où les rapports de la presse française avec la R.T.F. semblent connaître une nouvelle période de tension.

C'est ainsi qu'à la suite de l'information selon laquelle des émissions de télévision seraient réservées, à la rentrée, à de grands organes parisiens, le Syndicat des quotidiens régionaux aurait informé le ministre de l'Information que ses adhérents cesseraient d'apporter leur concours à la R.T.F. pour le réserver aux postes périphériques.

M. Chavanon, directeur général de la R.T.F., dément formellement qu'il soit projeté actuellement de confier la responsabilité d'émissions de télévision à certains journaux.

ALGER : NERVOSITE AUTOUR DE L'OPERATION « JUMELLES »

● Menée depuis huit jours sur les 20.000 kilomètres carrés des deux Kabylies, la Grande et la Petite, l'opération « Jumelles », la plus importante des actions entreprises depuis le début de la guerre d'Algérie, a permis la revanche des états-majors classiques sur les tenants de la « guerre révolutionnaire » : 30.000 soldats, 4.000 véhicules, débarquements par mer, parachutages, appui constant de l'aviation et des formations héliportées, bombardements systématiques, le tout personnellement coordonné par le commandant en chef, le général Challe, assisté de nombreux généraux.

Cette opération de grande envergure fait suite aux assauts contre l'Ouarsenis (« Couronnes ») et le Hodna (« Etincelle »). Elle a pour but de détruire les 6.000 hommes bien entraînés et suréquipés dont dispose le « colonel Mohand », le successeur d'Amirouche. Les premiers résultats sont faibles : 200 fellagha abattus. Deux explications sont données à Alger. La première, c'est que les grandes bandes rebelles ont éclaté en petits groupes et qu'il faudra du temps pour les réduire. La seconde, c'est que « Jumelles » n'en est encore qu'à la phase de la « mise en place ».

Cette vaste opération a des incidences politiques importantes. Si l'armée obtient un grand succès contre les maquisards elle le présentera comme une victoire militaire, et le général de Gaulle pourrait être en situation de faire accepter au F.L.N. — et à l'armée — une négociation.

Si, au contraire, l'armature F.L.N. échappe au coup de boutoir, l'armée — qui n'a jamais disposé d'une telle concentration de moyens — aura fait la preuve que la rébellion est toujours bien renseignée, organisée et commandée. L'opération « Jumelles » deviendrait, sur le plan international, un boomerang.

C'est pourquoi on attend avec impatience, à Alger, la moindre nouvelle provenant du « front » de Kabylie. Et le général Challes plus que personne : il y joue le sort de son « Plan » et son commandement.

SAKIET : LA REACTION DES ETUDIANTS

● Le secrétariat de coordination des Unions Nationales d'Etudiants (C.O.S.E.C.) — mouvement groupant 66 unions d'étudiants dont l'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.) — a vivement réagi au communiqué du premier ministre français, M. Michel Debré, affirmant que le camp international de Sakiet-Sidi-Youssef avait été ouvert « sur une suggestion du F.L.N. » :

« La décision de reconstruire l'école de Sakiet, bombardée en 1958, a été prise en février 1959 à Lima par la huitième conférence internationale des étudiants. La conférence ou le C.O.S.E.C. n'ont jamais, à aucun moment, été en rapport avec le F.L.N. L'allégation de l'hôtel Matignon n'a aucun fondement. »

Commentant cette affaire, « La Gazette de Lausanne » écrit dans un éditorial :

« L'avertissement de la Présidence du Conseil français signifie-t-il que la V[e] République endosse la responsabilité de l'erreur politique de Sakiet et qu'elle estime comme antifrançais ceux qui, dans le monde, considèrent cet acte comme indigne d'une grande nation ? ».

INTEGRATION : LE REGIME FISCAL DE L'ALGERIE

● Le dépôt d'un projet gouvernemental de réforme fiscale (non applicable à l'Algérie) a incité « L'Express » à étudier justement le régime fiscal de l'Algérie. Les résultats de l'enquête sont intéressants.

Voici les taux des principaux impôts algériens avec, entre parenthèses, les taux de ces mêmes impôts en métropole :

— Taxe à la production : 12,50 % (T.V.A. :

UNE lectrice m'écrit ceci : « Lorsque j'étais jeune, il y a longtemps, le drapeau français était gai, allègre, le bleu vibrait. C'était le drapeau d'un pays qui avait confiance. Peu à peu le bleu s'est foncé, est devenu presque noir : c'est un drapeau triste, découragé... Qui sait si la couleur n'agit pas sur la mentalité d'un peuple qui a besoin de retrouver confiance en lui et foi dans la République ! »

Réflexion faite, je crois que ma correspondante a raison : notre tricolore n'est plus ce qu'il était. Les règlements et usages fixent les proportions du drapeau français, ainsi que la répartition des couleurs sur la soie, mais ils semblent avoir négligé de définir la nuance exacte de ces couleurs.

Désireux de faire aux autorités des propositions concrètes, j'ai ouvert ma boîte de peinture et me suis mis à méditer sur le problème du bleu.

Il est plus ardu que je ne m'y attendais. D'abord, pour des raisons patriotiques, il faut écarter le bleu de Prusse et, pour des raisons politiques, le bleu roi.

Il y a quelques années, le bleu outremer eût rallié tous les suffrages. Je crains qu'au temps de la Communauté, il n'apparaisse entaché de quelque colonialisme.

J'AI une faiblesse pour le bleu pétrole qui aurait au moins le mérite de la franchise, mais donnerait à notre patriotisme un relent désagréable pour les odorats les plus fins.

Reste le bleu de cobalt, lumineux justement, et vibrant, et clair, comme le désire ma correspondante. Malheureusement, il a été victime de la civilisation atomique et il est désormais impossible de prononcer son nom sans évoquer un des aspects les plus ignobles de la guerre impensable.

Que faire alors, si, pour une raison ou une autre, tous les bleus nous sont interdits ? Ma perplexité, je l'avoue, était grande quand je songeai soudain que le secret de la peinture est le contraste et qu'une couleur s'éveille seulement au contact de ses voisines.

Peut-être n'est-ce pas notre bleu qui est à revoir. Peut-être conviendrait-il à la République de raviver son rouge pour retrouver le secret des matins triomphants et des lendemains qui chantent. Peut-être suffirait-il à la France de passer son blanc à la lessive.

ROBERT ESCARPIT.

Problème n° 198

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	A	P	P	A	R	E	I	L
2	T	R	A	V	E	R	S	E
3	T	O	T	O	N	■	O	G
4	E	C	E	R	V	E	L	E
5	N	E	■	D	O	T	E	R
6	T	S	F	■	I	E	R	E
7	I	S	O	L	E	R	■	M
8	S	I	L	O	■	N	I	E
9	T	O	■	R	O	U	E	N
10	E	N	L	I	S	E	N	T

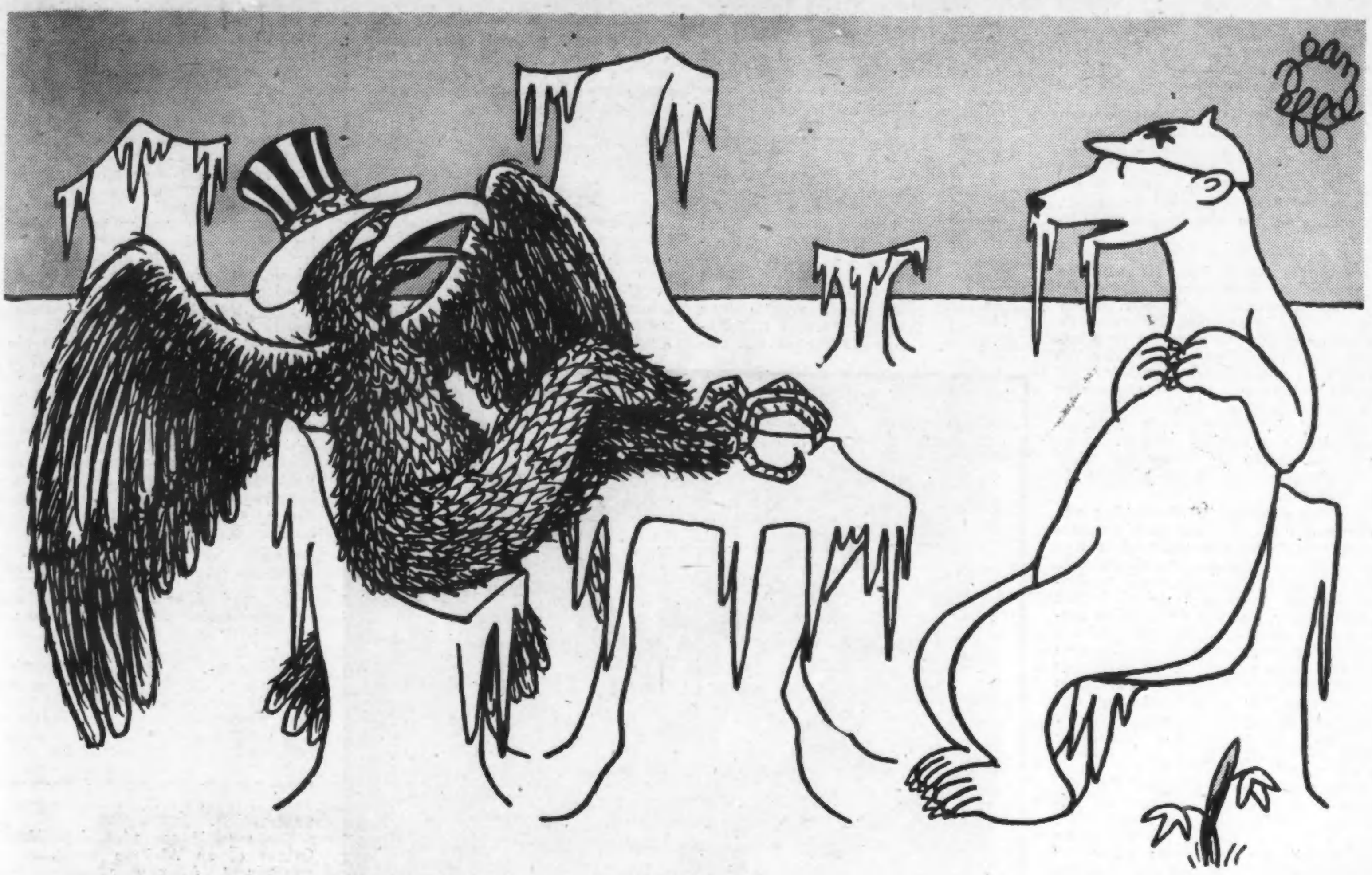
Solution du n° 197

HORIZONTALEMENT. — 1. Pas encore noir, mais ce n'est pas loin. - 2. La montagne était son domaine et elle était au-dessus des hommes. - 3. Si elle est mariée à un dur, cela fait des étincelles. - 4. Ne te contente pas de paroles. Suit souvent un texte contestable. - 5. Noirciront, s'il s'agit de grains ; rougiront, peut-être, s'il s'agit de teinturiers. - 6. Désinence de noms d'habitant. Se trouver provisoirement le premier. - 7. Vendus (sans élégance pour la forme et sans profit pour le résultat). Au-dessus de la centaine. - 8. Entre deux bras. Possédés en assez grand nombre, fut-il dit, par une commerçante de l'alimentation. - 9. Qualificatif pour le patrimoine de Cadet Rouselle. - 10. Privée même de l'âme sœur.

VERTICALEMENT. — I. S'apprécie parfois au goût et, en tout cas, à l'analyse. - II. Gibier de bibliophiles. - III. Bain spécial pour traiter les peaux. Objet d'un net refus par M. Jourdain, qui portait aussi sur le contraire. - IV. Répandu, sans forte accumulation. A devant lui une plus grande espérance qu'autrefois. - V. Quelque part à l'est d'Utrecht. Elément de résistance. - VI. Planté sur un faîte. Protège quelque peu un globe fragile. - VII. Genre de fromage. - VIII. Susceptible de provoquer un certain courant.

198.	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2							■	
3								
4					■			
5								
6			■					
7						■		
8				■				
9								
10								

ÉCHANGES EST-OUEST



— Vous ne m'avez pas regardé : est-ce que j'ai une gueule à acheter des Tupolev ?
— ... et moi, des Frigidaires ?

20 %) ; taux réduit : 6 % (T.V.A. réduite : 6 à 10 %).

— Taxe locale : n'existe pas (2,75 %).

— Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux : 13,20 % (22 %).

— Impôt sur les bénéfices des sociétés : 27,50 % (50 %).

— Impôt sur le revenu des valeur mobilières : 18 % (22 %).

— Impôt sur le revenu des propriétés bâties : 12 % (22 %).

— Taxe sur l'activité professionnelle : 1,50 à 3 % (en métropole cet impôt est remplacé par la patente).

— Contribution patronale pour le logement en cours d'institution : 1 % comme en métropole.

Il faut y ajouter d'autres avantages (taxe progressive, prix de l'essence) et bien noter surtout qu'il s'agit du régime fiscal général et non des avantages particuliers très importants, donc très onéreux pour la métropole, qui sont accordés aux entreprises allant s'installer en Algérie.

On est encore loin de « l'intégration ».

JOURNEES NATIONALES DU CENTRE D'ACTION DEMOCRATIQUE

● Le Centre d'Action Démocratique, qu'anime le président Mendès France, organise pour les 19 et 20 septembre à Paris des journées nationales. Cinq questions sont placées à l'ordre du jour de cette réunion :

1° La V[e] République contre la démocratie, contre les libertés individuelles, contre l'école de la République.

2° L'impasse algérienne et l'avenir de la Communauté.

3° Pour une politique d'expansion économique, de plein emploi et une répartition équitable du revenu national.

4° La Gauche démocratique devant les problèmes de la paix.

5° L'avenir de la Gauche française et les regroupements politiques.

UNE LETTRE DE LA DELEGATION GENERALE EN ALGERIE

Dans le numéro de votre journal daté du 9 juillet, vous avez publié un article intitulé : « Officiel : 700.000 Algériens disparus ». Cet article appelle les observations suivantes :

1°) Vous parlez d'un communiqué officiel d'Alger du 27 juin ; en vérité, il n'y a pas eu de communiqué officiel, mais publication de certains chiffres extraits du « Bulletin de statistique générale de l'Algérie » (Statistique trimestrielle n° 1, 1959).

2°) Vous avez pris pour base de votre article l'estimation faite au 30 novembre 1954 de la population musulmane d'Algérie, chiffrée alors à 8 millions 450.000 ; vous avez omis de préciser que ce chiffre comprenait la population des territoires du Sud. Vous avez ensuite rapproché ce chiffre de l'estimation officielle établie au 1er janvier 1959 qui fixe à 8.850.000 la population musulmane d'Algérie, mais vous avez oublié de préciser cette fois que ce dernier chiffre ne comprend plus la population des départements sahariens. Or, cette précision indispensable est très clairement annoncée dans le bulletin trimestriel de statistique d'où sont extraits ces chiffres.

3°) Les chiffres concernant la démographie en Algérie ne peuvent prétendre avoir la même précision qu'en métropole. Le recensement de 1954 a été fait avec tout le soin possible, mais il est bien clair que ces résultats ne peuvent être considérés comme absolument exacts. Quant à la population au 1er janvier 1959, le nombre annoncé ne résulte pas d'un recensement, mais d'une estimation nécessairement approximative, comme le mot même l'indique.

Il reste que l'erreur que vous avez commise couvre la plus large part des 700.000 Algériens dont vous avez cru pouvoir annoncer la disparition. Je compte que vous voudrez bien donner connaissance à vos lecteurs de cette indispensable rectification.

LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT EN ALGÉRIE.

[*Nous remercions le délégué général de la précision qu'il nous donne. Le sens du mot Algérie ayant été changé, dans les documents officiels eux-mêmes, il faut évidemment comparer la population dans des frontières identiques ;* mais cette rectification conduit à des résultats encore plus troublants.

La population musulmane de l'actuel Sahara était en 1954 de 709.000 habitants et doit être actuellement d'environ 800.000. Ajouté aux 8.850.000 musulmans d'Algérie proprement dite, ce chiffre donnerait, pour l'ensemble, une population de 9.650.000 musulmans, supérieure de 115.000 aux prévisions officielles faites sur une hypothèse de paix.

Or, le « Bulletin de statistique générale » parle d'un « ralentissement dans le rythme de l'expansion démographique », précisant même : « Ce ralentissement tient exclusivement au mouvement naturel, c'est-à-dire à la diminution probable de la natalité et à l'augmentation de la mortalité ».

Laissons même de côté les 115.000 musulmans en supplément par rapport au calendrier, l'incertitude des données n'autorisant pas une telle précision.

Cela fait, et sans relever l'ironie de l'expression « mouvement naturel » quand elle englobe les massacres réciproques, on peut souligner les contradictions entre les documents officiels : les uns annoncent chaque semaine, depuis quatre ans, des nombres impressionnants de pertes ennemies. En revanche, un document récent nous apprend que la population augmente aussi vite, sinon plus, qu'on le pensait. Ce même document parle néanmoins d'un ralentissement du rythme de l'expansion démographique. Que faut-il croire ?

Cette incohérence ne fait que traduire la divergence même des objectifs de la propagande officielle. Dans les communiqués militaires, la doctrine du dernier quart d'heure doit montrer qu'on décime les forces ennemies. Mais ensuite, des considérations plus élevées conduisent à annoncer que la population algérienne ne souffre pas — numériquement s'entend — de la guerre. A ce moment surgit un troisième objectif : il faut éviter de mettre en évidence la vitalité de cette population qui, sauf dommages « artificiels », aura, par son propre mouvement naturel, doublé dans vingt-cinq ans, passant à 18 millions en 1980.]

(Suite de la page 3.)

française en Algérie et m'a déclaré notamment qu'il s'agissait pour la France de transformer les départements algériens en provinces françaises pures et simples avec les avantages politiques et économiques que cela implique.

« Exposé qui fut clair et précis au point que je ne pouvais plus avoir de doutes sur les intentions du gouvernement français et que je ne voyais plus l'utilité d'une rencontre entre le roi Mohammed V et le général de Gaulle, du moins en ce qui concerne l'Algérie.

« J'ai confié mes impressions à notre ambassadeur à Paris qui a eu l'occasion de s'en ouvrir auprès de certains diplomates français. Deux jours après, je recevais un coup de téléphone d'un collaborateur du général de Gaulle, M. Pompidou, qui m'invitait à le rencontrer et qui me demanda d'oublier ce que le premier ministre m'avait dit et de croire que le général de Gaulle tenait l'intégration pour une stupide utopie.

— Mais M. Pompidou n'est plus au cabinet du général de Gaulle.

— C'est pourtant M. Pompidou que j'ai rencontré et qui m'a parlé au nom du chef de l'Etat français. Je dois dire que malgré la déprimante impression que donnent des propos aussi contradictoires et tenus par de si hautes personnalités, j'ai été néanmoins rassuré. Car, à mon avis, dans le contexte actuel, c'est cela l'essentiel et c'est cela qui seul peut permettre de sortir de l'impasse. Si les Algériens avaient la preuve non pas seulement par des discours mais aussi par des faits, que la France tourne le dos définitivement à l'intégration, je suis certain qu'un grand pas serait fait.

« Pour ma part, lorsque j'ai été consulté par Sa Majesté sur les entretiens qu'Elle aurait à Paris, c'est ce que j'ai dit. Le roi du Maroc ne reviendrait pas les mains vides s'il obtenait, d'une part, un refus solennel de l'intégration, et, d'autre part, une relance sous une nouvelle forme de l'invitation faite au gouvernement algérien de venir à Paris. »

Cinq forces

A la suite de ce voyage de M. Bouabid, comme à la suite du voyage du prince Moulay Hassan à Tunis, au Caire et à Paris, des rumeurs ont circulé, des campagnes de presse sont venues augmenter encore la tiédeur de l'opinion publique marocaine pour la rencontre du 3 août. Même les personnalités qui estimaient que cette rencontre pouvait avoir des répercussions favorables sur une situation intérieure marocaine marquée par de gigantesques difficultés économiques et politiques, n'osaient pas aller à contre-courant, risquer l'impopularité et donner l'impression que le peuple algérien, sous une forme ou sous une autre, allait être « lâché ». Pourquoi ?

Ce qui caractérise le Maroc actuel, c'est la désaffection politique des masses misérables, et la division des élites. C'est une impression douloureuse, lorsqu'on arrive aujourd'hui à Rabat, de lire la presse et de voir sur quel ton les diverses fractions politiques s'injurient. C'est un spectacle pénible pour un étranger qui ne veut pas cesser d'être un ami, que la forme prise par des querelles qui divisent des hommes, parmi les meilleurs, dans ce pays qui n'en est pas si riche.

J'ai vu les représentants des deux fractions de l'Istiqlal, et ceux du Mouvement populaire. Je n'ai pas clairement saisi l'opposition idéologique ou la différence de doctrine ; j'ai, au contraire, bien perçu les oppositions personnelles qui sont en train de menacer les forces vives marocaines.

Des hommes comme MM. Bouabid et Ben Barka, Khatib et Ahardane, Douiri et Boucetta, pour ne parler que des jeunes leaders, sont manifestement faits, quoi qu'ils prétendent, ou quoi qu'ils m'aient dit, pour militer au sein d'une même formation et pour construire ensemble leur pays menacé. La menace ne vient pas aujourd'hui de « l'impérialisme » qui a bon dos, et qui est un alibi trop facile ; elle vient d'eux-mêmes.

Il y a en gros cinq forces, politiques ou non, au Maroc, en dehors du Palais. En premier lieu, peut-être l'U.M.T., centrale syndicale, officiellement soutenue, rigoureusement hiérarchisée et organisée par des leaders jaloux de leur autorité. Cette centrale syndicale qui veut représenter l'aile gauche du pays est en partie à l'origine de la scission de l'Istiqlal.

Viennent ensuite les deux fractions de l'Istiqlal, qui toutes deux ont une importance relativement grande dans le pays. La première, dite « traditionaliste » mais qui comprend des éléments jeunes et modernistes, risque de profiter du mécontentement populaire et de l'usure au pouvoir des hommes de l'autre équipe. MM. Boucetta et Douiri, qui ont pris avec dynamisme le relais des grands anciens, comptent sur cette usure inévitable.

Chez MM. Ibrahim, Ben Barka, Bouabid, au pouvoir, il y a davantage de « confiance historique ». Des intellectuels marxisants, des stratèges politiques voudraient préparer le pays, un peu abstraitement, à se rapprocher du « mirage chinois », lequel exerce une incontestable fascination. La mise au travail du pays leur paraît inséparable d'une discipline qui mène au parti unique et à la centrale syndicale unique.

Enfin, l'audience rurale du Mouvement populaire en fait une force qui a cependant subi un certain discrédit depuis les événements du Rif. MM. Ahardane et Khatib sont capables encore de drainer des milliers de paysans misérables : mais vers quoi ?

Il y a aussi l'Armée, bien équipée, bien payée, bien encadrée (souvent par de jeunes officiers frais sortis de Saint-Cyr) et qui, malgré son dévouement au prince, représente ou pourra représenter dans l'avenir une importante donnée pour des situations confuses.

Au-dessus de toutes ces forces, le roi règne sans gouverner, manœuvre sans intriguer, tire parti des divisions sans les encourager. Le parallèle avec le général de Gaulle est bien tentant.

On entend partout cette phrase : « *Sans le roi, que deviendrait le Maroc ?* » Cette question résume la majorité des débats politiques, réduit les mouvements à l'impuissance et réalise une unanimité respectueuse et dévote sur un homme au demeurant digne et prestigieux.

Parallèle avec de Gaulle

Un homme qui n'est pas un dictateur, mais un despote toujours bienveillant et souvent éclairé. Assez habile pour aller au-devant de toutes les avant-gardes, leur laisser faire l'ingrate expérience du pouvoir qui permettra le retour à la forme traditionnelle des mœurs marocaines. Un homme particulièrement intuitif et attentif à toutes les lames de fond de l'opinion, aux aspirations cachées, aux vœux collectifs secrets et inexprimés.

C'est dans cette situation intérieure marocaine que le souverain a eu à choisir de se rendre ou de ne pas se rendre à l'entrevue avec de Gaulle. L'impression est qu'il a eu le sentiment que l'affaire n'était pas mûre, et que les inconvénients l'emportaient sur les avantages. Sa popularité au Maroc est en même temps démesurée et fragile. Rien n'existe auprès d'elle, mais on sent aussi qu'elle pourrait ne pas résister à un échec qui concernerait directement la personne même du roi.

Mohammed V n'est pas un chef, c'est le « père de la patrie ». Ce n'est pas un condottiere, c'est l'héritier d'une dynastie qui voudrait se perpétuer en s'adaptant. Malgré une armée dévouée, une police d'une extraordinaire efficacité et qui demeure — en dépit d'un ministre de l'Intérieur membre de la fraction de l'Istiqlal au pouvoir — au service du Palais, malgré une division des plus brillantes élites qui renforce son autorité, le roi, autant par nécessité que par volonté, reste à la merci des forces sous-jacentes dont on pressent l'apparition prochaine sans pouvoir dire quelle direction elles pourront prendre.

On comprend bien, dès lors, qu'il est impossible de fonder une politique sur les seuls sentiments supposés d'un roi qui détient ce caractère de souveraineté. M. Bourguiba, qui a des défauts et des qualités bien différents, peut courir le risque d'être apparemment et pour un moment dépassé. Mohammed V, non.

Enfin, pour donner une idée des interventions qui ont eu lieu en Suisse, il faut citer ce fait, qui en dit long : les Egyptiens ont fait savoir qu'ils voudraient bien user de leur influence auprès des Algériens à la condition que la France cède sur Israël...

Las et prudent, le roi du Maroc a demandé un sursis. Tout cela ne veut évidemment pas dire qu'un homme fort aurait pu au Maroc accepter n'importe quel compromis et en particulier une solution algérienne au détriment du F.L.N. Cela veut dire que, pour un compromis acceptable — dont il n'a d'ailleurs jamais été question — la situation intérieure du Maroc ne permet au roi qu'une très faible latitude de mouvement.

Le tiers-monde

De quoi dépend cette situation ? Essentiellement de deux choses : la guerre d'Algérie, d'une part, et, d'autre part, l'évolution économique. Je sais bien que de hauts fonctionnaires français et étrangers, probes et libéraux, et que de grands leaders politiques marocains, désespérés de la carence du pouvoir, en sont arrivés à estimer que la guerre d'Algérie servait d'alibi à l'impuissance et de tremplin à la démagogie ; il y a sans doute beaucoup de vrai dans cette observation.

Des expériences vécues au Moyen-Orient et en Afrique du Nord me conduisent à penser qu'en pays d'Islam aucun courage moral ou politique ne peut prévaloir contre le sentiment du reniement ou de l'apostasie. Or la guerre d'Algérie donne à tous les musulmans d'Afrique du Nord notamment ce sentiment d'être apostats lorsqu'ils diminuent si peu que ce soit leur solidarité avec les maquisards F.L.N.

Sans doute cette solidarité peut-elle s'accompagner de bien d'autres choses : une irritation devant certaines prétentions algériennes, une inquiétude quant à l'avenir politique d'une Algérie indépendante et à la contagion d'un régime populaire, une colère non dissimulée devant certaines méthodes d'organisation des Algériens exilés et devant un dangereux comportement sur les frontières.

Au Maroc, on est devenu mille fois plus perméable qu'auparavant aux idées fausses et aux mythes extérieurs, mais on n'a pas encore abandonné une sorte d'isolationnisme « castillan » fait de fierté ombrageuse et de conscience d'une appartenance à un pays de traditions riches.

Mais tout cela, qui permettrait une compréhension particulière de la nécessité de phase de transition pour l'évolution algérienne, ne prédispose pourtant nullement à la moindre entente franco-marocaine contre le F.L.N.

Cela d'ailleurs dépasse l'affaire purement algérienne. Dans la mesure où la guerre d'Algérie dure, ce n'est pas tant l'Algérie maquisarde qui est exaltée que la France qui est bannie.

Telle personnalité marocaine connue pour sa tiédeur et parfois même sa sévérité à l'égard des Algériens préférera tout plutôt que de braver le jugement des Arabes, des Africains et du grand mouvement né de la conférence de Bandoeng. Il y a désormais une orthodoxie sentimentale, un camp du tiers monde, une idéologie commune à tous les pays en proie aux difficultés de l'indépendance. On ne peut pas longtemps, lorsqu'on est un de ces pays, vivre en marge de ce camp, s'en exclure, sans paraître trahir.

Un Sakiet évité

Du fait de la guerre d'Algérie, la France subit l'ostracisme plus ou moins agressif de ce camp. Traiter avec elle, c'est traiter avec « l'ennemi ». Après l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, après les Républiques africaines, après les statuts du Togo et du Cameroun, tout cela est sans doute particulièrement injuste et peut indigner. C'est ainsi, et l'on ne peut rien tenter sans tenir compte de ce fait.

L'exemple des dernières mesures

(A. P.)

LE PREMIER MINISTRE MAROCAIN ET M. COUVE DE MURVILLE (1).
« Hélas ! Sa Majesté est effectivement malade. »

(1) Après le dîner qui eut lieu le 22 juillet à la résidence du ministre des Affaires étrangères à Versoix, près de Genève. A droite : M. Benjelloun, ambassadeur du Maroc à Paris.

En couleur LA MODE...

Oui, la mode est, cette année, au film KODACOLOR, célèbre dans le monde entier. Disponible en France.

Ce film négatif couleur fera de vous avec votre appareil 6×9 ou 6×6, le champion des agrandissements couleur sur papier.

Avant la fin de la semaine, demandez au spécialiste KODAK votre première bobine KODACOLOR.

Reporter de votre vie. Reporter de votre famille. Triomphez grâce à la couleur. Triomphez avec KODAK.

Communiqué.

(Pottecher.)

M. Abderrahman Bouabid et Jean Daniel.
« C'est pourtant M. Pompidou que j'ai rencontré ! ».

économiques marocaines est sur ce point bien édifiant. Si j'excepte un jeune et brillant médecin communiste, le docteur Messouak, qui m'a fait un irréprochable exposé de l'application du marxisme à la politique agricole marocaine, je dois dire que je n'ai pas vu chez mes interlocuteurs les plus intelligents et les mieux informés, quels que soient leur rang et leur rôle, une doctrine réaliste, cohérente sur le problème numéro un de l'Empire chérifien.

Le communiste avait le mérite de la logique abstraite, risquée, qui implique le pire, pour aller vers le mieux. Mais, enfin, cela témoignait d'un examen approfondi des questions. Pour les autres, à la recherche de la quadrature du cercle, comme « la planification libérale » ou « le capitalisme contrôlé », ils voudraient (et on peut certes partager leur anxiété) à la fois sortir du circuit français, contrôler les transferts, augmenter le niveau de vie, favoriser les investissements, interdire l'exode des bénéfices, etc.

En fait, la majorité des responsables de l'économie se fût résignée à une économie libérale et même à une dépendance étroite à l'égard de l'économie française si la France n'avait pas été bannie du tiers monde. A chaque incident de frontière, que le peuple ne connaît pas, mais dont les ministres marocains sont informés, il y a un réveil de la passion anti-française au détriment des intérêts marocains les plus égoïstes. Et le Maroc vit aujourd'hui à la merci d'un incident de frontière.

Le 13 juillet, les Algériens du Maroc ont tendu une embuscade, sur le versatn algérien de la frontière, aux troupes françaises, qui ont perdu vingt-cinq soldats. L'émotion manifestée dans les télégrammes d'Alger à Rabat a été telle que l'ambassadeur, s'attendant à une réaction d'Alger, a pris les devants et rendu visite au Président Ibrahim dans la nuit du 13 au 14. En même temps, il demandait au général La Chenelière, commandant supérieur des troupes françaises au Maroc, de se rendre auprès du général Challe à Alger. La réaction n'eut pas lieu. Un Sakiet fut évité.

Le chômage

La situation économique marocaine est, selon un document officiel, « alarmante ». Il faut dire tout de suite que, même si le Maroc n'accusait pas un recul aussi net, même si la situation était stationnaire, le fait qu'il y ait chaque année 200.000 individus de plus et que 60.000 emplois nouveaux devraient être trouvés, susciterait déjà un problème grave. La production industrielle est ralenti, le chômage augmente dans des proportions inquiétantes. La fuite des capitaux s'est élevée en un court laps de temps à plus de 20 milliards.

Les Français rappellent que le Maroc bénéficie sur la France de contingents en franchise, véritables privilèges absorbant notamment à des prix de faveur les agrumes, les conserves, les vins, les primeurs et les céréales. Depuis le décrochage (le non-alignement sur la dévaluation française), la vente des agrumes, des céréales et des sardines accuse une diminution entre 20 et 42 %.

Les techniciens français qui sont en ce moment au Maroc, admirables dans leur passion, dépourvus de paternalisme pour les intérêts d'un pays devenu étranger, ne comprennent pas. Je l'ai dit à mes interlocuteurs marocains. On m'a répondu que, de toute façon, les investissements n'avaient plus lieu, que la production était aux mains des Français qui transféraient leurs bénéfices et ne réinvestissaient plus, qu'entre les Français sur place et les banques en France, l'économie marocaine était en fait un circuit français.

De tout cela, les techniciens conviennent, mais ils estiment qu'on pouvait y remédier, et se diriger vers une relative indépendance économique marocaine sans provoquer une catastrophe immédiate dont le petit peuple des campagnes va être la première victime.

En réalité, ce n'est plus une rage d'indépendance infantile, à l'heure des grands ensembles, qui détermine l'action des responsables marocains, c'est une volonté de choisir une dépendance de leur goût, un ensemble non suspect.

Comment les Marocains vont-ils s'en tirer ? Ils ne sont pas mûrs encore, quoi que prétendent certains d'entre eux, pour devenir la Chine, la Yougoslavie ou Israël. Je ne pense pas pour autant, comme on me le dit d'un autre côté, qu'ils soient menacés d'une situation yéménite : le bouleversement des structures ancestrales a été trop intense, la pénétration occidentale trop profonde, le réveil des élites trop impétueux pour que ce pays se laisse asphyxier. Par ailleurs, on peut voir dans les écoles, les universités, les administrations et les stades une merveilleuse jeunesse avide de culture et de technique, impatiente de jouer son rôle et qui représente une espérance illimitée.

Les bases américaines

Mais, pour le moment, les palliatifs sont faibles. La grande ressource, ce sont les bases américaines. L'aide de 45 millions de dollars accordée par l'Amérique est fonction de ces bases.

Au cours d'une réception donnée il y a quelques jours à Rabat par M. Tom Brady, correspondant du « New York Times » pour l'Afrique du Nord, un fonctionnaire américain assurait qu'aux yeux du Pentagone, les bases américaines du Maroc étaient considérées comme essentielles pendant une période de trois ans encore. Il ajoutait, non sans humour, que ce qui allait garantir la future monnaie flottante marocaine (dont on dit qu'elle s'appellera le « real hassani » comme le franc tunisien s'appelle le dinar), ce sont les bases américaines.

Quoi qu'il en soit, les Américains sont bien soucieux, eux, de ne plus être l'ennemi du tiers monde. Et ils n'entendent pas laisser la France mettre l'Occident au ban des pays de Bandoeng. M. Mehdi Ben Barka, Président de l'Assemblée Consultative, vient d'écrire (1) :

« Une politique comme la nôtre, neutraliste ou de non-dépendance, a eu une conséquence immédiate sur le sens qu'il fallait donner à l'aide extérieure apportée aux pays en voie de développement. Ainsi, l'aide américaine qui s'inscrivait dans le Mutual Security Act s'est vue obligée de se transformer en aide économique et le grand débat qui a secoué les Etats-Unis il y a deux ans a abouti justement à un début de reconversion dans la conception américaine de l'aide extérieure. Même le problème des bases revêt un caractère nouveau dans les pays qui ne se sentent pas impliqués, qui ne se sentent pas «dans le coup» : à quoi servirait une base stratégique avec un hinterland indifférent ou même hostile ?

« Nous constatons aujourd'hui que cette politique extérieure de la plupart des pays en voie de développement est un facteur de paix, les pays de l'Est et de l'Ouest qui s'apprêtent à apporter leur aide sont conscients que ce ne peut plus être une aide donnée à une clientèle, une aide qui cherche à établir des points d'appui pour sa cause et contre l'adversaire, mais bien une aide destinée à servir la cause de ceux qui la reçoivent, la cause de l'édification et du progrès.

« Nous en sommes maintenant au stade où le Président Nehru peut dire : « Si nous faisons un barrage, eh bien, c'est un barrage, ce n'est pas un barrage communiste, c'est une construction dans une vallée, une T.V.A. que ce soit en Chine ou en Inde. » Donc le mythe de l'anticommunisme commence à disparaître et il serait bien difficile de faire une distinction entre les objectifs de l'aide apportée par les Etats-Unis et de celle apportée par la Russie à des pays qui cherchent avant tout à supprimer les inégalités, à abolir la forme d'exploitation économique et les féodalismes. Si l'idéal commun à l'ensemble des pays en voie de développement n'est pas conforme à celui des pays où la Free Enterprise est reine, c'est une simple conséquence des conditions historiques et sociales que connaissent ces pays, dans lesquels l'intervention de l'Etat, le dirigisme, la planification, l'idéal socialiste même, ne sont pas nécessairement un apport du Parti Communiste ».

(1) Dans un ouvrage qui paraît chez Plon : « Entretiens avec Mehdi Ben Barka ».

Le rôle de la France

Voilà un très beau texte et qui exprime toute la philosophie nouvelle des forces de progrès dans les pays sous-développés. La France, qui voudrait jouer un rôle dans le partage des richesses mondiales et l'assistance au tiers monde, peut-elle répondre à cette philosophie ?

Il lui faut évidemment remplir deux conditions. En premier lieu, la fin de la guerre d'Algérie et la disparition de tout esprit paternaliste. En second lieu, la réalisation d'ensembles qui pourraient s'inspirer de doctrines françaises comme celle par exemple de M. Pierre Moussa (2).

Au Maroc, bien des personnalités ont été impressionnées par les dépenses et les plans économiques français en Algérie. Pour des raisons diverses, bien sûr. J'ai entendu, par exemple, certains craindre l'avance considérable dont bénéficieraient les Algériens sur les autres pays le jour où l'Algérie sera indépendante. Mais j'en ai aussi entendu d'autres regretter que ce gigantesque effort ne fît pas partie d'une politique nord-africaine harmonieuse.

Je veux terminer en redonnant la parole à M. Bouabid :

« Les richesses sahariennes devraient faire l'objet d'une conférence franco-nord-africaine d'où partiraient et la solution algérienne et l'harmonisation des supports économiques entre la France et le Maghreb. Les Marocains, pour leur part, sont prêts à étudier ce problème parce qu'il est concret, précis et qu'il peut rassembler des hommes désireux de construire l'avenir. Si le général de Gaulle veut proposer cela au roi Mohammed V, alors nous serons assez forts pour triompher de toutes les résistances et nous serons approuvés par les hommes de progrès de tous les pays arabes ».

JEAN DANIEL.

(2) CF. le livre de Pierre Moussa. « Les Nations prolétaires ». Ed. P.U.F.

REPORTAGE

Les gosses révoltés

● ***Qui sont ces « voyous », ces « tricheurs », ces « teddy boys » ? Ce sont des gosses de nos banlieues, avec lesquels Jean Cau a eu une longue conversation sérieuse et instructive.***

ILS sont quatre ou cinq « prolos » à prendre « un petit Ricard » devant le zinc du café — face au square Saint-Lambert — attaqué la veille par les « tricheurs ».

— *Patron, on te dit que les mômes ont juré que ça allait être ta fête, un de ces soirs, et qu'ils reviendraient.*

Ils s'envoient des clins d'œil. Le patron hausse les épaules. Je demande :

— *C'est vrai ?*

— *Non, on charrie le patron. On se marre. On lui flanque un peu la trouille. Mais ça se pourrait bien...*

Quatre ou cinq prolos qui ont entre 40 et 50 ans, qui « charrient » le patron et qui se « marrent », eux-aussi, comme des mômes.

— *On est des habitués, c'est pour ça qu'il se fâche pas. Pas vrai, patron ? Remets-nous ça en attendant que les mômes t'obligent à vendre la baraque...*

« Tu t'engages ! »

Le livreur des « Blanchisseries de Grenelle » est plus grave.

— *Vous cherchez à voir les mômes? C'est facile... Je vais vous dire où ils traînent.*

— Vous êtes du quartier ?

— *Je le sais par mon fils.*

— Il fait partie d'une bande ?

— *Maintenant, il est en Algérie.*

— Mobilisé ?

— *Engagé. Je savais pas quoi en faire du môme. Dix-huit ans et il traînait... Je lui ai dit : « Mon gars, assez causé ! Tu t'engages. » Pourtant, c'est pas mes idées ; il s'est engagé dans les paras. Vient d'être blessé... Quatre balles dans la cuisse et une dans le genou. Mais je crois que ça va. On attend de ses nouvelles. Il nous écrit assez souvent.*

Il a le calme des pauvres, la résignation des pauvres. Il avait un fils et ce fils « traînait ». Alors il lui a dit de s'engager.

— *Sa mère ne voulait pas. Vous savez ce que c'est, hein, les femmes ? Je lui ai dit : « Tu préfères qu'il fasse une connerie ? » Comme de toute façon, le service il faut y passer...*

Les adresses que m'a données le livreur sont bonnes, mais le grand gars appuyé à l'entrée du « P'tit Pot » — en face du métro Pernety — comme un cow-boy à l'entrée d'un « saloon », pose sur moi un regard de « série noire ».

— *Vous êtes un vrai journaliste ou pas ?*

Le mettre en confiance va me prendre cinq minutes. C'est fait. Il cède. Oui, il est du quartier. Oui, il a mené l'attaque contre Saint-Lambert avec les copains. Il y était. Avec eux ? Oui, avec des adolescents qui rappliquent et bientôt nous entourent. On peut y aller. C'est un journaliste. Les autres me regardent, mais le grand avec qui je parle déjà depuis un quart d'heure leur assure...

— *Non, je vous dis qu'on peut y aller. C'est un journaliste.*

Les « autres »

Maintenant, il m'a pris sous sa protection. Maintenant, il se ferait pendre pour cette certitude qu'il a que je ne suis pas un « flic ». Il a envie de parler, aussi. Nous nous asseyons dans l'arrière-salle du café. Le grand commande un lait-grenadine, les autres des demis panachés. Des durs ? Non, des enfants dont, pendant près de deux heures, je vais être le copain et qui, lorsque nous nous serrerons la main, me quitteront à regret. Comme s'ils avaient été heureux d'avoir été écoutés et peut-être compris. Comme si ça ne leur arrivait jamais qu'on leur parle avec amitié et qu'on se souvienne, adulte, d'avoir eu un jour ces joues imberbes et d'avoir roulé des épaules en jouant les terreurs. Ils ont entre 17 et 19 ans. Apprivoisés, ils me livreront leurs vrais regards, leurs vrais gestes, leur vrai langage.

Regards et gestes que je reconnais... Et cette langue qui est aussi celle de mes paradis perdus et dont la traduction sentimentale m'est si douce. Mes copains s'appellent Le Blond : il est plombier ; Jojo : il est typo ; Charlie : il est photograveur ; Pépère : il est tourneur ; Nanard : il est déménageur...

Ils ont tous les cheveux longs, portent des maillots de coton rayés et des pantalons qui leur moulent les fesses et leur enserrent les chevilles.

— *Ça remonte à quatre mois, au moins... Ils ont commencé à taper sur les jeunots de 12 à 13 ans de la Porte de Vanves. Ils voulaient faire la loi ici, s'infiltrer, alors nous...*

— *Qui, vous ?*

— *Ceux de Pernety, de la Porte de Vanves, Bagneux, Arcueil, Montrouge, Malakoff, Mairie du 14e...,* dit Pépère.

Torse étroit, teint blafard, l'œil vif, Pépère est ouvrier, fils d'ouvrier, et pour avoir ce teint, ce torse et cet œil, sans doute arrière-petit-fils d'ouvrier. Né pour l'usine, il y a déjà deux ans que l'usine le dévore. Mais cet ouvrier est aussi un adolescent et hier il était encore un enfant.

— *Contre les autres.*

— Quels autres ?

(Charpentier.)

JEAN CAU EN CONVERSATION AVEC LES « RÉVOLTÉS ».
« Ceux de 13 ou 14 ans, ils sont encore plus pires que nous... »

— *Ceux de Saint-Lambert, Convention, Puteaux, Issy, Cambronne.*

« Demain, on attaque... »

Jojo, le typo, glisse les mains sous son large ceinturon de cuir noir clouté. Il dit :

— *On a eu tort de ne pas descendre un samedi.*

— Pourquoi ?

— *Parce que le samedi après-midi on travaille pas. On aurait pu descendre à trois ou quatre cents au moins. Et là...*

— *On en avait marre,* dit Le Blond. *Alors, on leur a donné rendez-vous à Saint-Lambert, mais ils se sont dégonflés : ce sont des gonzesses. Toujours à cinq ou six contre un.*

— Comment vous y prenez-vous pour vous rassembler ? Vous êtes organisés par bandes ?

— *On passe le mot d'ordre dans la rue, sur les places, les bistrots, les groupes de maisons. Des bandes, ça veut rien dire. Chez nous, il n'y a pas de chefs. On est tous copains. On se connaît.*

On se connaît : on habite les mêmes cités ouvrières de Vanves ou de Malakoff ; on vit dans ces énormes termitières que sont, par exemple, les blocs d'habitation construits en brique rouge dans la rue Raymond-Losserand. Les nouvelles que transmet le tam-tam se répercutent à une extraordinaire rapidité : « *Paraît que demain on attaque ceux de Convention et de Cambronne.* » Les petits avertissent les grands ; les grands préviennent les copains : « *Paraît que demain, on attaque...* » Autour des appareils à sous, des jukeboxes, des billards électriques, dans les rues surpeuplées, dans les cours intérieures où grouille le petit peuple désœuvré des jeunes frères qui ne partent pas en vacances, la déclaration de guerre court comme la flamme le long d'une mèche.

— *Vous comprenez, ça se fait comme ça. On le dit et ça se répète.*

— Et vous vous armez de chaînes de bicyclettes, de boulons, de matraques, de barres de fer...

— *Forcément. Faut bien.*

— Et vous attaquez les passants, crevez les pneus, défoncez les vitrines.

— *C'est pas vrai !*

Ça jaillit comme dans un cri. « *C'est pas vrai !* » Ils sautent sur leurs chaises. Jojo en renverse son demi panaché.

— *On n'a pas attaqué le bistrot du square. Les autres s'étaient retranchés autour. Alors le patron a appelé les flics. C'est comme le truc du bistrot martiniquais... Un nègre a eu peur et a sorti une carabine en nous traitant de racistes. Mais on n'est pas du tout racistes. Les Arabes ne nous font rien et on leur fout la paix. Tant qu'ils ne bougent pas, on bouge pas.*

— *Les Arabes, ils en ont assez avec leurs salades sans se frotter à nous.*

Charlie, le photograveur, pointe son doigt sur la table :

— *Faut que vous mettiez ça dans votre canard : on n'en a pas aux gens qui sont dans la rue. Et qu'il y a des mecs qui veulent s'occuper de ce qui les regarde pas. Et qu'il y a des vieux qui veulent séparer : c'est pour ça qu'ils en prennent.*

— *Il faut mettre que les vieux s'en occupent pas,* dit Jojo.

Les vieux. Qui sont les vieux ? Ben, ce sont les vieux, quoi. Ils parlent maintenant tous ensemble. Ils détestent les vieux qui ne comprennent pas, qui appellent les flics (« *C'est tout ce qu'ils savent faire, appeler les flics !* »), qui croient que nous sommes des voyous avec de l'argent plein les fouilles.

— *Dès qu'on dit à un vieux:* « Allez, écrase ! Nous emmerde pas ! », *il se pend au téléphone et appelle les flics.*

— *On est mal vus de tout le monde,* dit Pépère à voix basse comme s'il se parlait à lui-même. *On a toujours tort, toujours. Si on était bien sapés comme les tricheurs des Champs-Elysées, ils nous toucheraient pas. Mais on a les cheveux longs, pas de cravates, pas de bagnoles et quand ils nous savatent la gueule et qu'on revient les côtes bourrées de coups, nos parents ne disent rien et ne portent pas plainte.*

Quelque chose éclate dans leur voix : une espèce de haine de classe, une haine de pauvres contre les tricheurs, contre les flics. Haine souterraine, grondante, qui trouve ses formules spontanées et qui est un des sens de leur révolte.

— *Qui commet des crimes ? Nous ou Bill ? Les crimes,* dit Jojo qui est typo et dont le langage se fleurit parfois de phrases toutes faites, *sont le plus souvent commis par des fils de familles aisées.*

— *Mais nous, on prend la tisane ; les tricheurs, jamais !*

— *Les flics nous chassent comme des lapins. Pour eux, on est des bêtes. L'année dernière, Porte de Vanves, ils ont cerné la zone où on était à 150. Ils ont lancé des fusées éclairantes ; ils ont tiré. On était tous à plat-ventre. Si un copain avait été descendu, ils auraient dit que c'était nous et que nous étions armés. Et dans les cars, dans les commissariats, faut voir les trempes qu'on reçoit.*

— *Deux fois j'y suis passé,* dit Nanard. *Ils te frappent dans le dos, au ventre, dans les côtes pour pas que ça marque. S'ils s'énervent et te cassent le nez, ils disent que tu as fait ça dans la bagarre. Comme nos vieux rouspètent jamais...*

— *On est mal vus de tout le monde,* répète Pépère toujours à voix basse.

Je me tourne vers Jojo. Il est l'intellectuel de la bande. Ses cheveux sont à peu près taillés.

— Pourquoi « les vieux », à ton avis, ne vous comprennent pas ?

— *Parce qu'on voit la vie autrement,* dit Jojo.

— *Qu'est-ce que tu veux dire ?*

Jojo regarde les copains, cherche dans sa tête une phrase bien faite et bien solide qu'il a lue dans un journal. Il ne trouve pas. Le Blond vient à son secours :

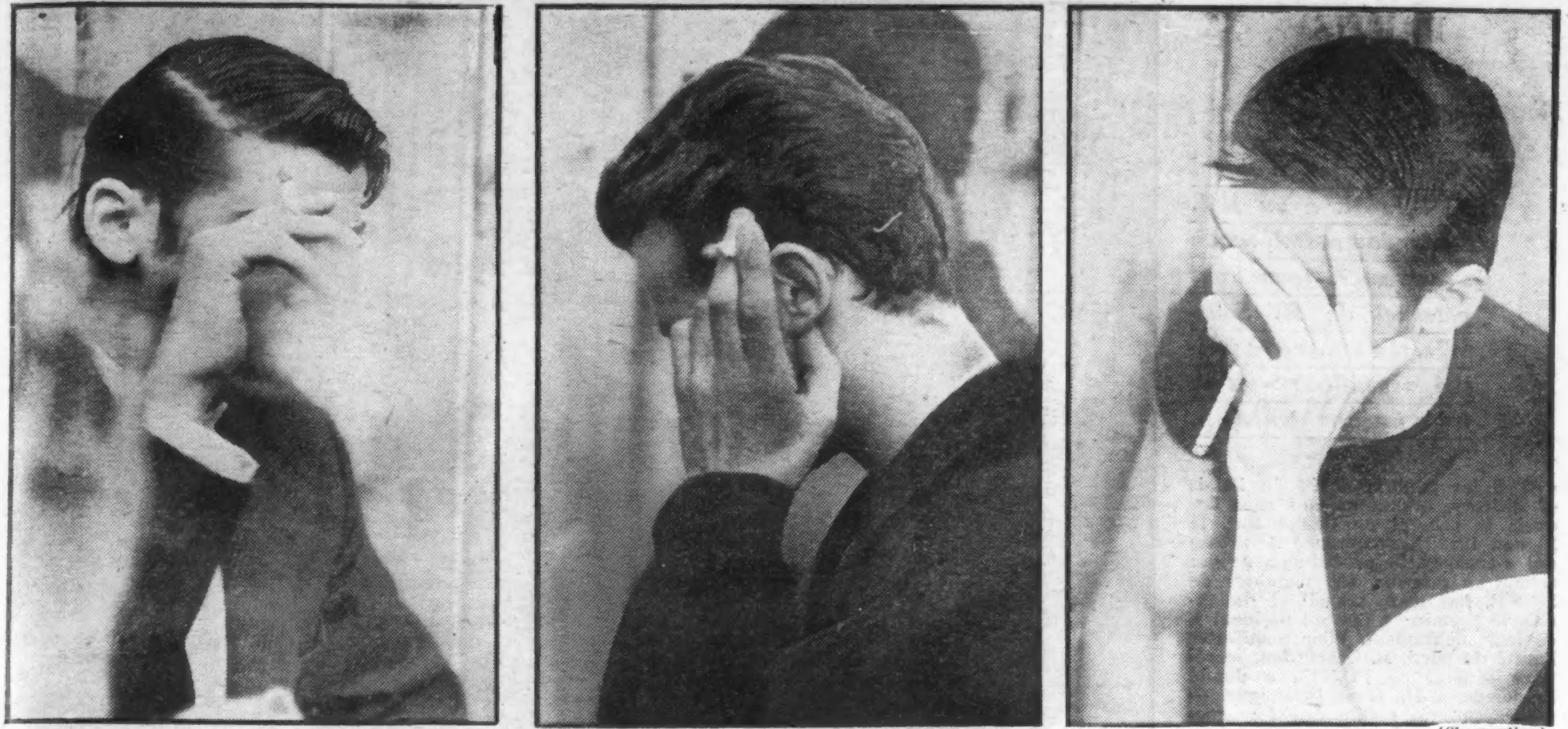
— *Ils voudraient qu'on porte des gilets, qu'on ait des pantalons comme ça, qu'on soit comme eux.*

— Tu voles ?
— Oui !

— Combien gagnez-vous par mois ?

— 50.000, 38.000, 45.000...

Que faire lorsqu'on est « le vieux » et qu'on voit « le môme » apporter à la maison une paie souvent à peu près égale à celle qu'on touche soi-même ? Que dire à ce « môme » qui avale sa soupe et dit : « *Je vais*



(Charpentier.)

TROIS DE VANVES
« On est mal vus de tout le monde... »

faire un tour... » ? Lui donner l'ordre de tourner en rond dans le « trois-pièces » que le petit frère emplit de ses braillements ?

— Vous remettez l'argent à vos parents ?

— *Avec quoi on boufferait ? Ils nous laissent entre 1.000 et 2.000 fr. par semaine.*

— *On est des ouvriers. Marquez-le. La différence entre nous et ceux de Saint-Lambert, c'est qu'ils sont, eux, des petits-bourgeois. Marquez-le, hein !... Marquez aussi qu'on n'a rien à voir avec les tricheurs...*

— *On le lui a déjà dit.*

— *Ça fait rien. S'il le marque deux fois, c'est mieux. Les tricheurs, les gars de Saint-Germain-des-Prés, c'est des...* (ici torrent d'insultes et qualificatifs obscènes). *On boit pas de ouiski, nous, on n'a pas un rond. Et on n'est pas rokanrol. On est pour le musette et le « typique », ça aussi c'est important. Si vous venez dans les bals, samedi...*

— On peut vous photographier ?

Ils se crispent. Non, ils ne veulent pas. Ça, non ! Les flics les repéreraient. « *Moi, ma mère se fout par la fenêtre si elle voit ma photo !* » Je promets, je parlemente... Ils me font jurer qu'on ne les reconnaîtra pas. Je jure.

— *Fais gaffe, si on nous reconnaît, on te retrouve.*

— *C'est ça, vous me retrouvez.*

Samedi. Les bals dont les enseignes de néon éclairent par flaques les rues qui rayonnent autour de Cambronne. Les « mômes » traînent, entrent, transpirent un tango, sortent. L'un d'entre eux me reconnaît, sonne le rappel des copains. Nous allons vider quelques demis panachés dans un café.

— *J'ai vu des copains à vous, hier.*

— *On le sait.*

Haine des flics, des tricheurs, du rock and roll, haine du monde qui les entoure et dont l'immédiate frontière est celle de leur quartier, avec les mêmes mots ils me répètent les mêmes choses. Ils sont sept ou huit.

— Tu travailles ?

— *Chez Panhard.*

— Et toi ?

— *Moi, non. Je me débrouille.*

— Tu voles ?

— *Oui...*

Un copain bondit :

— *Ferme ton clairon, il l'écrira !*

— *Je m'en fous.*

Une bagarre pour 2.000 fr.

Il vole. Il vient de purger x mois de prison. Il avait volé pour des centaines de milliers de francs de y (1), mais...

— *Avant j'en avais piqué pour... et les flics ne l'ont jamais su.*

— *Ferme ton clairon ! T'es fou !*

— *Tu crois qu'il le sait pas ? Oui, on vole, on bricole, on se débrouille.*

— Quelle est la proportion de ceux qui ne travaillent pas parmi vous ?

— *La moitié...*

Ils s'engueulent. *C'est pas vrai. Plus de la moitié. Le quart,* dit l'un. *Moi je te parie, plus de la moitié,* dit l'autre.

Ils n'arrivent pas à décider d'une proportion. Non plus à décider s'ils « tombent » pour des vols ou des bagarres.

— *On est tous passés au commissariat entre les pattes des flics.*

— *J'appelle pas ça « tomber »,* dit celui qui a des yeux verts et des rouflaquettes.

— *Bon, ben sur la trentaine de vrais copains qu'on est, combien sont « tombés » pour de vrai ? Cinq, six...*

— *Plus que ça,* dit celui qui sort de x mois de prison. *Fais le compte.*

Si je leur donne 2.000 francs, ils me proposent d'organiser une bagarre, là, dans la rue. Tout de suite. « *De se mettre en pétard* » et « *de foutre la pagaïe* ». Je refuse. Ils sont déçus. Une fois de plus, je leur pose la question :

— Vous vous intéressez à quoi ?

— *On est pour avoir de l'argent et pour s'amuser.*

— La politique ?

A chaque fois, c'est un chœur qui répond : « *On s'en fout ! On n'en a rien à foutre !* »

— L'Algérie ?

Ils lancent les phrases que voici : « *Normal qu'ils se défendent, les autres.* » — « *Y'a qu'à les gauler et qu'on n'en parle plus!* » — « *Pourquoi on n'envoie pas 500 avions?* » — « *C'est comme quand les Boches étaient ici. On leur tape dessus et ils nous le rendent : c'est le jeu !* » — « *Si l'Algérie serait indépendante, y'a des mecs qui se rempliraient les poches, autant que ça soye nous !* » — « *Ils cherchent à nous ratatiner et on cherche à les ratatiner, c'est pas autre chose l'Algérie !* »

— *En principe,* me disait hier Charlie, *on parle pas de ça. On s'en fout.*

— *Moi, mon frère en revient,* dit Pépère. *Pendant trois mois, il était un peu dingue, maintenant ça va... Dans six mois j'y vais aussi.*

— Tu as choisi ton arme ?

— *Dans les paras. En principe, quand on y va, on essaie d'être dans les paras, comme les frangins, comme les copains, comme les autres, quoi. Parce que, tant qu'à être troufion, autant être para. C'est plus marrant.*

Au lieu de s'affronter autour des cafés du square Saint-Lambert ou du métro Pernety, ils saccageront des mechtas. Au lieu de brandir chaînes de bicyclettes ou barres de fer, ils auront poignards et mitraillettes. Au lieu d'être moulés dans leurs blue-jeans et leurs maillots noirs, ils arboreront la tenue de saut. Au lieu de se bagarrer, ils se battront.

Par-dessus le marché, on leur dira qu'ils sont « troupe d'élite » et ils seront décorés pour des exploits dont l'apprentissage — Porte de Vanves — ne leur vaut que d'être « tabassés » par la police. Leur violence sans emploi cessera d'être condamnable et condamnée ; elle aura un nom : la guerre. Et cette guerre dont ils ne parlent pas, dont ils se « foutent », ils savent qu'elle est au bout de leurs 19 ans. Le frère, le copain dont le béret rouge — au bal Lafon ou au Boléro — frôlait hier soir la joue d'une « gonzesse » en témoigne.

Fils d'ouvriers, eux-mêmes ouvriers (et ceux d'entre eux qui ne travaillent pas ne seront rien d'autre s'ils travaillent un jour), ils traduisent à leur manière le sentiment qu'ils ont d'appartenir à une classe. (« *Marquez que nous sommes des ouvriers !* », m'ont-ils *tous* demandé, y compris ceux qui se vantaient de ne rien faire et de sortir de maisons de correction ou de redressement). Ils détestent les « tricheurs », les « fils à papa », les « mecs à bagnole » ; ils vomissent le rock and roll et leurs défis aux « gonzesses de Saint-Lambert » sont défis informes d'une classe à une autre (« *Marquez que les autres sont des petits-bourgeois !* »).

— Vos parents s'intéressent à la politique ?

— *Non, ils s'en balancent.*

Avoir 20 ans

Reste la jeunesse, alors, et ses violences. Reste la disponibilité de cette violence qu'une société ne peut pas ne pas fatalement récupérer sous peine de voir des centaines et des milliers de jeunes devenir des hors-la-loi.

Le phénomène n'est pas particulier à la France. Aux quatre coins du monde — aux U.S.A., en Suisse, en Scandinavie, en Grande-Bretagne — ils sont légion, ces « rebelles sans cause ». Dans les pays de l'Est, « Hooligans » et « Stiliaguines » dévoilent également à travers leurs désordres combien il est terrible — comme le disait déjà Paul Nizan — d'avoir 20 ans. Mais les Etats-Unis, la Suisse, la Scandinavie, la Grande-Bretagne manifestent quelque souci à l'égard de leur jeunesse : stades, universités, maison sde jeunes, accueillent les adolescents. A coup de crédits privés ou d'Etat, des efforts sont faits. Dans les pays de l'Est, on propose aux jeunes d'avoir un avenir et — remède de cheval peut-être, mais remède — de défricher par exemple les terres vierges de Sibérie. Parcs de la culture, innombrables maisons de jeunes, manifestations sportives assurent en outre les jeunes de la sollicitude de l'Etat.

En France, à nos « rebelles », nous offrons, pour le moment, une cause et une seule : hier la guerre, aujourd'hui la guerre. Notre société déverse la violence qui convulse sa jeunesse dans la guerre d'Algérie et s'en débarrasse — c'est sa manière de la récupérer — en la fascisant ou en lui donnant cette sorte de désespoir qu'est le vide des cervelles.

— *Les journalistes, vous êtes des salauds. Vous dites que nous sommes des voyous...*

— Vous n'en êtes pas ?

Ils restent soudain cois. Ils ne savent pas me répondre ceci : les adultes — ceux de Malakoff comme ceux des Champs-Elysées — avaient eux aussi soif d'un « ordre ». Mais les adultes sont polis et bien élevés : ils ont approuvé un coup d'Etat, ils ont voté, ils ont enterré la République, ils se sont jetés entre les bras d'un chef. Très poliment. En fabriquant des lois et des députés. En y mettant des formes.

Eux, les « mômes », ils ne sont pas polis. Ce fascisme que toute une nation sécrète et appelle par ses démissions collectives, ce fascisme qui est ce vertige dans les esprits politiquement évidés, eux, les « mômes », le vivent et spontanément le « révèlent ». Ils mangent le morceau. Ils nous obligent — mais le voulons-nous? ne trouvons-nous pas plus simple « d'envoyer les flics » ? — à réfléchir sur leur violence, sur le sens de leurs bagarres, leur goût de l'uniforme et leur totale indifférence au sens de cette guerre dont ils seront — comme le sont leurs frères — les soldats.

— *Vous dites que nous sommes des voyous, les journaux, mais vous verrez dans cinq ans. Ceux qui ont* 13 *ou* 14 *ans, ils sont encore plus pires que nous. On est des enfants de chœur à côté. Vous allez voir ça. Vous me croyez pas ?*

Si, je te crois Jojo. Chaque jour, en effet, l'héritage devient de plus en plus lourd à porter. Vous êtes les cadets admiratifs de vos aînés et il est normal que vous ayez le désir d'être « *plus pires* » que vos modèles. Normal aussi que « *ceux qui ont* 13 *ou* 14 *ans* » veuillent dès maintenant être « *plus pires* » que vous.

Jusqu'au jour où cette intenable surenchère verra nécessairement son terme. Or, vous êtes la prochaine France...

JEAN CAU.

(1) Je me suis engagé à « camoufler ».

BONS DU TRÉSOR
vous qui avez des disponibilités
et désirez effectuer un placement commode et avantageux
VOUS AVEZ LE CHOIX :
BONS A 1 ET 2 ANS
UN RENDEMENT IMPORTANT
BONS A INTERET PROGRESSIF
UNE PARFAITE LIQUIDITE

PARTIS

Nègre-blanc à l'U.N.R.

● ***Le Conseil national de l'U.N.R. a vu MM. Chalandon et Delbecque s'embrasser, sous l'œil paternel de M. Soustelle. Il a affirmé sa fidélité « gaulliste » et sa foi « intégrationniste ».***

SOUS les lambris dorés du Palais d'Orsay, ceux-là mêmes sous lesquels le général de Gaulle tint, le 20 mai 1958, la conférence de presse qui « engageait le processus » de son retour au pouvoir, 500 membres de l'U.N.R. ont tenu, samedi et dimanche, le premier « Conseil national » de leur mouvement. Pour manifester l'unité du parti, M. Chalandon, secrétaire général de l'U.N.R., a donné l'accolade à M. Léon Delbecque — qui revendique publiquement sa succession. Du pur radical-socialisme...

L'opposition entre M. Delbecque (député du Nord), que soutient actuellement M. Soustelle, et M. Chalandon, est en quelque sorte « d'origine ». Fin mars, fut créée — afin que cette opposition ne dégénérât point en duel — une « commission restreinte » de quatre membres chargée « d'assister M. Chalandon ». La composaient : MM. Neuwirth, Marcenet, Delbecque et Picard. Savoir : deux « chalandoniens » (MM. Neuwirth et Marcenet), un adversaire juré de M. Chalandon (M. Delbecque) et M. Picard. Celui-ci représentant M. Soustelle dont il est très proche.

Quinze jours

Mais les partisans de MM. Soustelle et Delbecque ne considéraient cette « commission restreinte » que comme une étape dans leur lutte pour le pouvoir. Le « Conseil national » devait en être la seconde. En effet, la position de M. Delbecque et celle de M. Chalandon sont fort éloignées. Pour M. Delbecque, le nouveau régime est *d'abord* issu du « sursaut de l'Armée » et le général de Gaulle est avant tout l'homme qui a été appelé « *pour réaliser les objectifs du* 13 *mai* ». Pour M. Chalandon, le nouveau régime date non pas du 13, mais du 28 mai, c'est-à-dire du jour où de Gaulle fut appelé comme « arbitre ».

« *Quinze jours nous séparent*, disait dans les couloirs du Palais d'Orsay un partisan de M. Delbecque, *et nous sépareront toujours.* »

Entre les deux rivaux, M. Picard (autrement dit : M. Soustelle). Que fait M. Soustelle ? Apparemment rien. Que dit-il ? Rien. Pour qui est-il ? Ouvertement : pour personne. Il attend, en tissant ses réseaux. Au moment voulu, il hissera sa voile.

M. Delbecque, souhaitant « démissionner » M. Chalandon dès maintenant, avait étudié la composition du Conseil national. Celui-ci était composé pour moitié par les députés, les sénateurs et les membres du Conseil économique, pour le reste par des « militants » désignés proportionnellement au nombre d'adhérents.

Le « travail » de M. Delbecque — le clivage des tendances parmi les parlementaires étant plus tranché — porta donc principalement sur les « militants ». La fédération du Nord, organisée par M. Delbecque, devait constituer l'élite des troupes à lancer à l'assaut de M. Chalandon. Comme il était difficile d'attaquer le secrétaire général en opposant les deux conceptions du gaullisme U.N.R. — sous peine de briser la passerelle qui relie les deux bords du fossé — M. Delbecque décida de ressortir l'arme déjà utilisée lors des précédentes offensives et de reprocher à M. Chalandon sa conception d'un « *parti de cadres* » en opposition à celle d'un « *parti de masses* ».

(Charpentier)

MM. CHALANDON, NEUWIRTH ET DELBECQUE (de gauche à droite). « *Quinze jours nous séparent et nous sépareront toujours.* »

L'accolade

Grand bourgeois, M. Chalandon — c'est un fait — n'a rien d'un Jacques Doriot et on le voit mal soulever d'enthousiasme des Vél' d'Hiv' ou parler dans des cours d'usine. Visiblement — oui, il n'était que de le voir au Conseil national — il n'a rien d'un chef de parti, et son scepticisme apparaît évident.

M. Delbecque, lui, a le verbe haut. Faire de l'U.N.R. un parti dont les « militants » envahiraient les forums ne doit pas lui paraître au-dessus de ses possibilités. Amenés par Mme Fourcade et MM. Cathala (de Toulouse), Battesti (Corse), Denis (Nord), Dronne (Sarthe), Thomazo (Basses-Pyrénées), dès samedi les partisans de M. Delbecque se déchaînèrent : « *Chalandon* — répandaient-ils dans les couloirs — *est un incapable, un zéro, un technocrate... Il mène le parti à sa perte. Il ne veut pas que nous ayons du muscle*, etc. »

De surcroît, une motion — rédigée dans une des commissions — qui demandait l'éviction du secrétaire général commençait à faire parler d'elle et assurance était donnée « *que Chalandon ne pourrait pas ne pas démissionner le lendemain* ».

Le dimanche matin, la péroraison du discours enflammé de M. Delbecque est saluée par une ovation et, lorsque M. Chalandon monte à la tribune, il est accueilli par le silence et des remous. Personne n'osera piper, cependant, lorsque — paraphrasant son discours prononcé à Rennes et où il déclarait : « *Nous devons servir le général de Gaulle sans qu'il nous commande, rester indépendants de toute manœuvre, afin d'être à sa disposition et ne pas trop l'embrasser pour mieux l'étouffer* », le secrétaire général affirmera qu'il ne saurait être question d'une « politique de l'U. N. R. » sur les grands problèmes et que la confiance absolue mise par le parti dans le général de Gaulle ne saurait être entamée. (*Applaudissements.*) M. Chalandon revient de loin. Fonçant dans la trouée, il s'avance vers M. Delbecque et lui donne l'accolade. Interdite un instant, la salle éclate en applaudissements (y compris les partisans de M. Delbecque qui semblent avoir cru à une réconciliation réelle dont ils n'auraient pas encore été avertis).

Vient ensuite le discours du ministre du Sahara. Il est attendu avec impatience. M. Soustelle se borne à énoncer « ce que doit être un parti de notre temps » et à faire remarquer — discrètement — combien il est difficile pour un parti d'élaborer une *doctrine* précise et rigoureuse dans le même moment où ce parti fait entière confiance au général de Gaulle et à une politique purement empirique. Non qu'il déplore cette confiance, mais il juge nécessaire d'en montrer les difficultés.

Quant à M. Debré, dont le discours clôtura le Conseil national, bien qu'il se contentât d'escamoter les problèmes avec ce savoir-faire que commence à lui donner l'habitude, il eut droit à une ovation des délégués qui l'applaudirent debout avant de chanter en chœur « La Marseillaise ».

Les positions

Que retenir de ce congrès ? Peu de choses. Les positions à ce jour sont — pour mémoire — les suivantes:

● M. Delbecque et ses remuants amis s'efforcent de faire tomber l'appareil du parti entre leurs mains ; de promouvoir un parti « de masses » et d'être assez forts un jour pour se passer du général ou carrément le déborder.

● M. Chalandon et les « gaullistes du 28 mai », interprétant les silences sibyllins du général en leur faveur, continuent de faire à celui-ci une confiance aveugle.

● M. Soustelle — dont le prestige et l'autorité peuvent être déterminants, car ni M. Delbecque ni M. Chalandon ne semblent « faire le poids » en face de lui — se tait, observe et agit discrètement.

● M. Debré, qui connaît les lézardes de son parti et dont le principal souci est de se conserver une majorité, replâtre de-çà de-là. Traducteur en chef des silences, il s'efforce de rassurer les uns et les autres.

Reste le général de Gaulle. Et ici :

● M. Delbecque le considère comme à peu près définitivement perdu dans la nuée. Certains de ses amis — comme M. Dronne et surtout M. Denis — vont jusqu'à afficher un anti-gaullisme farouche. Intégrationniste, M. Delbecque craint que la politique du général ne soit pas la sienne.

● M. Soustelle s'organise, pour la suite.

● M. Debré vit dans la crainte d'une dissolution prononcée à la suite d'une cassure de l'U.N.R. et qui lui coûterait son fauteuil de premier ministre.

● M. Chalandon professe la foi du charbonnier et s'il déplore que la réforme fiscale aussi bien que les mesures économiques et financières aient un parfum trop prononcé « de droite », il fait au général une confiance « totale » sur « les grands problèmes » et d'abord sur l'Algérie. Alors, peut-on se demander, comment a-t-il pu laisser l'U.N.R. adopter cette motion contraignante sur l'Algérie, dont on aimerait bien savoir, justement, ce qu'en pense le général de Gaulle ?

Car en quoi est-il « aidé » par cette motion adoptée à l'unanimité par les délégués et qui déclare : « *L'U.N.R. affirme l'unité territoriale des départements d'Algérie et de la métropole, mais admet l'existence de particularismes locaux* (...). *Elle* (...) *estime qu'il ne saurait être question de négocier sur l'avenir algérien avec une organisation extérieure qui ne saurait représenter tous les musulmans* » ?

Que peut donc le général maintenant ? Tout, dit la cohorte des « fidèles » pour lesquels cette motion (qu'ils n'en ont pas moins approuvée) rédigée notamment par MM. Battesti, Biaggi et Denis (tous partisans de M. Delbecque) ne représente rien. Le général peut, déclarent-ils, faire planer au-dessus de nos têtes, et au moment qu'il lui plaira, le chantage de la dissolution et celui d'un référendum sur l'Algérie. A ce moment-là, toute l'U.N.R. « s'alignera ».

Le général ne peut rien sans nous, sous peine — la dissolution prononcée — de retrouver l'Assemblée de 1945 et d'être obligé de reprendre le chemin de Colombey, déclarent les autres. Le général, dans ses décisions, ne pourra jamais ne pas tenir compte de notre détermination.

L'U.N.R., qui n'a aucune des caractéristiques fondamentales d'un parti (ni doctrine, ni militants, ni vie autonome) et qui n'est qu'un rassemblement de 210 députés élus sur le nom de de Gaulle, devait être un « instrument » pour aider le Président de la République dans sa politique. On constate que cet instrument est déjà bien rouillé. A l'issue de ce Conseil national — qui a montré, par les progrès de la coalition Soustelle-Delbecque et par sa motion intégrationniste, l'évolution de l'U.N.R. — on voit que le général de Gaulle, s'il a des projets politiques précis, peut *au mieux* espérer que son parti ne le gênera pas trop. Et plus probablement, comme ni l'U.N.R., ni le chef de l'Etat ne veulent être *politiquement* en conflit, on continuera, de part et d'autre, à respecter l'immobilisme.

T. L.

Pour tous vos problèmes
CAOUTCHOUC
(NATUREL ET SYNTHETIQUE)
AMCO
7, avenue Emile-Massard
Tél. GAL. 85-65 PARIS (17e)
TUYAUX - JOINTS
PIÈCES MOULÉES
ARTICLES
DE PROTECTION

RÉCIT

30 ans avec Pétain (II)

De Verdun à Vichy

Le nom de Pétain est lié à deux époques capitales de l'histoire de notre pays, deux époques dont nous subissons encore les séquelles : la guerre de 14-18 — il fut le vainqueur de Verdun — et le régime de Vichy.

Un homme a vécu auprès de lui ces deux périodes : le général Serrigny qui fut son proche collaborateur pendant la première guerre et qui entretint avec lui des relations régulières pendant toute l'occupation, multipliant à l'égard de son ancien chef et ami les mises en garde.

« L'Express » s'est assuré l'exclusivité de la publication des notes que le général Serrigny, qui tenait son journal, a laissées après sa mort (1954) et qui ont été réunies sous le titre « Trente ans avec Pétain » (Ed. Plon).

Dans notre précédent numéro, le général Serrigny a présenté Pétain tel qu'il apparut à Arras, puis dans la bataille de Champagne, appelé enfin en hâte pour redresser la situation — à Verdun. Voici la suite de son récit :

(Archives « L'Illustration ».)

CLEMENCEAU ET PÉTAIN.
« Le Tigre, c'était l'ennemi. »

1916. FÉVRIER. — Le matin du 26, le général Pétain se réveilla fort mal en train. Il était fébrile, toussait et avait un teint blafard. Le médecin appelé diagnostiquait aussitôt une double pneumonie et l'obligeait à rester au lit. Le secret s'imposait. L'Armée avait repris confiance en apprenant le nom de son nouveau chef ; ce n'était pas le moment de la lui enlever. Dans ces conditions, tout le poids du début de la bataille retombait sur Barescut et moi, mais il y avait une communauté si grande de pensées entre le chef et ses deux collaborateurs immédiats que cette situation, qui aurait pu devenir néfaste dans d'autres circonstances, n'entraîna aucune complication. Nous allions étudier les questions sur place ; nous apportions nos propositions au général dans son lit ; celui-ci signait de confiance. L'état-major lui-même ignora toujours cette ultime disgrâce de la destinée.

Dans la soirée du 26, j'examinai longuement la situation avec le général Pétain. (...)

Lorsque nous eûmes confirmation de la perte du fort de Douaumont, j'envoyai un agent de liaison étudier sur place les conditions dans lesquelles s'était produite cette catastrophe. En réalité, ce magnifique ouvrage était tombé entre les mains de l'ennemi sans qu'un coup de fusil fût tiré ! Vivant sur la foi des anciens règlements, ignorant les nouvelles dispositions prises (que d'ailleurs ils auraient dû connaître), les commandants de corps d'armée et de divisions combattant aux alentours s'étaient désintéressés complètement de la défense de cet ouvrage. Dans la soirée du 25, les bataillons français qui étaient en réserve à l'ouest du fort aperçurent bien des files de soldats longeant les fils de fer qui l'entouraient et y pénétrant tranquillement par la gorge; ils les prirent pour des Français alors que c'étaient en réalité des Allemands ! Ainsi tomba au pouvoir de l'ennemi un fort dont la puissance était si grande qu'il fallut plus tard employer les calibres les plus formidables pour parvenir à en réduire les défenseurs.

Conversation avec Poincaré

Le général Pétain et ses collaborateurs se préoccupent alors essentiellement de faire établir sur les deux rives de la Meuse de solides positions de repli et préparent ainsi sur un front bien défini la coopération de l'infanterie et de l'artillerie.

La question de l'artillerie était certainement la plus brûlante. Malheureusement, à l'inverse de notre grand sapeur, le colonel Descourtis, le général Darve, commandant l'artillerie de l'armée, était quelque peu inférieur à ses fonctions. Cet officier avait été, paraît-il, remarquable dans sa jeunesse, mais depuis lors l'âge avait exercé sur lui son influence habituelle.

Le général Pétain l'avait pris en grippe pour un infime détail de tenue à table ; il fourrageait inlassablement dans ses dents au cours des repas. Pourquoi notre chef, si indulgent d'ordinaire, et qui en avait vu bien d'autres, s'était-il offensé de cette faute contre la civilité, puérile et honnête ? Mystère !

(...) Le 3 mars, notre action par le feu se trouvait assurée dans de bonnes conditions. Ce jour-là, les Allemands nous ayant attaqués sur la rive droite, nous pûmes apprécier la valeur de notre organisation. Celle-ci se comporta en réalité fort bien ; l'ennemi entra bien dans le village de Douaumont mais échoua devant celui de Vaux. Notre front avait bien tenu.

Dès lors, la confiance commença à renaître dans le pays. Le général Joffre, le président de la République étaient venus nous voir à Souilly et, frappés des résultats acquis en si peu de temps, se laissaient déjà aller à l'optimisme le plus complet. Le général Pétain crut bon de refroidir un peu leur enthousiasme. M. Poincaré lui ayant posé à brûle-pourpoint la question suivante : « Eh bien, général, dans les conditions actuelles, vous ne repasserez sans doute point sur la rive gauche ? », avec une froideur voulue le général lui répondit : « Vous savez, monsieur le président, que les grands capitaines ne se sont jamais illustrés que par de savantes retraites. Je ne sais si je serai obligé d'abandonner Verdun, mais si cette mesure me paraissait nécessaire, je n'hésiterais pas à l'envisager. » « Vous n'y pensez pas, général, répondait aussitôt M. Poincaré, ce serait une catastrophe parlementaire. »

La différence de mentalité de ces hommes éminents éclate dans cette brève passe d'armes. L'un, le chef d'armée, ne voyant que les opérations, se préoccupe simplement de conserver son armée bien en main de façon à saisir la victoire à l'heure où elle se présentera ; le temps et l'espace ne constituent pour lui que les facteurs de son action. L'autre s'élève au-dessus des contingences militaires ; il voit les répercussions diplomatiques et politiques qu'entraînerait l'abandon de Verdun ; il se rend compte que la bataille engagée est devenue avant tout dans le monde un choc d'opinions, que la perte de la ville, peut-être sans grande importance au point de vue militaire, constituerait une immense défaite morale pour la France, et c'est pourquoi il attache un prix tout différent à sa conservation. Dans l'affaire, chacun de ces deux hommes avait raison : le général Pétain jugeait en soldat ; le président en homme d'Etat.

Naissance d'une idole

Cette visite du président eut en tout cas un excellent résultat. Le général Pétain, qui étudiait avec Barescut une position de repli sur la rive gauche de la Meuse, lui prescrivit d'englober dans ses lignes la ville de Verdun. De cette manière, on pourrait toujours dire, même en cas de repli, que la ville de Verdun demeurait en notre pouvoir ! On jouerait évidemment sur les mots, mais ce sont là des concessions qu'il faut savoir faire parfois à l'opinion publique.

Le 3 mars, les journaux faisaient pour la première fois allusion au nouveau rôle confié au général Pétain. Son nom avait déjà été révélé à la suite de l'attaque heureuse que nous avions faite en Artois le 29 mai 1915 ; malgré tout, le grand public l'ignorait. Du jour au lendemain, il occupa la grande vedette et ne s'en montra nullement

→

flatté d'ailleurs. Comment aurait-il pu l'être ?

J'ai sous les yeux un exemplaire du « Petit Journal » du 4 mars 1916, qui, à titre de glorification, lui prête les idées les plus saugrenues ! Ne raconte-t-il pas qu'il a l'habitude de sauter à la corde tous les matins avant de faire sa toilette ? Ne prétend-il pas qu'il choisit ses officiers d'état-major parmi les coureurs cyclistes et les champions de course à pied ? Je peux affirmer, pour avoir vécu trois ans côte à côte avec le général Pétain, qu'il ne saute pas à la corde et qu'il préfère posséder à ses côtés des officiers d'une culture intellectuelle élevée plutôt que des habitués du stade et du Racing ! N'empêche que cette propagande stupide devait puissamment contribuer à faire en quelques jours de lui l'idole de la France.

Depuis la première soirée que nous avions passée à Souilly, notre installation s'était heureusement modifiée. La salle à manger était maintenant bien chauffée, la nourriture excellente; aussi la bonne humeur ne cessait-elle de régner autour de la table du commandant de la IIe Armée.

Le front s'étant quelque peu stabilisé, les visiteurs se succédaient sans interruption et le général avait l'attention, fort politique d'ailleurs, de les inviter à déjeuner. Rien n'était plus instructif pour nous que cette lanterne magique où défilait tout ce que la France et l'étranger comptaient alors de plus illustre. Le maréchal Joffre, qui s'assit une seule fois à notre popote, me frappa par son mutisme et son appétit. Je n'ai jamais vu un homme capable d'absorber pareille quantité d'aliments ; une poularde ne lui faisait pas peur et il l'accompagnait volontiers de beaucoup d'autres mets. Aurait-il voulu parler qu'il n'en eût certes pas eu le temps !

Nous vîmes également mon ami M. Leygues, qui tira en l'honneur de son hôte un véritable feu d'artifice. Il donna cependant à tout le monde l'impression d'être un peu superficiel ; ce qui était exact. Tous les sénateurs et députés qui furent successivement nos hôtes, MM. Barthou, Pichon, Strauss, Gervais, Debierre, Godard, Daniel Vincent, Bérenger, etc., nous inspirèrent les mêmes réflexions. La légèreté est inhérente à la profession.

« La Constitution, je m'en fous »

Pendant les premières semaines de lutte, les rapports entre le G.Q.G. et l'Armée de Verdun avaient été cordiaux. La situation était des plus difficiles ; nous supportions un effort formidable ; on craignait à chaque instant de voir la IIe Armée obligée de plier sous le nombre : aussi le général en chef s'empressait-il de satisfaire toutes nos demandes d'hommes et de munitions. Mais peu à peu, au cours du mois de mars, la mentalité de Chantilly changea. Nos opérations semblant se stabiliser, le général en chef prétendit reprendre son projet d'attaque dans le secteur de la Somme qui amènerait, pensait-il, sinon la décision de la guerre, du moins le dégagement de Verdun. A partir du milieu de mars, il se mit donc à nous réclamer avec insistance des économies d'hommes et de matériel.

Cette nouvelle orientation du G.Q.G. ne faisait pas l'affaire du général Pétain ! Celui-ci sentait Verdun chaque jour plus menacé.

Cette divergence de vues entre les deux grands chefs était naturelle. Le général Pétain, responsable d'une partie du front très délicate, aurait voulu y voir appliquer le maximum de moyens ; responsable de l'ensemble, le généralissime voyait plus loin. Il sentait que pour dégager Verdun il fallait porter ailleurs un coup vigoureux, et j'avoue que, dans ce cas particulier, j'étais entièrement de son avis.

Les parlementaires, sentant d'instinct ce désaccord entre Souilly et Chantilly, cherchaient à l'exploiter. Ils venaient en foule à notre quartier général fourbir leurs armes contre le généralissime. N'est-il pas dans leurs traditions de travailler à saper les chefs ?

Au cours du dernier voyage présidentiel à Souilly, j'eus l'occasion d'assister à une scène intéressante. M. Poincaré invita le général Pétain à dîner dans son wagon. Bien que les deux grands hommes en présence fussent plutôt de caractère froid et peu loquaces, la conversation entre eux ne chôma pas. Elle s'amorça sur la question des munitions d'artillerie dont ils déploraient le déficit, pour se terminer tout naturellement sur le manque d'organisation de l'intérieur. A la fin du dîner, le général Pétain expliqua au président que la coordination de tous les rouages gouvernementaux n'était possible que grâce à une dictature exercée par le chef de l'Etat. « Mais, général, lui répliqua alors M. Poincaré, la Constitution, qu'est-ce que vous en faites ? » « La Constitution, oh ! moi, je m'en fous. »

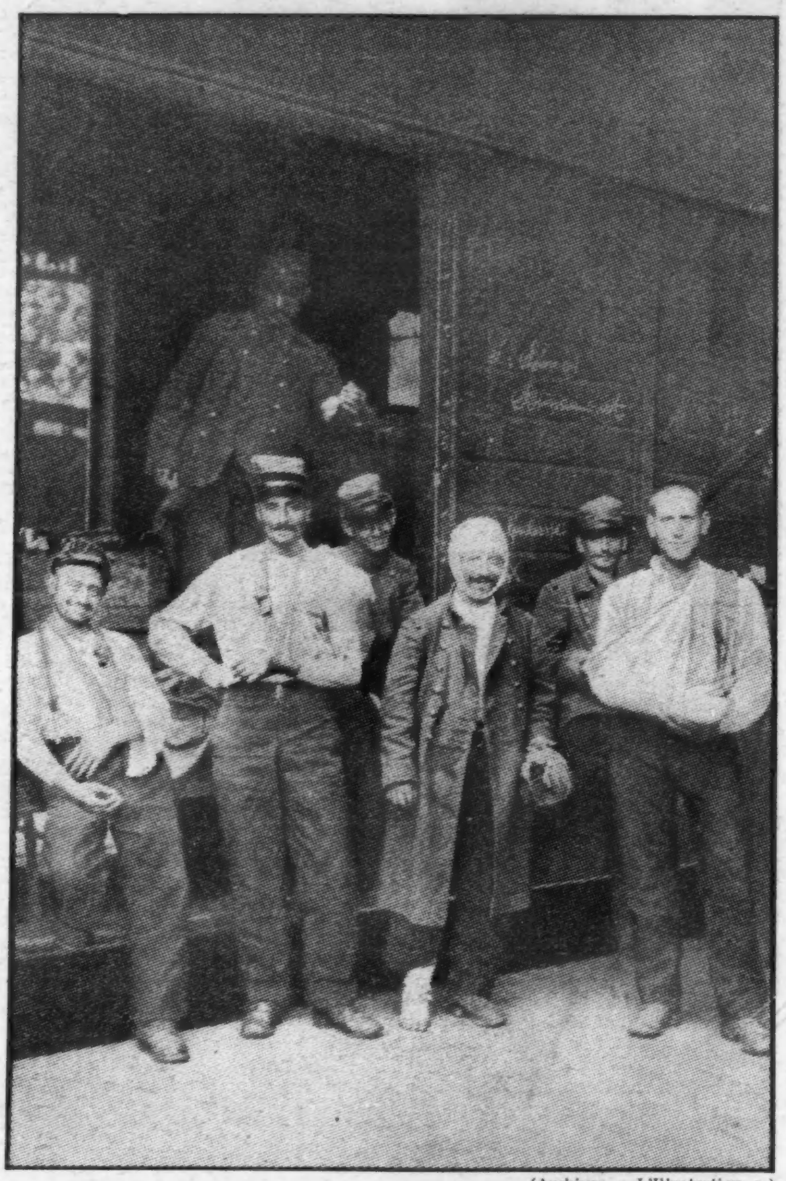
Cette phrase, pour quiconque connaissait le général, avait simplement dans sa bouche la valeur d'une boutade, mais le président Poincaré, ignorant son véritable caractère, le jugeant sur son masque glacial, y vit tout autre chose : la déclaration de principes d'un ambitieux !

A l'ordre du jour

Cette conversation devait avoir sur les destinées de la France une répercussion formidable. Quand il s'agit quelques mois plus tard de procéder au remplacement du général Joffre, l'opinion publique appelait unanimement le général Pétain au poste suprême. Pour une fois, l'opinion jugeait bien ; il était vraiment le seul capable de succéder au vainqueur de la Marne. Le président Poincaré se rappela malheureusement à ce moment la phrase du dîner de Souilly, il eut peur pour la Constitution et l'homme de valeur fut écarté au bénéfice d'un soldat de second plan.

Au milieu de nos ennuis journaliers, nous eûmes, le 2 avril, une très grande joie. Les Allemands firent ce jour-là une opération d'envergure sur l'ensemble du front qui échoua partout avec pertes. Le lendemain matin, en recevant les comptes rendus des différents commandants de corps d'armée, il me sembla opportun de marquer ce succès par un ordre du jour de nature à exalter le moral de nos soldats qui n'était guère brillant. Avant que le général Pétain eût quitté sa chambre, je rédigeai l'ordre en question qui se terminait pas ces mots d'argot : « On les aura. » J'allai porter mon factum au commandant de la IIe Armée qui partagea immédiatement ma manière de voir sur la nécessité de marquer notre succès aux yeux de tous ; il lut le papier avec attention, remplaça avec raison « peut-être » par « sans doute » dans la phrase : « Les Allemands attaqueront encore », puis, arrivé aux derniers mots, il laissa traîner un instant son crayon sous « On les aura » et ajouta en me regardant : « Ce n'est pas français ! — C'est vrai, mon général, lui répondis-je, mais il y a des cas où il faut savoir ne pas parler français. Ce mot est celui des poilus et je suis convaincu qu'il ira plus à leur cœur que le plus beau discours académique.» Le général, s'étant rendu à mon observation, prescrivit d'envoyer l'ordre par téléphone à tous les groupements, de façon que les troupes fussent atteintes par lui le jour même.

Le lendemain, dans la presse du monde entier, le document parut. Il eut un retentissement comme n'en a jamais connu, je crois, aucun ordre du jour depuis celui des Pyramides, et qu'il devait surtout aux mots « On les aura ».



(Archives « L'Illustration ».)
UN GROUPE DE BLESSÉS SUR LE CHEMIN DE L'HOPITAL
« Alors éclata la crise morale »

Entre temps, nous étions obligés d'intervenir pour empêcher de faire tuer du monde dans des opérations hâtives et mal montées. Habituellement, lorsqu'une attaque ennemie nous avait fait perdre quelque terrain, le commandant du groupement ou de la division se croyait obligé de manifester son énergie en prenant son téléphone et en prescrivant une contre-attaque « immédiate ». A tous les échelons, on répétait ce mot fatal, on s'affolait, et l'opération échouait lamentablement. Les chefs se tenaient d'ailleurs pour satisfaits ; n'avaient-ils pas prouvé, en saisissant leur appareil téléphonique, qu'ils possédaient du cran ?

Le général Nivelle se passionnait pour la reprise du fort de Douaumont qui était dans son secteur. Le 11, le général Joffre, qui était allé le visiter, se montra très satisfait de l'esprit offensif dont il le voyait animé ; cela ne devait pas nuire à sa carrière !

L'opération Douaumont

Le 1er mai 1916, le général Pétain est nommé commandant du groupe des Armées du Centre. Le général Nivelle lui succède à la tête de la IIe Armée.

La nomination de Nivelle à la IIe Armée fut accueillie par les troupes avec faveur. Il jouissait, en effet, d'une excellente réputation ; sa carrure inspirait confiance : parlant peu, il donnait l'impression de beaucoup penser. En réalité, c'était un polytechnicien de deuxième zone.

Il arrivait à Souilly avec l'idée de se signaler à l'attention populaire par quelque fait d'armes sensationnel. La reprise du fort de Douaumont, qu'il avait déjà étudiée comme commandant de groupement, lui parut répondre à ce but ; il décida donc (à juste titre d'ailleurs) de l'exécuter et mit à cet effet tout son espoir dans l'énergie du général Mangin.

Nous avions depuis longtemps préparé un plan d'action dans ce sens ; il était d'assez large envergure car il nous avait semblé indispensable de conquérir suffisamment de terrain à droite et à gauche de l'ouvrage pour permettre aux troupes d'occupation de résister dans de bonnes conditions à la réaction ennemie qu'on pouvait naturellement escompter. Tout cela ne faisait l'affaire ni de Nivelle qui n'avait confiance que dans Mangin, ni de Mangin qui en tant que commandant de division voulait diriger l'opération et la voir réduite par conséquent à un front en rapport avec son grade. Ces intérêts particuliers aidant, Nivelle prescrivit le lendemain de son arrivée de limiter le front d'attaque à l'ouest de la route de Fleury-Douaumont et à l'est aux points 332-333 au nord du fort.

J'avais bien percé à jour toutes ces machinations. J'essayai de me mettre en travers et de montrer le danger du « suçon » qu'on allait créer. « Vous prendrez le fort, disais-je au général Nivelle, mais ensuite l'ennemi vous l'enlèvera. » Il était, hélas ! buté à son idée et Mangin qui malgré sa haute intelligence devait être, trop souvent au cours de la guerre, son mauvais génie, ne contribuait pas peu à l'y ancrer.

L'opération eut lieu et réussit parfaitement. Malheureusement, ainsi que je l'avais prévu, les Allemands reprirent le fort quelques jours plus tard. L'opération fut alors remontée sur des bases plus larges ; il n'y avait plus d'opposition à ce sujet de la part de Mangin, puisqu'il commandait le corps d'armée.

La visite de Clemenceau

Le général Pétain, commandant du groupe des Armées du Centre, s'installe à Bar-le-Duc. Clemenceau annonce sa visite.

Le Tigre représentait à cette époque l'ennemi. On lui attribuait non sans raison, depuis la Commune, pas mal de démolitions dont la France avait largement pâti. Aussi le général ne se montrait-il pas très chaud à le recevoir. Finalement, il y consentit, mais tint à lui faire sentir qu'il était un grand chef et non le valet des parlementaires. Clemenceau ayant annoncé sa visite pour une date ferme, il lui fit répondre qu'il était occupé et ne pourrait le recevoir ce jour-là. Notre homme n'était guère habitué à pareille désinvolture ; généralement, tout pliait devant lui ; il conçut dès lors, même avant de l'avoir vu, un certain respect pour le général Pétain. Quand il pénétra dans mon bureau, quarante-huit heures plus tard, ses griffes étaient complètement rentrées ; pendant le dîner, il fit patte de velours et se montra tour à tour bonhomme et étincelant causeur ; à l'heure du départ, chacun le déclarait charmant.

Le 9 octobre 1916, nous prîmes nos quartier d'hiver à Châlons.

Les opérations du Nord avaient bien donné tout ce qu'on pouvait en attendre, c'est-à-dire le dégagement du front de Verdun. Malgré tout, le général Joffre avait cessé de plaire ; tout le monde le sentait et escomptait son départ prochain. Je ne doutais pas, pour ma part, que le général Pétain fût appelé à lui succéder.

Sur ces entrefaites, survint la nomination de Nivelle (*promu général en chef*) que la reprise du fort de Douaumont avait certes fait connaître, mais qui, malgré tout, ne semblait pas désigné pour recueillir un aussi lourd héritage ! Quelques jours plus tard, je compris les raisons de ce choix qui était l'œuvre personnelle du général Joffre et de M. Poincaré. Le président de la République avait écarté le général Pétain parce qu'il voyait en lui depuis certaine conversation que j'ai

(*Suite en page 17.*)

Supplément pratique 4 pages

MADAME EXPRESS

Cette semaine Madame Express a :

● ***Assisté*** aux premières présentations des couturiers pour l'hiver 1959-1960. Premières impressions : les jupes sont un peu plus longues, les vestes de tailleurs beaucoup plus longues, la taille est à sa place, les corsages restent souples, les manches gonflent.

Par de savants détails de coupe que le prêt à porter aura bien du mal à assimiler, les couturiers inscrivent les épaules et le buste dans un trapèze dont la base la plus large se situe 15 cm. au-dessus du coude. Mais il est trop tôt pour tirer des conclusions définitives, quelques grands ténors ne présentant qu'à la fin de la semaine. Pour satisfaire la curiosité de ses lectrices, si curiosité il y a pour l'habillement d'hiver les jours de chaleur, Madame Express leur signale également : la disparition des couleurs vives, le triomphe du noir et du marron, le retour du gris et de la redingote, mais décintrée, le succès de l'écossais bicolore et du velours. Une prédiction : les femmes auront très vite envie, à la rentrée, de quelque chose de neuf parce qu'il y a cette année une « mode », c'est-à-dire un changement de proportions suffisant pour donner un petit coup de vieux aux garde-robes de ces dernières années.

● ***Parcouru*** le guide camping 1959, qui, en 620 pages, donne, outre tous les renseignements pratiques utiles aux campeurs, les adresses des 4.600 terrains de camping existant en France. Mis à jour chaque année, le guide comporte cette fois deux innovations : vingt cartes régionales des camps et des indications précises sur les régions où l'on peut encore pratiquer le camping libre sans entraves. (Ed. Susse, 700 frs.)

● ***Trouvé*** une « croisière » pour les Parisiens restés en août à Paris et qui auront envie de se rafraichir. Le « G.-Borde-Frétigny » sur lequel la reine Elizabeth navigua lors de son dernier voyage à Paris, emmènera les amateurs de Paris à Auvers-sur-Oise (et retour) en une journée. Déjeuner à bord et visite du village des peintres d'Auvers sont prévus au programme (départs les 1er, 2, 15 et 16 août : 3.500 frs). (Le Tourisme Français, 96, rue de la Victoire, TRI. 15-43.)

● ***Noté*** pour tous ceux qui n'aiment pas faire la queue devant un guichet de location S.N.C.F., qu'on peut aussi louer :

● PAR TELEPHONE (en appelant le bureau des locations de la gare de départ). Le ticket de location doit être retiré dans les quarante-huit heures. Pour cela, il faut être en possession du titre de transport correspondant. Les réservations par téléphone ne peuvent être faites plus de vingt et un jours à l'avance.

● PAR CORRESPONDANCE, et il y a deux possibilités :

1) On ajoute à la demande le montant de la location et une enveloppe timbrée ; le ticket de location est renvoyé à domicile. Dans ce cas, le titre de transport n'est pas nécessaire.

2) On retire le ticket au moment du départ, en présentant son titre de transport.

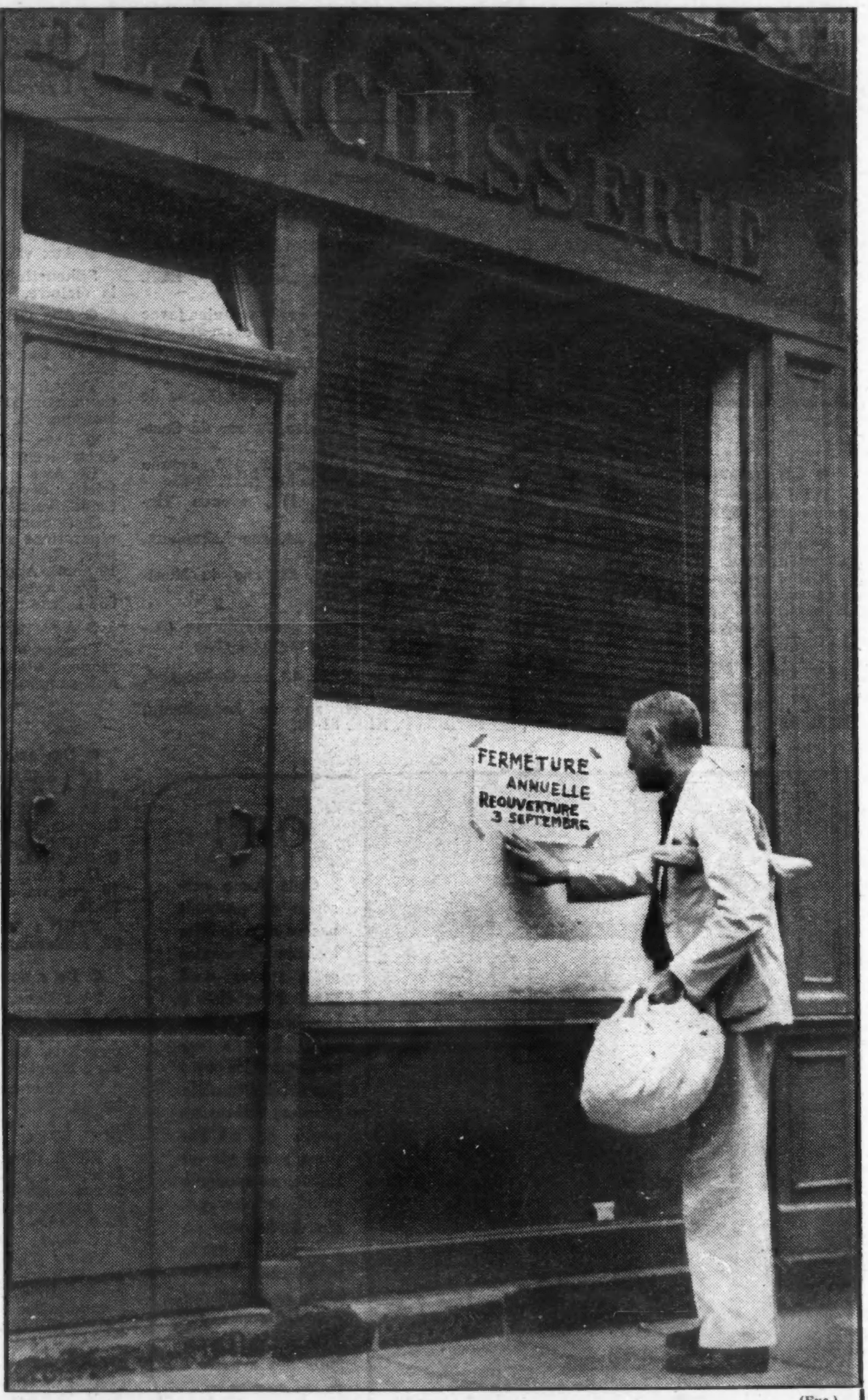
Attention : pour louer par correspondance, il faut prévoir un délai assez long (au moins quinze jours pour les vacances).

(Les guichets de location sont ouverts de 7 heures à 20 heures sans interruption.)

● ***Admiré*** l'ingéniosité des fabricants de jouets qui viennent de lancer sur le marché deux versions modernisées de jeux chers à nos grands-parents :

● Le BILL-BO-BALL, qui tient du volant et du bilboquet. Chaque joueur est pourvu d'une coupe creuse, à long manche, dans laquelle il doit rattraper et relancer une balle de tennis. On peut y jouer à plusieurs, en rond ou de part et d'autre d'un filet, ou seul contre un mur, comme à la pelote basque. (Grands magasins ; 900 frs, et sur les plages.)

● L'ECHASSE TELESCOPIQUE Hoping-Ho : c'est une seule échasse, munie d'une petite plate-forme pour les pieds, et d'un puissant ressort permettant des bonds spectaculaires. Un peu « encombrant » en appartement, mais idéal sur la plage, pour les enfants qui rêvent de bottes de sept lieues. (3.950 frs, grands magasins.)



(Eve.)

LE CASSE-TETE DU MOIS D'AOUT

Mais il y a des magasins ouverts (Voir pages II et III)

HOMMES

Ouvert en août

● *La liste indispensable des adresses utiles aux Parisiens qui ne quittent pas leur ville*

CHAQUE année, c'est le même problème : neuf sur dix des boutiques, et même des « services » essentiels à la vie de tous les jours, ferment leurs portes à Paris au mois d'août. Madame Express reçoit alors par douzaines des coups de téléphone de « maris célibataires » éplorés ou ulcérés, selon qu'ils ont bon ou mauvais caractère. Il faut dire que ne pas savoir où faire réparer un talon de chaussure, où faire laver une chemise, où se faire couper les cheveux, où amener dîner les amis étrangers qui vous font la bonne surprise de vous rendre visite au mois d'août, est un véritable casse-tête.

Cette année, Madame Express a donc mis sur pied :

— un nouveau service de dépannage ; il suffit de téléphoner à ELY. 88-61, de 16 heures à 18 heures, sauf les samedis et dimanches ; ce service essayera de résoudre les problèmes pratiques par trop « insurmontables » ;

— une liste d'adresses de commerçants et d'artisans qui, restant « ouverts en août », pourront venir au secours des Parisiens désemparés.

Pour l'entretien

● Les BLANCHISSERIES-LAVERIES :

IV^e : Blanchisseries modernes et économiques, 55, rue Saint-Louis-en-l'Ile, DAN. 94-51.

V^e : Blanc-Galop, 49, boulevard Saint-Germain, ODE. 01-02.

VIII^e : Les Laveries automatiques parisiennes, 179, rue du Faubourg-Saint-Honoré, CAR. 20-97.

XV^e : Lavargent, 4, rue des Morillons, LEC. 71-73.

XVI^e : Verlab, 170, avenue de Versailles, AUT. 19-09.

XVII^e : M. A. J., 5, rue Brémontier, WAG. 64-65 ; 54, rue La-Condamine, EUR. 72-78.

RECETTES

● CORDON BLEU

Crème au caramel

16 morceaux de sucre.
3/4 de litre de lait.
1 cuillerée 1/2 à bouche de Maïzéna ou de crème de riz.

Cette crème, très agréable l'été, ne comporte pas d'œufs, ce qui en fait un aliment de régime — sans qu'on s'en aperçoive.

Vous mettez dans une casserole 9 morceaux de sucre et vous les recouvrez de très peu d'eau. Vous faites bouillir vivement jusqu'à ce que vous obteniez un caramel de couleur dorée.

D'autre part, vous faites bouillir le lait (en réservant une petite tasse) avec le reste du sucre.

Quand le caramel est à point, c'est-à-dire doré, vous versez dessus le lait bouillant en tournant bien car le mélange bouillonne. Puis vous ajoutez la tasse de lait froid dans lequel vous avez délayé la Maïzéna (ou la crème de riz). Vous tournez toujours sur le feu pendant environ 5 à 6 minutes.

Versez ensuite dans un plat creux ou bien dans de petits pots à crème. Servez très frais.

● CORDON BLANC

Cornets Surprise

4 belles tranches de jambon.
150 gr. de champignons.
1 pot de crème.
Une sauce blanche.
1 citron.

On fait cuire en sept [...] minutes les champignons la[...] épluchés — jamais les deu[...] fois — dans du jus de citro[...] tionné d'un peu d'eau, de [...] de poivre.

Avec l'eau de cuisson, co[...] cer une sauce blanche légère [...] incorporer un pot de crème.

Garnir le jambon disposé e[...] net avec les champignons [...] d'un peu de sauce. Avec le re[...] celle-ci parfumée à la noi[...] cade, on nappe les cornets [...] dans un plat allant au fou[...] laisse vingt minutes au four, [...] sert.

SUZANNE ET HENR[...]

(Extrait de « Cuisine d'urg[...] Pierre Horay, éditeur.)

● Les TEINTURERIES-PRESSINGS :

VI^e : Hopsomer, 60, rue Saint-Placide, BAB. 23-20.

VII^e : Bouthinon, 12, rue du Champ-de-Mars, SOL. 75-33.

VIII^e : Au Rond-Point Elysées Pressing, 6, rue de Ponthieu, ELY. 18-17 ; Teint-Nett Press, 123, rue Saint-Lazare, EUR. 45-22.

IX^e : Le Nettoyage en 90 minutes (avec salon d'attente), 82 bis, rue La-Fayette, PRO. 85-76.

X^e : Flambantneuf, 114, boul. de Magenta, TRU. 52-10.

XII^e : Top-top service Lyon, 3, rue de Lyon, DID. 36-91.

XV^e : Top-top service, 79, rue du Commerce, LEC. 38-48.

XVI^e : Express Service, 116, avenue Mozart (du 15 au 30 août), AUT. 47-85.

— Picault-Picard, 111, avenue Victor-Hugo, KLE. 19-50.

XVII^e : Ultra-Net, 21, rue Lebouteux, WAG. 18-58.

XVIII^e : Renovex, 81, rue du Mont-Cenis, ORN. 87-67.

● NETTOYAGE DES APPARTEMENTS (dépoussiérage, vitres, parquets, etc.) :

Entretien moderne, 15, rue Guénégaud, Paris-VI^e. DAN. 64-97.

Tout-à-net, 44, rue de Longchamp, Paris-XVI^e, KLE. 81-53.

Hygiène technique, 25, rue Ordener, Paris-XVIII^e. NOR. 98-68.

Pour les réparations

● AUX VÊTEMENTS :

Silhouette-Retouches Service, 49, rue de la Victoire, TRI. 14-82.

● AUX CHAUSSURES :

Claraso (prend et livre à domicile), 34, rue Godot-de-Mauroy, Paris-IX^e, RIC. 49-79.

Toby (réparations instantanées), 2, rue Caumartin, 117, avenue de Clichy, 66, rue Montmartre.

● DANS L'APPARTEMENT (plombiers, électriciens, etc.) :

Ets Atre : tout ce qui concerne l'électricité ; dépannage à domicile. 17, avenue Claude-Vellefaux, BOL. 90-83.

Station-service Appartement : toutes réparations menuiserie, peinture, carrelage, électricité, plomberie (du 1er au 10 août). Appeler : CAR. 55-69.

Ets Magne : plomberie, électricité, 65 bis, rue Spontini, KLE. 10-00.

● A LA VOITURE :

Composez sur votre cadran téléphonique : SOS. 67-89 (fonctionne jour et nuit sans interruption).

Pour manger en ville

● Des SELF-SERVICES :

II^e : Self-Service du Nègre, 17, boulevard Saint-Denis, GUT. 85-51.

V^e : Self-Service Latin, 98, boul. Saint-Germain, ODE. 66-83.

VIII^e : L'Auberge Express, 124, rue La-Boétie, BAL. 80-30.

IX^e : Super Self-Service Montmartre, 16, rue du Faubourg-Montmartre, PRO. 75-24.

XVIII^e : Self-Service Moulin-Rouge, 92, boulevard de Clichy, ORN. 27-14.

● De « BONS » RESTAURANTS :

I^{er} : Canon du Palais-Royal, 22, rue de Beaujolais, RIC. 73-01.

IV^e : Enclos de Ninon, 21, boul. Beaumarchais, ARC. 22-51 ; Galan, 36, boulevard Henri-IV, ARC. 17-09.

V^e : New-Asia, 3 bis, place de la Sorbonne, ODE. 60-02.

VI^e : Le Paysan, 27, rue de Tournon, ODE. 57-34.

VII^e : Chez Françoise, Aérogare des Invalides, INV. 87-20 ; Le Mont-Blanc, 2, rue Casimir-Périer, INV. 58-40 ; Chez les Anges, 54, boul. de Latour-Maubourg, SEG. 93-17 ; Le Voltaire, 27, quai Voltaire, LIT. 56-24.

VIII^e : Martin-Alma, 44, rue Jean-Goujon, ELY. 28-25 ; Le Berkeley, 7, av. Matignon, BAL. 47-79 ; Anne-de-Beaujeu, 8, av. Franklin-Roosevelt, ELY. 91-20 et 92-54 ; Le Val d'Isère, 2, rue de Berri, ELY. 12-66.

IX^e : Aux Ducs de Bourgogne, 2, place d'Anvers, TRU. 35-21.

X^e : Relais Paris-Est, gare de l'Est, NOR. 72-23 et 81-63.

XIV^e : Le Provençal, 3, rue Mouton-Duvernet, SEG. 40-28.

XVI^e : Chez nous, 136, rue de la Pompe, PAS. 50-26 ; La Petite Tour, 11, rue de la Tour, TRO. 09-31.

XVII^e : Au Tablier bleu, 88, boul. des Batignolles, WAG. 47-57 ; Le Saint-Pierre (sauf semaine du 15 août), 47 *bis*, avenue de Clichy, EUR. 67-57.

XVIII^e : Chez Marie-Louise, 52, rue Championnet, MON. 86-55 ; Aux Rognons flambés, 67, rue Labat, MON. 30-11 ; Au Petit Fantasio, 47, rue Damrémont, MON. 07-41.

● Des RESTAURANTS DE PLEIN AIR :

Les Jardins de l'Etoile, 10, av. de la Grande-Armée, ETO. 61-96.

La Maison du Danemark « Copenhague », 142, avenue des Cha[...] ELY. 20-41.

La Cascade, bois de Bo[...] 83-00.

Le Chalet des Iles, bois [...] AUT. 04-69.

Le Chaland, au pont de [...] 14, boul. du Général-Leclerc)[...]

La Péniche basque, face [...] not, Saint-Cloud, MOL. 37-63.

● ET, POUR EMMENER DES [...] TES :

Restaurant de la tour Eiff[...]

Bateaux-mouches (pont de [...] droite).

Pour organiser [...]

● Des CHARCUTERIES « ITA[...]

Cuvelier, 13, av. Mozart, JA[...]

Le Caviar, 74, rue de Passy, [...]

Formicari, 34, avenue Niel, [...]

Royalty, 35, av. des Cham[...] ELY. 11-97.

● Un TRAITEUR « PAS CHER »

Le Finglouton, BER. 16-2[...] domicile dans tout Paris).

● Des GLACIERS LIVRANT À [...]

Les Pingouins, 12, boulevard [...] MON. 05-84.

Pons, 2, place Edmond-Ros[...] 01-68.

Paul Creste, 55, rue Chardo[...] AUT. 47-40.

● Des SPÉCIALISTES :

Fauchon, Hédiard et Pru[...] (16, avenue Victor-Hugo) signa[...] seront également ouverts tou[...]

Pour [...]

● Des FLEURISTES :

André Baumann, 85, boul[...] Montparnasse, DAN. 89-73.

Gabrielle Debrie, 49, avenue [...] Roosevelt, ELY. 32-49.

Jean-Claude, 31, rue La-Bo[...] 17-96.

Louis, 58, rue de Château[...] 38-56.

Moreux, 72, avenue Victor-H[...] 58-55.

● Des LIBRES-SERVICES-FLEURS

Multiflor, 3, rue de Sèze, O[...] (ouvert le lundi).

Maryse, 11, rue d'Auteuil, A[...] (ouvert le dimanche matin).

Pour se faire [...]

● FEMMES :

Tous les grands coiffeurs paris[...] ouverts pendant le mois d'août [...] blissent un roulement parmi le[...] nel :

Carita, 11, rue du Faubo[...] Honoré, ANJ. 79-00.

Charles of the Ritz, 51, av. M[...] ELY. 55-39.

Dessange, 37, av. Franklin-R[...] ELY. 31-31.

André Lamy, 54, rue du F[...] Montmartre, LAM. 73-74.

Léonardo, 119, boul. du Mont[...] ODE. 75-56.

Maurys, 32, av. des Champs-[...] BAL. 45-16.

Roger Pasquier, 40, avenue P[...] de-Serbie, ELY. 38-11.

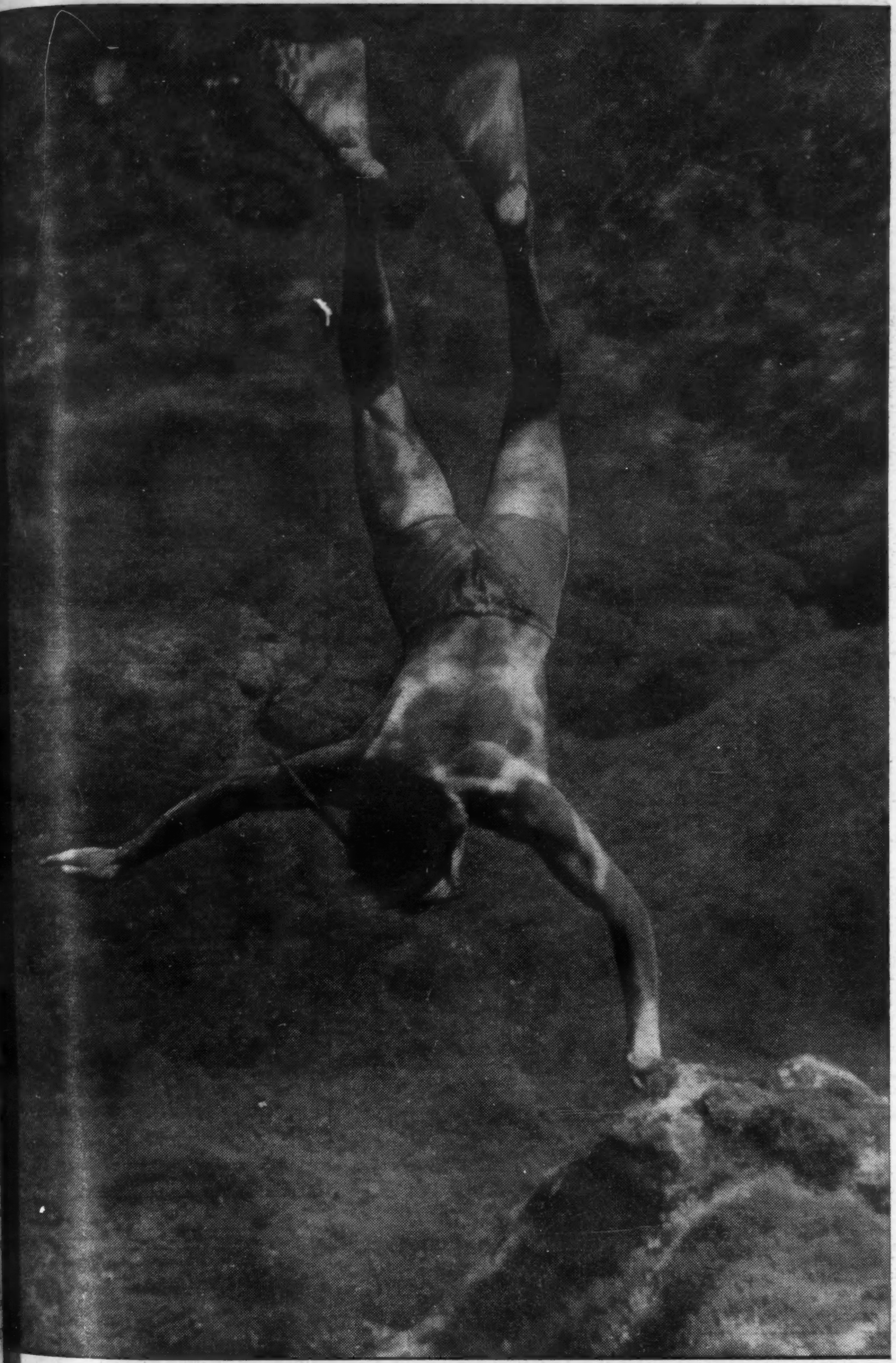
Et toutes les succursales de [...] 128 ter, boul. de Clichy, LAB. [...] 15, rue de Strasbourg, NOR. 83-7[...] de Clignancourt, ORN. 36-42 [...] d'Hauteville, TAI. 86-06.

OH !

Cette jeune personne ne postulait pas au titre de Miss Univers (Japonaise cette année) qui vient d'être élue à Longbeach (Californie). Elle a été photographiée ces jours-ci à Deauville (France) par un reporter de « L'Express » qui n'a pu résister au spectacle qu'offrait cette petite Américaine en vacances. La mode enfantine américaine se caractérise d'habitude par son côté pratique... Mais il y a parfois de ces erreurs...

Restaurant
BERKELEY
7, avenue Matignon
— PARIS —
BAL. 02-24 et 47-79
— *OUVERT TOUS LES JOURS* —

SILHOUETTE
RETOUCHES-SERVICE
DAMES
SEUL SPECIALISTE DANS PARIS DE LA TRANSFORMATION
ouvert en août
49, rue de la Victoire - PARIS
Tél. TRI. 14-82



(Rapho.)

UN PLONGEUR SOUS-MARIN
L'eau n'est pas un milieu naturel.

OMMES :
Clément, 24, rue Clément-Marot, 83-39.
ges Hardy, 5, rue Rouget-de-Lisle, 7-59.
emo, 33, rue Marbeuf, ELY. 39-13.
es quatre succursales de Joffo.

Pour se distraire

ES THÉATRES :

igu, 2 ter, boul. Saint-Martin : qui rit... Paris qui pleure ».

Gramont, 30, rue de Gramont : « La Famille Hernandez ».

Huchette, 23, rue de la Huchette : « La Cantatrice chauve » ; « La Leçon » (spectacle Ionesco).

Marigny, av. de Marigny : « L'Amour des quatre colonels ».

Théâtre de plein air des Tuileries : « Le Malade imaginaire ».

Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier : « Les Fourberies de Scapin ».

Châtelet, place du Châtelet : « Rose de Noël ».

● DES EXPOSITIONS :

Chagall (Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli ; tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 17 heures).

Soutine (Galerie Charpentier, 76, rue du Faubourg-Saint-Honoré ; tous les jours, sauf dimanche matin et lundi, de 10 h. 30 à 12 h. 30 et de 13 h. 30 à 18 heures).

Monet (Durand-Ruel, 87, avenue de Friedland ; tous les jours, de 10 heures à 18 heures, sauf le dimanche matin).

Tapisseries de l'atelier de la Baume Durbach (Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, sauf mardi).

Dessins et lithos de Toulouse-Lautrec (Galerie Michel, 17, quai Saint-Michel).

Pour se soigner

● MÉDECINS :

Les médecins absents laissent en général l'adresse de leur remplaçant. D'autre part, la liste des permanences est déposée au commissariat de police de chaque quartier.

● PHARMACIENS :

Lorsqu'une pharmacie est fermée, elle affiche : 1° le nom de la pharmacie « de garde » la plus proche ; 2° le nom de la pharmacie où elle a déposé son ordonnancier, ce qui permet de faire renouveler les « préparations » en cours de traitement. Les commissariats possèdent la liste des permanences.

● DENTISTES :

Les dentistes absents se font souvent remplacer par un confrère. On peut trouver la liste des permanences auprès de la Préfecture de police (Bureau d'hygiène, DAN. 44-20, poste 31-41).

SANTÉ

Plonger sans drames

● ***Si vous ne voulez pas devenir sourds, prenez ces quelques précautions avant de vivre dans l'eau.***

SITOT les chaleurs venues, les plus prudents se précipitent dans l'élément liquide (piscines, rivières ou océans) comme si c'était leur milieu naturel.

Dans l'ensemble, on ne peut que se féliciter de voir ainsi se généraliser la pratique des sports nautiques et de ce qu'on appelle plus modestement : les jeux de l'eau, excellents pour la musculature, la beauté et la santé. Mais, hélas! le nez et les oreilles n'en tirent pas toujours des bénéfices, car, précisément, l'eau n'est pas pour nous un milieu naturel. Les otorhinolaryngologistes connaissent les otites et les catarrhes de retour de vacances comme les médecins de famille les indigestions des lendemains de fête.

Dans l'idéal, chacun de nous devrait demander à un spécialiste : « *Docteur, puis-je sans inconvénient nager avec la tête sous l'eau ? Puis-je plonger ?* »

Dans la pratique, 99 % des nageurs s'exposent, par leur légèreté, à des accidents qui vont de l'oreille bouchée à l'otite aiguë (dans une chambre d'hôtel, c'est encore moins drôle) et à divers autres maux plus redoutables parce que leur action insidieuse risque de passer inaperçue. A travers l'étude très documentée du docteur Paul Méréaud, de Lyon, voici ce qu'il faut savoir avant de vivre dans l'eau :

Si l'oreille bourdonne

C'est l'oreille externe qui peut subir le premier accident dû à l'eau.

L'oreille humaine, très schématiquement, comprend trois parties : l'oreille externe (avec le pavillon, le conduit auditif, le tympan) ; l'oreille moyenne (avec

→

DECORATION FLORALE
Gabrielle DEBRIE
CHAMPS-ELYSEES
49, av. Franklin-Roosevelt - ELY. 32-49
Service Interflora-Fleurop

AUTOMARCHÉ DE LA DÉFENSE
1, place de la Défense
COURBEVOIE
Tél. DEF. 33-14 et 18-18
Voitures d'occasion de toutes marques

L'AUBERGE EXPRESS
124, rue La Boëtie - PARIS-8e
oite en montant les Champs-Elysées (angle 62 Champs-Elysées)
E SERVICE REFRIGERE 400 fr.
CK ouvert 24 h. sur 24 h. 500 fr.

● Nettoyage en 90 minutes
● Teinturerie automatique
Ouverte tout le mois d'août
Travail instantané
CABINES D'ATTENTE
6, RUE RIBOUTTE - PARIS (9e)
Angle rue Lafayette
Face square Montholon
PRO. 85-76

PLUS MÉRIDIONAL QUE JAMAIS
LE PROVENÇAL a rouvert Son Restaurant le 24 Juillet
LE PROVENÇAL
3, rue Mouton-Duvernet
SEG. 40-28

la caisse du tympan, les osselets, elle communique avec l'arrière-nez par un tuyau appelé trompe d'Eustache) et l'oreille interne, constituée surtout par le nerf auditif (elle relie l'appareil acoustique externe au cerveau).

Accident bénin, mais assez fréquent : le bouchon de cérumen gonfle sous l'effet de l'eau et vient boucher complètement le conduit auditif. Outre qu'ils rendent à demi sourds, les bouchons de cérumen — surtout s'il y en a un dans chaque oreille — peuvent entraîner des vertiges et des bourdonnements.

● La prévention : avoir les oreilles propres.

● Le remède : faire enlever le bouchon par un spécialiste. C'est peu de chose.

...ou si elle démange

Autre accident qui guette l'oreille externe : les démangeaisons. On les appelle dermites. Ce sont des irritations du conduit auditif dues aux microbes contenus dans l'eau. Elles sont plus fréquentes dans les rivières et dans les piscines que dans la mer. Elles peuvent se compliquer de furoncles et d'eczéma.

● La prévention : ne pas se baigner, si possible, dans des eaux polluées (les mêmes germes provoquent des sinusites).

— Porter un bonnet de bain.

— Vider l'eau de ses oreilles et se moucher quand on sort du bain.

La trompe se bouche

Les deux accidents qui menacent l'oreille moyenne sont : l'otite aiguë et sa forme insidieuse et lente, le catarrhe tubaire.

● « L'otite des nageurs » est identique dans son déroulement (et dans sa thérapeutique) à l'otite aiguë banale que nous connaissons tous. Seulement, l'infection et la congestion qui la provoquent sont dues aux germes véhiculés par l'eau dans la trompe d'Eustache, au lieu d'être la conséquence d'un courant d'air ou la complication d'un rhume de cerveau.

● Le « catarrhe tubaire », irritation de la trompe d'Eustache, est une sorte d'otite insidieuse, dangereuse parce qu'elle ne provoque pas de douleur. Si on la laisse s'installer, la trompe d'Eustache peut finir par se boucher complètement, le tympan se rétracet (et parfois se colle à la caisse); on arrive à une demi-surdité.

● Pour éviter otites et catarrhes : renoncer à nager avec la tête dans l'eau si les voies nasales ne sont pas en parfait état. La plus légère lésion favorise l'installation des microbes véhiculés par l'eau.

Assurer la propreté et la perméabilité des muqueuses nasales : des instillations ou des pulvérisations avec un produit vasoconstricteur sont recommandées : elles sont indispensables dans le cas des « nez bouchés ».

Les plongeurs, qui ne dépassent pas une profondeur de quelques mètres, sont guettés par les mêmes troubles que les nageurs. Il ne faut pas plonger si l'on est enrhumé : on entraine les microbes dans la trompe d'Eustache. Et se souvenir que si l'eau de mer (à condition de ne pas se baigner près des bouches d'égout) a des vertus équilibrantes et désinfectantes pour les muqueuses, ce n'est pas le cas de l'eau des rivières ni de l'eau des piscines.

Spécifique de la plongée profonde

Outre les risques encourus par le nageur et le plongeur « courant » (jusqu'à dix mètres de profondeur), les sportifs qui s'adonnent aux plongées profondes (de 10 à 40 mètres de profondeur) s'exposent à une variété particulière d'inflammation de l'oreille moyenne due à la différence de pression entre l'eau en profondeur et l'air contenu dans la caisse des tympans : l'otite baro-traumatique (analogue à l'aéro-otite des aviateurs).

Cette forme d'otite est particulièrement redoutable, car elle a tendance à récidiver et à devenir chronique. Elle peut conduire à une surdité partielle ou totale nécessitant le port d'appareils acoustiques spéciaux. Il faut la soigner énergiquement dès son début, sinon, selon l'expression d'un otorhinolaryngologiste, « pour ne pas avoir écouté le spécialiste, on risque de ne plus l'entendre ».

Pour la prévenir, quelques précautions :

1) Savoir déboucher régulièrement sa trompe d'Eustache, selon la technique en usage chez les aviateurs: avaler de l'air, le garder dans la bouche, se pincer le nez entre les doigts et envoyer l'air dans la trompe en soufflant violemment par les conduits de l'arrière-nez. On doit sentir craquer les tympans. S'ils ne craquent pas, c'est que la trompe est bouchée : il ne faut pas tarder à la faire déboucher.

2) Descendre prudemment au cours de la plongée sous-marine : c'est au cours des premiers mètres que le chasseur sous-marin doit équilibrer ses tympans. En effet, quand quelque chose ne va pas, les premiers symptômes se manifestent instantanément. Au plus léger malaise et sans attendre la douleur, il faut arrêter la descente et, même, si nécessaire, remonter de quelques mètres.

Ce léger temps perdu peut être beaucoup de temps gagné : les conséquences d'une imprudence sont à long terme.

3) Enfin, s'adapter : dans la mesure où ils en ont la possibilité, les adeptes de la plongée sous-marine ont intérêt, souligne le docteur Méreaud, à passer dans des caissons ou cabines spéciaux où leur organisme s'habitue aux différences de pression. Ces caissons pneumatiques se trouvent dans toutes les bases aériennes, dans tous les centres d'examens du personnel volant et sous-marin et dans certains services de pneumologie.

En somme, la prévention des accidents qui menacent nageurs et plongeurs sous-marins peut se résumer ainsi : propreté, prudence et... entraînement. Ajoutons que, si l'on peut, il vaut mieux voir une fois le spécialiste avant les vacances que le voir après... et plusieurs fois.

Petites têtes de rentrée

La nouvelle ligne « Cygne ».

L'EAU et le vent aidant, les femmes ont repris en vacances une tête normalement proportionnée; elles la conserveront à la rentrée. La présentation d'hiver de la Haute Coiffure Parisienne vient, en effet, de marquer la fin des têtes démesurément gonflées. Cheveux très courts se terminant en pointe sur la nuque, crans plats sur les oreilles, ligne « Cygne » suivant de près les formes naturelles du crâne, telles sont les nouvelles tendances que proposent les coiffeurs. Finies les longues mèches à peine ondulées que seul un crêpage savant pouvait maintenir en place, finis aussi, pour celles qui ont eu le courage de les laisser pousser, les cheveux mi-longs. Chanel, la première, a fait couper les cheveux de tous ses mannequins pour présenter sa collection mercredi après-midi. Après les avoir envoyées chez leurs coiffeurs habituels pour une première ébauche, elle ne s'est pas estimée satisfaite du résultat et a parachevé elle-même, ciseaux et houpette en main, la coiffure et le maquillage des huit ravissantes jeunes femmes de sa cabine.

Une conclusion pratique immédiate : ne vous désespérez pas si vos pointes sont desséchées par l'air et le soleil, elles tomberont sûrement à la rentrée.

A VOIR

● cinéma

Le Beau Serge : le premier film d'un jeune metteur en scène qui a le cinéma dans le sang. (*Bonaparte.*)

Drole de drame : un Marcel Carné burlesque et charmant. (*Studio des Ursulines.*)

Quai des brumes : Gabin et Morgan dirigés par Carné. (*Porte Saint-Cloud Palace.*)

Les Tricheurs : surboums et jaguars. Carné décrit le mal du siècle. Les « tricheurs » y amènent leurs parents. (*Hollywood.*)

Les Cousins : une « vie de bohème 59 », un film de Claude Chabrol imparfait et savoureux. (*Plaza, avec sous-titres anglais.*)

L'Homme aux colts d'or : un western de Dmytryk et des cow-boys qui réfléchissent. (**Marbeuf.*)

Yang Kwei Fei : un des derniers films de Mizogushi, le premier en couleurs : chaque plan est un tableau. (**Studio de l'Etoile.*)

Hiroshima, mon amour : le film le plus important de la saison mais qui peut conduire à l'exaspération. (**Vendôme, *George-V.*)

Orfeu Negro : un vieux mythe ressuscité à travers un étincelant reportage en couleurs sur le carnaval de Rio. (**Marignan, *Français.*)

Les 400 Coups : l'histoire d'un enfant inadapté; un film qui vient du cœur. (**Marivaux, *Colisée.*)

Rio Bravo : un western de Howard Hawks qui vous emporte au grand galop. (*Elysées-Cinéma, Vedettes.*)

Pour qui sonne le glas : peu de Hemingway mais beaucoup d'Ingrid Bergman. (*Studio 28.*)

Ivan le Terrible : pour la première fois en version intégrale, le monument d'Eisenstein (3 heures). (*La Pagode.*)

Le Million : René Clair poétique, et la plus célèbre poursuite du cinéma. (**Monte-Carlo.*)

La Bandera : la Légion étrangère, selon le « réalisme » de 1935. Ce qui faisait vibrer nos parents. (**Studio Publicis.*)

Topaze : le petit prof immortalisé par Pagnol. (*Danton.*)

Le Train sifflera trois fois : un western insolite avec Gary Cooper. (*En v.f. à l'Astor.*)

Elle n'a dansé qu'un seul Eté : un amour de vacances dans la nature suédoise. (*Champollion.*)

French-Cancan : les amours d'une petite blanchisseuse avec les couleurs de Renoir (Auguste) et la poésie de Renoir (Jean). (*Dans dix cinémas dont Saint-Paul, Liberté, Jeanne-d'Arc, etc.*)

Comment épouser un Millionnaire : une chasse au mari menée par Marilyn Monroe et orchestrée par Negulesco. (*Studio Raspail.*)

Fenêtre sur cour : un suspense signé Hitchcock. (*Studio 43.*)

* *Salles climatisées ou « ventilées ».*

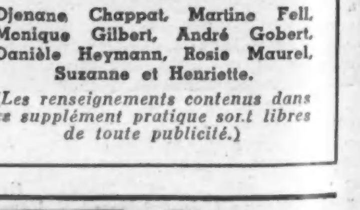
Ce supplément pratique a été réalisé par : Christiane Collange avec la collaboration de : Djenane Chappat, Martine Fell, Monique Gilbert, André Gobert, Danièle Heymann, Rosie Maurel, Suzanne et Henriette.

(*Les renseignements contenus dans ce supplément pratique sont libres de toute publicité.*)

FABRIQUE DE SOUTIEN-GORGE ET LINGERIE

LEJABY

à BELLEGARDE (Ain)
Tél. : 2-68
Bureaux et Dépôts :
9, rue du Fbg-St-Honoré, PARIS
ANJ : 45-33.



(Suite de la page 12.)

relatée plus haut, un candidat dictateur. Quant à Joffre, il espérait être en mesure, dans ses nouvelles fonctions, de conserver la haute main sur le G.Q.G. du moment où l'on plaçait à sa tête un homme de second plan.

L'hiver est relativement calme. Mais en avril 1917, l'attaque face au nord prévue et organisée par Nivelle tourne mal.

Le 16 avril, Nivelle qui vint nous voir, me sembla d'autant plus navré de son échec que les Allemands s'étaient emparés d'un exemplaire de son projet d'atteindre Mézières.

« Je considère la situation du général en chef comme impossible, écrivais-je ce soir-là sur mon carnet ; c'est le fruit de sa collaboration avec Mangin. La prise du fort de Douaumont lui avait donné confiance dans l'étoile de ce dernier ; il a cru de bonne foi qu'il irait cette fois encore coucher à Laon comme il l'avait annoncé. Sa désillusion est complète. Le général Lyautey disait de Mangin : « Il n'y a pas d'homme plus capable que lui de vous foutre dans... ; il n'y en a pas d'ailleurs de plus capable pour vous en tirer. » Hélas ! ici la volonté ne suffisait pas.

Les jours succèdent aux jours et les préparatifs de la nouvelle offensive continuent. Le 26 avril, le général me prie d'aller voir le général Mazel, commandant la V[e] Armée, le général de Bazelaire, commandant le 5[e] Corps d'Armée, le général de Cadoudal, commandant le 2[e] Corps, pour les sonder sur les résultats qu'ils attendent de leurs futures opérations. Ils sont unanimes à conclure qu'elles coûteront fort cher et qu'on n'est pas sûr de conserver le terrain conquis. Mazel se montre particulièrement dur pour Nivelle. Il aurait dit à Painlevé que c'était un criminel dont il fallait débarrasser l'Armée.

Le lendemain nous recevions la visite du commandant Heilbronner, du cabinet du ministre, venu pour connaître à son tour l'opinion du général Pétain. Tout le monde, nous dit-il, est décidé à remplacer le général en chef, mais M. Poincaré voudrait attendre un nouveau succès local pour camoufler aux yeux de l'opinion publique l'échec de nos grands projets.

Le 29 avril, le président du Conseil, M. Ribot, et le ministre de la Guerre, M. Painlevé, convoquent le général et lui annoncent sa nomination de chef d'état-major de l'Armée.

Le 13 mai, Nivelle, contre lequel l'opinion française est très montée, est « débarqué » et Painlevé propose à Pétain les fonctions de général en chef.

Chacun à son heure

En rentrant de cette entrevue, vers 6 heures du soir, le chef d'état-major général pénétra dans mon bureau, et s'asseyant sur ma table, me demanda : « Qu'en pensez-vous ? Que faut-il faire ? » Nous passâmes tout d'abord en revue les officiers auxquels on pourrait confier le commandement en chef des Armées s'il ne l'acceptait pas. L'impulsivité du général d'Esperey le fit tout d'abord écarter, Foch subit ensuite le même sort en raison de son ignorance de l'infanterie et de sa méconnaissance de l'âme du soldat. Castelnau parut enfin trop retors. Le général Pétain se serait assez volontiers rallié à Fayolle si je ne lui avais fait remarquer que, malgré ses brillantes qualités d'exécutant, cet excellent officier ne semblait pas posséder l'envergure d'un grand chef. « Alors, vous croyez nécessaire que j'aille au G.Q.G. ? — Oui, mon général, étant donné surtout l'état moral des armées. »

« Dans ce cas, qui nommer à ma place ? » Nous reprîmes une fois encore la liste des généraux en vue et après un nouvel examen nous arrivâmes au nom de Foch. « A mon avis, dis-je au général, c'est lui qu'il faut choisir ; il saura se débrouiller avec les Alliés ; c'est un « réservoir d'énergie », comme vous le disiez jadis, et puis c'est un honnête homme. »

Le général Pétain quitta mon bureau pour aller proposer au ministre cette combinaison. Et c'est ainsi qu'il troqua l'état-major général pour le G.Q.G. et que Foch monta sur le marchepied qui devait lui permettre d'accéder rapidement au poste suprême.

Au cours de la dernière guerre, les forces françaises eurent successivement trois grands chefs : Joffre, Foch et Pétain. Je les ai bien connus tous les trois et je crois pouvoir affirmer qu'ils sont venus chacun à leur heure. Si au début de la campagne le maréchal Foch s'était trouvé à la tête de nos Armées, il n'est pas douteux qu'il aurait voulu combattre en Belgique et se serait fait écraser. Si le général Pétain, toujours soucieux de ne rien laisser au hasard, avait commandé à la même époque, je ne sais pas s'il aurait eu l'audace d'ordonner le demi-tour.

Plus tard, Foch devint le grand coordinateur interallié et Pétain fut mis à la tête des Armées françaises. Je suis convaincu que la inverse l'inversion des personnes eût été néfaste. Pétain, que j'étais obligé de peindre en fer tous les matins, comme se plaisait à le dire en riant le général Payot, se serait probablement laissé manger par les représentants militaires ou civils des Alliés. Par contre, Foch, qui n'a jamais su se pencher sur l'âme du soldat, aurait été incapable de surmonter la crise morale que nous avons, hélas ! connue en juin 1917.

1917. *Mai. — Le général Pétain entre en fonctions et s'installe au G.Q.G., qui se trouve au château de Compiègne.*

A peine était-il installé à son nouveau poste que les visites affluèrent : écrivains, parlementaires, généraux limogés encombraient à toute heure son antichambre.

Les femmes saisissaient tous les prétextes : charité, propagande, politique, soins à donner aux malades, etc. C'était aujourd'hui la baronne Henri de Rothschild, le lendemain Mme Harjès, femme du banquier américain, Miss Morgan, des actrices, des femmes de lettres, des amoureuses. Nombre de ces femmes, je le crains, reçurent des témoignages non équivoques de l'admiration du chef. Celui-ci, en tout cas, se plaisait à les inviter à sa table, mais comme il savait que je condamnais ces pratiques, il profitait généralement de mes absences pour les recevoir.

Un jour cependant, je lui remis le texte d'un radiogramme de l'ambassadeur allemand de Madrid à son gouvernement, que notre service cryptographique m'avait remis en grand secret. Il contenait l'avis qu'on avait enfin trouvé pour le général français une maîtresse aux émoluments de 12.000 pesetas par mois. Comme je demandais au général s'il soupçonnait l'identité de la personne ainsi choisie par l'ennemi, il me répondit après quelques hésitations que oui. J'en profitai pour l'engager une fois de plus à faire attention aux femmes, et dès lors leurs visites s'espacèrent quelque peu.

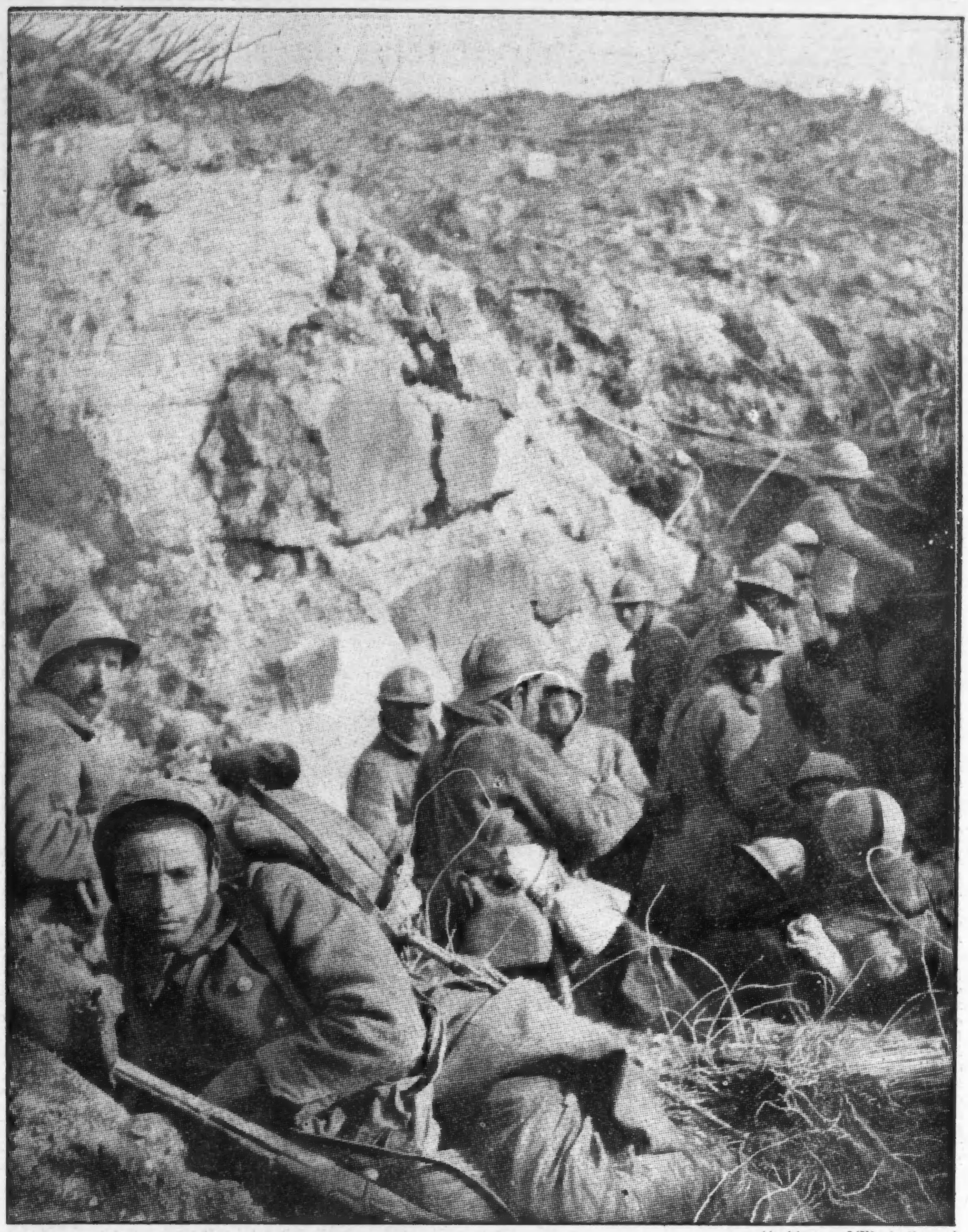
A peine installé, le 18 mai, le général en chef dut se rendre à Amiens pour s'entretenir avec les Anglais de nos futures opérations.

(...) Ce qui nous frappait dans toutes nos discussions avec les Anglais, c'était leur méfiance. M. Lloyd George d'abord, le maréchal Haig ensuite, nous posaient toujours la même question : « Comptez-vous attaquer ? » Une légende, en effet, s'était accréditée d'après laquelle le général Pétain, partisan absolu de la défensive, était opposé à de nouvelles attaques. Lors de la séance du 5 mai à Paris, ce dernier avait dû faire publiquement une profession de foi à cet égard. Il la recommença à Amiens. Notre directive n° 1, dont le général Wilson avait pris connaissance, était heureusement là pour confirmer ses dires. En réalité, le général Pétain voulait bien attaquer, mais dans des conditions favorables et sur des objectifs limités.

Les mutineries

Nous commencions à peine à régler les détails des opérations envisagées lorsque éclata la crise morale. Le général se vit alors obligé de déclarer aux Anglais qu'il se trouvait dans l'impossibilité de faire honneur à sa signature, c'est-à-dire d'attaquer. En raison des doutes exprimés quelques jours plus tôt par nos alliés, cet aveu nous était plus particulièrement pénible. Dans cette circonstance, le maréchal Haig se montra très grand seigneur ; il nous confia qu'il se rendait parfaitement compte des difficultés au milieu desquelles l'Armée française se débattait, qu'il attendrait son rétablissement pour déclencher son opération et qu'en cas de besoin il attaquerait seul.

Je ne connais pas de chose plus horrible pour un chef que d'apprendre tout à coup que son armée se désagrège. J'ai vu le désastre initial de Verdun, le lendemain de Caporetto ; en ces circonstances, on sentait



(Archives « L'Illustration ».)

DANS LES FOSSÉS DU FORT DE DOUAUMONT.
« Durant trois semaines l'angoisse la plus poignante ».

qu'avec quelques réserves et un peu d'imagination, on pourrait arriver à calfater le front. Rien de pareil le 20 mai ! Notre impuissance apparaissait totale. De tous les secteurs, arrivait la nouvelle que les régiments refusaient de monter aux tranchées et levaient la crosse en l'air. Durant trois semaines, nous allions vivre dans l'angoisse la plus poignante. La moindre attaque allemande n'était-elle pas capable de jeter par terre notre château de cartes et d'amener l'ennemi à Paris ? (1)

Pendant ces jours difficiles, je vécus plus intimement que jamais avec le général en chef. Il était extrêmement pessimiste ; Debeney, qui souffrait de l'estomac, voyait également les choses en noir ; tous les soirs, le général Franchet d'Espérey venait nous voir et nous soumettait sans relâche au régime de la douche écossaise; avec son impulsivité naturelle, il voyait la situation tantôt en beau, tantôt en laid. Les jours où son impression était mauvaise, le moral du général en chef n'était pas brillant et j'avais beaucoup de peine à le remonter. Nous ne pouvions rester inertes ! Le général avait prescrit au rapport du matin une enquête afin de rechercher les causes de ces mutineries et les remèdes à y apporter. Il me sembla qu'il était nécessaire aussi de secouer l'énergie des chefs trop nombreux qui n'accomplissaient pas leur devoir. Cette besogne entrait dans les attributions du Cabinet ; je fis donc signer au général en chef le télégramme suivant :

« Lors des incidents récents, le commandement ne paraît pas avoir fait son devoir ; certains officiers ont caché à leurs supérieurs les indices de mauvais esprit qui régnaient dans leurs régiments ; d'autres n'ont pas montré dans la répression l'initiative et l'énergie voulues. Il importe que les officiers sachent toute la responsabilité qu'ils encourent en pareil cas. L'inertie équivaut à de la complicité. Le général en chef est donc décidé à prendre contre les pusillanimes toutes les sanctions nécessaires. Il couvrira, par contre, de son autorité tous ceux qui feront preuve d'énergie dans la répression.

« Certains officiers ou gradés se retranchent derrière ce fait, pour ne pas accomplir leur devoir, que les mouvements ayant un caractère collectif, il est difficile de démasquer les meneurs. Une pareille raison n'est pas valable. Il est toujours possible, en effet, de transformer un acte collectif en un acte individuel. Il suffit de donner à quelques hommes (en commençant par les mauvaises têtes) l'ordre d'exécution. En cas de refus, ceux-ci sont arrêtés immédiatement et remis entre les mains de la justice. »

Une foule de déserteurs

Quelques jours plus tard, le général Pétain accentuait encore ses ordres de sévérité en même temps qu'il signalait à l'attention générale la crânerie du général Taouflieb, qui par sa seule attitude, était arrivé à réduire une mutinerie.

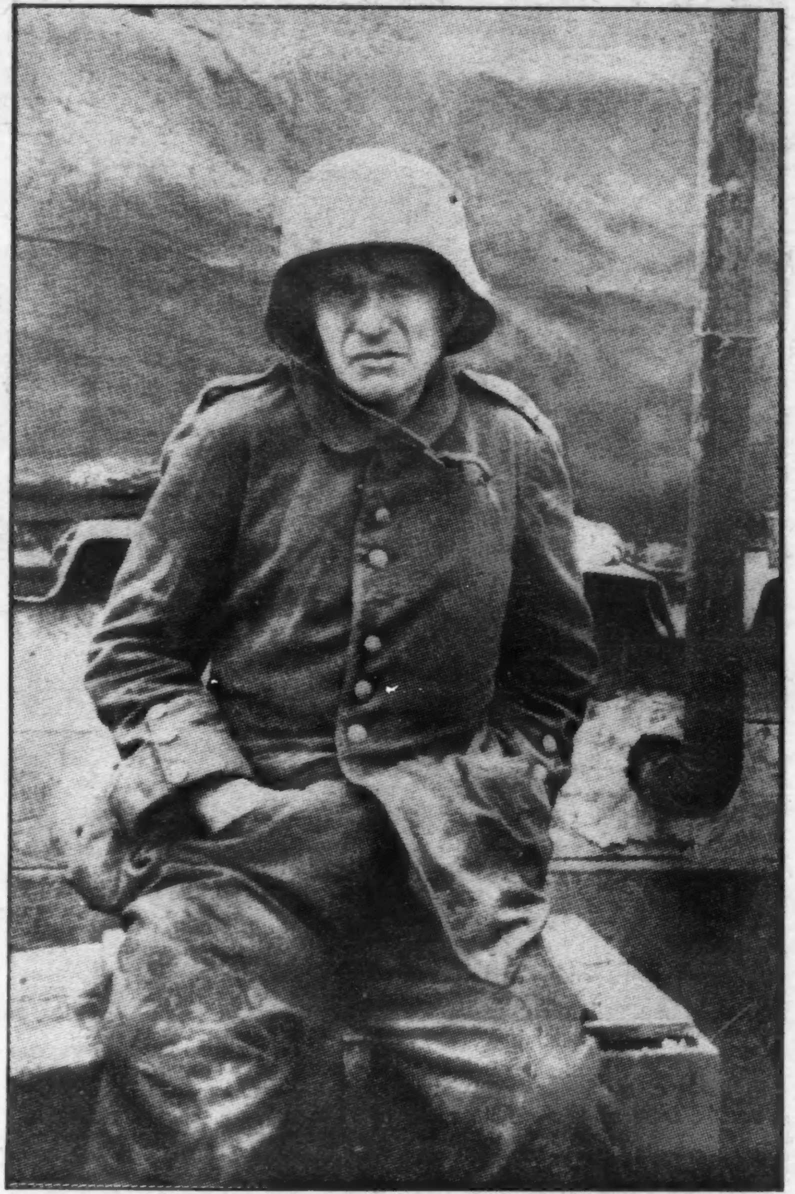
On prenait en même temps les mesures nécessaires pour accroître le bien-être des troupes à l'arrière dans leur zone de stationnement. Les gares de transit étaient aménagées de façon à permettre aux hommes de s'y ravitailler, de dormir et parfois de s'y distraire. Les opérations étaient suspendues sur l'ensemble du front afin d'éviter des pertes et surtout de supprimer toute occasion de révolte.

De l'enquête menée par le major général, il résultait cependant que l'origine du mal était beaucoup moins aux armées qu'à l'intérieur. Les dépôts, les gares, les trains étaient envahis par les antimilitaristes. A Paris, notamment à la gare de l'Est, les débauchages se faisaient en grand. Dans ses environs immédiats, fonctionnaient de véritables agences de désertion. Des femmes spécialement dressées y débauchaient les permissionnaires et les hommes provenant des dépôts ; elles leur distribuaient des tracts clandestins en même temps qu'elles usaient de leur charme pour les inciter à abandonner leur drapeau. Beaucoup se laissaient faire ; ils trouvaient aux abords de la gare des magasins préparés à l'avance où ils échangeaient leurs vêtements militaires contre un costume civil. Chaque jour s'accroissait la foule des déserteurs qui pullulaient dans la capitale.

En réalité, par suite d'un défaut d'organisation, la surveillance n'existait pas. A la gare de l'Est, par exemple, trois autorités différentes se la partageaient. Sur la voie, c'était la direction de l'arrière ; dans l'intérieur, le gouverneur de Paris ; aux abords immédiats, la police municipale ! Les coupables avaient donc toute facilité pour échapper aux recherches.

Brouille avec Painlevé

Le général en chef mit immédiatement de l'ordre dans ses services ; il obtint facilement aussi du général Duport qu'une surveillance plus active fût exercée dans les dépôts et sur les voies ferrées de l'intérieur ; il trouva,



(Archives « L'Illustration ».)

UN PRISONNIER ALLEMAND A VERDUN.
« On les aura ! ».

par contre, du côté de M. Malvy une inertie absolue. Ce dernier affirmait que tout le mal venait du front ; d'après lui, l'intérieur était blanc comme neige ! Lui signalait-on la distribution de tracts dans les rues de Paris, il se déclarait aussitôt incapable de découvrir les imprimeries d'où ils sortaient ; se plaignait-on de la propagande féminine, il assurait avoir donné des ordres pour la faire cesser. En réalité, aucune mesure n'était prise.

L'action de M. Malvy ne s'exerçait pas seulement à l'intérieur, elle se faisait également sentir sur le front et s'employait à empêcher l'exécution des coupables. A son instigation, M. Paul Meunier parcourait les prisons des divisions ; il était autorisé à voir les accusés et les condamnés en tête à tête ; personne ne devait assister à leur entretien. Etant donné les faits que le procès de ce parlementaire a dévoilés, il n'est pas douteux qu'il les incitait au silence en échange d'une promesse de grâce.

Inconsciemment, M. Painlevé se faisait l'agent des défaitistes. En toute sincérité, il ne croyait pas à leur culpabilité et emboîtait le pas derrière eux. Chaque jour, il venait à Compiègne où il s'efforçait d'obtenir une diminution des rigueurs de la répression : il s'opposait au rétablissement des cours martiales, aux exécutions rapides et c'est seulement après des efforts inouïs que le général en chef put obtenir de lui, sinon en droit du moins en fait, la suppression du recours en grâce auprès du président de la République. Quand on lui parlait de la culpabilité de Malvy, de Bolo, d'Almereyda, il refusait absolument de l'admettre. Excédé, le général en chef voulait à tout instant rompre avec celui qui l'avait nommé et le général Debeney l'encourageait dans cette voie.

Ne partageant pas cette dernière manière de voir, je m'employais par tous les moyens possibles à maintenir sinon la bonne harmonie, du moins des relations acceptables entre les deux personnages. Chaque jour, je voyais Painlevé à Paris et parfois j'obtenais de lui en tête à tête les concessions qu'il avait refusées officiellement la veille. Malgré tout, la brouille allait en s'accentuant ; elle eût sans doute été complète sans le patriotisme du colonel Herscher qui, placé à son cabinet, travailla activement jusqu'à la fin de la crise à aplanir les difficultés. (...)

Mes difficultés avec le ministre de la Guerre, malgré l'amitié qu'il me témoignait, étaient pour ainsi dire journalières.

Caporetto

Le moment le plus pénible pour moi fut celui où M. Painlevé forma son ministère. Le général en chef était parti ce jour-là pour Belfort. Dans la soirée, un coup de téléphone du colonel Herscher m'apprit que le nouveau président du Conseil avait l'intention de créer des sous-secrétaires d'Etat aux Armées (un par groupe d'Armées). C'était tout simplement le rétablissement des commissaires aux Armées de la Révolution, avec cette aggravation qu'ils ne surveilleraient plus seulement le général en chef, mais aussi ses subordonnés. Ne pouvant communiquer avec le général Pétain, sentant qu'il était cependant nécessaire d'agir, j'étais dans le plus cruel embarras. Après quelques minutes de réflexion, je demandai par notre fil spécial la communication avec l'Elysée et je prévins le président de la République que le général en chef serait démissionnaire le lendemain si le nouveau ministère comprenait des sous-secrétaires d'Etat aux Armées. Il n'en comprit pas !

Quelques heures plus tard, le général rentrait tout guilleret à Compiègne, car il avait trouvé partout sur le front la confiance et la bonne humeur. Je lui racontai les événements, il m'approuva. J'ajoutai en manière de conclusion : « Au fond, il était très heureux pour vous que vous fussiez absent. De deux choses l'une : ou j'empêchais la création des sous-secrétaires d'Etat, et tout était pour le mieux, ou je ne réussissais pas, et vous n'aviez qu'à me désavouer si vous ne vouliez pas démissionner. »

Un beau soir, nous apprîmes le désastre de Caporetto et la fuite éperdue de l'armée italienne. Il fallait à tout prix soutenir nos alliés.

Un Conseil de guerre fut tenu le 28 octobre 1917 dans le bureau du général en chef. A cette réunion, prenaient part le président du Conseil, le général Foch, le général Debeney, Barescut et moi. On s'entendit assez facilement sur la question des effectifs à envoyer qui furent réduits à six divisions françaises et trois anglaises. L'eût-on voulu qu'on se fût trouvé dans l'impossibilité de faire un effort plus considérable. Le rendement du réseau ferré franco-italien était, en effet, des plus médiocres.

On décida aussi d'envoyer d'urgence un général français en Italie pour s'entendre avec le Commando suprême sur la participation des troupes alliées. Le général Pétain soutint énergiquement qu'il lui appartenait d'aller là-bas, de façon à régler les affaires au mieux de nos intérêts et à préparer le passage de l'Armée italienne sous son commandement. Foch entra à ce moment dans une violente colère. Il déclara que le général en chef voulait marcher sur ses brisées et sortit bruyamment de la salle. Je le suivis pour le calmer. Nous nous promenâmes sur la terrasse du palais ; à ma prière, il se décida à rentrer. Quelques instants plus tard, le général Pétain, toujours faible, avait cédé et le lendemain matin Foch partait pour l'Italie !

Sur cet épisode se termine dans le livre du général Serrigny la partie de son journal consacrée à la guerre 14-18.

1940-1944

PARIS, le 11 juin 1940. — Hier soir, à 18 heures, un coup de téléphone du maréchal Pétain me convoquait d'urgence à son bureau, boulevard des Invalides. Quand j'entrai chez le maréchal, je le trouvai calme, mais très soucieux. Son œil clignait, ce qui était chez lui le signe certain d'une vive émotion. Son premier mot fut pour me dire que la situation était désespérée. Il me conduisit devant une carte. « Où sont les réserves, lui demandai-je ? — Il n'y en a pas. — Combien de temps le front peut-il encore tenir ? — Trois jours environ, affirme Weygand, à condition de ne pas s'engager à fond. — Que comptez-vous faire dans ces conditions ? — Inciter le gouvernement à demander l'armistice ; nous avons demain soir Conseil des ministres ; j'en ferai la proposition. — C'est trop tard, il faut agir tout de suite pendant que la France possède encore une façade d'Armée et que l'Italie n'est pas encore entrée dans la lice, et employer pour la négociation l'intermédiaire d'un neutre. Roosevelt me semblerait tout indiqué, car il pourrait peser du poids de sa puissance sur Hitler. — Vous avez raison. Je vais voir Reynaud pour que la décision soit prise ce soir. »

Nous partîmes ensemble ; je le quittai à la porte du président du Conseil.

La semaine prochaine :

BORDEAUX ET VICHY

(1) La Providence, heureusement, veillait sur nous. Ludendorff, s'il faut en croire ses « Mémoires », n'aurait appris les événements qui se passaient chez nous que dans la troisième semaine de Juin, c'est-à-dire trop tard pour en profiter utilement.

U. R. S. S.

Mister Twister et Mister Nixon

« L'Amérique d'aujourd'hui n'est plus celle que vous croyez », dit M. Nixon à M. Kroutchev et aux foules soviétiques. « Et la Russie non plus ! », lui répond-on. Au milieu d'une kermesse, le dialogue sérieux s'engage impromptu.

MM. Kroutchev et Nixon au Kremlin.
« Il paraît que je ressemble à M. Gromyko ? — Au physique seulement ! ».
(A. P.)

« M*ISTER TWISTER, ancien ministre,*
« Mister Twister, millionnaire,
« Propriétaire d'usines,
« De bateaux et de journaux,
« Est venu un jour en U.R.S.S. »

Depuis trente ans, tous les écoliers soviétiques apprennent par cœur l'amusant et instructif récit de ce voyage, dû à la plume du poète Marchak. Ne voulant pas habiter le même hôtel qu'un homme de couleur, Mister Twister, avec sa femme, sa fille, son petit singe et douze laquais portant douze immenses valises, déambule toute la nuit à travers Léningrad.

« Si on ne peut pas trouver un hôtel, pourquoi n'achètes-tu pas une maison, papa ? », demande la petite fille.

« Ici, ce n'est pas Chicago, ma chérie », répond Mister Twister en soupirant.

Et la suite de ce long poème tend à démontrer que l'Amérique est riche, mais raciste, qu'elle a de tout, mais seulement pour une poignée de businessmen comme Mr. Twister et sa famille.

Une histoire périmée

Mister Nixon, ancien avocat de la Maison Billey, Knup et Nixon, ancien membre du Comité pour la lutte contre les activités anti-américaines, ancien sénateur et actuellement vice-président des Etats-Unis, est arrivé vendredi dernier avec sa femme et une suite de 36 personnes pour expliquer aux Soviétiques que l'histoire de Mister Twister est aussi périmée que la charrue de bois.

En plus de son talent d'avocat — vite reconnu par ses hôtes soviétiques — il dispose, pour convaincre les Russes, de l'exposition américaine organisée dans le parc de Sokolniki, presque au centre de Moscou. Là, dans cette « petite Amérique », sous une immense coupole dorée qui rappelle une écorce d'orange évidée, on a accumulé les accessoires les plus représentatifs de l' « American way of life » : bungalows ultra-modernes, réfrigérateurs, automobiles, postes de télévision, vêtements, etc. Des démonstrateurs et des guides — parmi lesquels plusieurs Noirs — sont là pour démontrer d'une façon irréfutable que tous ces joyaux de la vie quotidienne sont à la portée du citoyen moyen des U.S.A.

C'est la première fois dans l'histoire de l'U.R.S.S. qu'une telle exposition a lieu et c'est la première fois qu'un vice-président des Etats-Unis est autorisé à expliquer publiquement que *« ses compatriotes, les citoyens du plus grand pays capitaliste du monde, jouissent du plus haut niveau de vie qui ait jamais été atteint dans l'histoire de l'humanité »*. L'exposition du parc Sokolniki et les discours de M. Nixon constituent donc en eux-mêmes des événements sans précédent.

Mais si M. Kroutchev et ses amis ont accepté généreusement cet étalage de la richesse américaine au cœur même de leur capitale, ce n'est pas parce qu'ils pensaient l'heure venue d'expliquer aux Soviétiques que l'histoire de Mister Twister était périmée.

Loin de là. Ils avaient même une tout autre conception des expositions réciproques — soviétique à New York et américaine à Moscou — prévues par l'accord culturel signé avec les U.S.A. en 1958. Dans leur esprit, il devait s'agir uniquement de montrer les progrès industriels et agricoles de chaque pays et c'est pourquoi les pièces maîtresses de leur exposition à New York sont les maquettes de leurs spoutniks, de leur brise-glace atomique, des Tupolev et des autres merveilles de la technique russe.

L'autre moitié de l'écorce

Les Américains ont préféré insister sur le niveau de vie élevé de leur pays et sur l'égalité de plus en plus grande qui y règne. Est-ce pour convaincre les Soviétiques de la supériorité du capitalisme, comme la « Pravda » les en accuse ? Probablement pas. Simplement, c'est dans ce domaine qu'ils sont le plus fiers de leur réussite.

La presse soviétique aura du mal à démontrer qu'il eût fallu — comme le suggère la « Pravda » — « installer une autre écorce d'orange dorée pour y exposer les taudis et les bureaux de chômage réservés aux millions de citoyens de « deuxième catégorie » de la grande démocratie américaine ». Mais les inconvénients éventuels qui peuvent découler de la présentation des richesses américaines aux citoyens soviétiques sont contre-balancés par les avantages de la visite de M. Nixon, premier grand dirigeant des Etats-Unis à venir en U.R.S.S. depuis la deuxième guerre mondiale.

Depuis qu'il est au pouvoir, M. Kroutchev ne cesse d'affirmer son désir de s'entendre avec les autres Grands. Mais quand il parle de la conférence au sommet, du règlement des problèmes litigieux et des accords qui assureront la paix pour des générations, il pense avant tout à une idée précise : aboutir à une entente russo-américaine.

La reconversion de Mister Nixon

Il y a quelques années, cet objectif paraissait absolument fantaisiste : les Etats-Unis étaient à la tête de la lutte sans merci contre le communisme soviétique et se donnaient pour but *« la libération des peuples qui ont succombé à son emprise à l'issue de la deuxième guerre mondiale »*.

Mais depuis un certain temps, le vent a tourné en Amérique. Dix mille touristes ont précédé cette année M. Nixon. Des centaines de milliers d'Américains ont applaudi les ballets soviétiques aux U.S.A. et des millions de téléspectateurs américains ont pu se rendre compte, lors de la tournée de M. Mikoyan, *« que ces bolcheviks n'ont pas toujours le couteau entre les dents »*.

Les Anglais ont aussitôt compris que si les puissances européennes ne poussaient pas à la conférence au sommet entre les quatre Grands, il y aurait une conférence à deux, à Moscou ou à Washington, et qu'il ne resterait aux Européens qu'à en attendre les résultats dans les couloirs. Ils n'ont pas eu tort, si l'on en juge par le déroulement de cette répétition générale avant le sommet russo-américain que constitue en fait la visite de M. Nixon en U.R.S.S.

M. Nixon est jeune. Il a 46 ans et beaucoup d'ambition pour l'avenir. Il a l'habitude de représenter son pays à l'étranger et a parcouru récemment l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique pour y porter des messages du Président Eisenhower. Il a montré au cours de ses voyages beaucoup d'habileté, même quand l'accueil qui lui était réservé était particulièrement peu chaleureux, comme en Amérique latine.

Grand spécialiste des « public-relations », il est aussi très sensible aux moindres évolutions de l'opinion publique de son propre pays. Il a fait de la surenchère au maccarthysme, quand le vent soufflait dans cette direction, il a été aussi anti-chinois que le sénateur Knowland du « China lobby », quand l'opinion américaine était encore sous le coup de la victoire de Mao Tsé-Toung, et il n'a pas hésité à consacrer ces derniers temps ses loisirs à de longues séances d'initiation à la langue et aux coutumes russes pour être prêt à sa tournée actuelle. Sa reconversion est plus révélatrice de l'état d'esprit des Américains à l'égard des Russes, que le plus précis des sondages d'opinion.

« Vous ne m'épatez pas ! »

Les leçons prodiguées à M. Nixon par les experts soviétiques du Département d'Etat et des Universités américaines n'ont pas été vaines. Dès son débarquement sur l'aérodrome de Vnoukovo, le vice-président a montré qu'il était aussi à l'aise dans le pays de la révolution communiste que parmi ses électeurs californiens. (Il compte d'ailleurs que ces derniers n'ignoreront rien de ses brillantes performances en U.R.S.S.)

Aussi, arborant un large sourire, s'exclamant en russe *« mir i droujba »* (paix et amitié), il se fraya un chemin à travers les gardes du corps américains et soviétiques pour serrer la main des hommes de la rue, tapoter la joue d'un petit garçon (qu'il a malencontreusement soupçonné d'être un vendeur de journaux, chose qui n'existe pas en U.R.S.S.) et distribuer à tout le monde l'assurance des bonnes intentions américaines.

La tâche était relativement facile au début, mais dès le lendemain, un contradicteur de taille attendait le visiteur d'outre-Atlantique. M. Kroutchev ne se laissa pas impressionner par les cuisines automatiques de l'exposition américaine, ni amadouer par de bonnes paroles. Un débat contradictoire serré a donc suivi la rencontre des deux hommes d'Etat, à la grande joie des centaines de journalistes du monde entier et des ouvriers russes et américains qui mettaient la dernière main aux installations de l'exposition.

« Vous voulez m'épater avec votre maison prétendument typique et votre cuisine ultra - moderne ? déclara M. Kroutchev. *Mais nous en avons d'aussi bonnes et la seule différence est que pour les obtenir, nos citoyens*

→

→

vont les réclamer dans leur soviet-local, tandis que chez vous, il faut avoir des dollars, et même beaucoup de dollars, pour les acquérir. »

« *Vous vous nourrissez encore de la littérature du XIXe ou du début du XXe siècle,* lui répondit M. Nixon, *et vous ignorez que l'Amérique est déjà très proche de la première société sans classe de l'histoire.* »

La température de l'eau

« *C'est vous qui vous nourrissez d'une littérature de propagande au sujet de notre société,* s'indigna M. Kroutchev à son tour. *Je vais vous raconter une histoire orientale. Il y avait une fois un mollah* (1) *qui marchait sur la route et à qui l'on demanda où il allait : « Je vais, dit-il, sur cette haute montagne parce qu'on y distribue gratuitement du riz. » Une foule se précipita aussitôt vers la montagne et le mollah, oubliant qu'il avait inventé de toutes pièces cette histoire de riz gratuit, se mit à la suivre. Avec vous c'est la même chose, vous avez créé un tableau fantaisiste de la vie de l'homme soviétique et vous avez fini par croire à votre propre légende.* »

Après cette entrée en matière que les correspondants de presse ont décrite comme « violente » et que les principaux intéressés ont qualifiée le lendemain d' « amicale », les allusions à la politique internationale ont commencé de part et d'autre.

M. Kroutchev a démontré une fois de plus qu'il savait utiliser à fond tous les atouts psychologiques que la Providence lui a mis entre les mains. Pour le plus grand embarras de son interlocuteur, il est revenu systématiquement sur la « *semaine de prière pour les peuples captifs de l'Europe de l'Est* », décidée par le Sénat américain à la veille du départ de M. Nixon. M. Kroutchev, qui ne croit pas à l'efficacité des prières, ne s'inquiète guère de cette manifestation symbolique décidée à l'insu du vice-président des U.S.A. Mais quel meilleur argument pouvait-il trouver pour démontrer le divorce entre les paroles amicales de M. Nixon et les actes de son gouvernement ?

« *Ces ouvriers ont-ils l'air d'esclaves ?* », demandait M. Kroutchev à son hôte pendant la visite de l'exposition. « *Ces baigneurs vous paraissent-ils captifs ?* », enchaînait-il le lendemain au cours d'une promenade en bateau sur la Moskova. M. Nixon était obligé d'éluder ces questions et s'intéressait surtout à la température de l'eau dans le fleuve.

Les vrais problèmes

Mais il s'agissait là d'un duel sans importance, destiné seulement à amuser la galerie. M. Kroutchev ne se servait de son avantage tactique que pour mieux aborder les problèmes qui lui tiennent véritablement à cœur. Ainsi, dès les premiers échanges sérieux avec M. Nixon, il est apparu que les deux points qui préoccupaient le plus le leader soviétique étaient l'embargo du State Department sur le commerce avec l'U.R.S.S. et l'existence de bases américaines à l'étranger. M. Kroutchev n'a pas parlé de la conférence de Genève, celle-ci ne constituant visiblement pour lui qu'un moyen éventuel de régler ces deux questions principales et non un but en soi.

Il a insisté dès le premier jour, dans son discours au parc de Sokolniki, sur le problème des échanges commerciaux entre les deux pays.

« *Si j'aborde cette question à une heure aussi solennelle, c'est que je crois que le commerce facilite les rapports entre les nations. Un accroissement des échanges serait favorable à l'U.R.S.S. et aux Etats-Unis et c'est alors qu'il serait raisonnable d'organiser plus souvent des expositions comme celle-ci. Mais il ne sert à rien d'exposer ses produits industriels dans un autre pays si celui-ci ne peut les acheter. C'est comme si l'on conduisait un homme que les médecins viennent de mettre à la diète dans un bon restaurant pour lui faire respirer l'odeur de plats succulents.* »

Le discours de M. Nixon, préparé de longue date et abordant courageusement des problèmes délicats de la vie américaine comme le chômage et la discrimination raciale, ne répondait pas à la question commercialo-culinaire de M. Kroutchev.

Mais nul doute que le lendemain, au cours d'un dîner de six heures à la datcha du président du Conseil

(Keystone.)

L'INAUGURATION DE L'EXPOSITION AMÉRICAINE (*).
« *Takoi molodoi chelovek !* » (1).

de l'U.R.S.S., la question ne soit revenue sur le tapis. Les Russes veulent l'abolition totale de l'embargo sur les échanges russo-américains et, en fait, le « big business » des U.S.A. ne serait sans doute pas hostile à une telle mesure. Des milliardaires, comme M. Eton (qui fait une croisade sur ce thème à l'intérieur des U.S.A.) ne sont pas des « fellow travellers » soviétiques du genre du doyen de Canterbury. Ils ont de l'influence et ils savent ce qu'ils veulent. Mais le Département d'Etat ne veut pas donner satisfaction aux Russes sans contrepartie. Il entend « vendre » son « embargo » et non pas en faire cadeau. M. Nixon avait pour tâche de sonder les Soviétiques, afin de voir quel prix ils sont prêts à offrir.

Le problème des bases militaires américaines est plus difficile et M. Kroutchev contribue involontairement à sa complexité. Il ne fait pratiquement aucun discours sans y souligner que l'U.R.S.S. possède des fusées intercontinentales et qu'elle est en avance sur l'Amérique dans ce domaine. Dès lors, quand au cours d'escarmouches verbales dans la cuisine modèle de l'exposition américaine, il s'exclame : « *Nous avons liquidé nos bases à l'étranger. Pourquoi n'en faites-vous pas autant ?* », la seule réponse sincère que M. Nixon pourrait lui faire serait : « *Vous n'en avez pas besoin, puisque vous pouvez atteindre n'importe quelle ville américaine à partir de votre territoire, tandis que nous, nous avons besoin de rampes de lancement en Angleterre ou en Turquie pour vous riposter.* »

Mais ne voulant pas admettre l'infériorité de son pays — ou refusant de divulguer des « secrets défensifs » — le vice-président des U.S.A. a simplement enchaîné sur une autre question : « *Il paraît que je ressemble à M. Gromyko.* » — « *Oui, mais au physique seulement* », lui répondit M. Kroutchev (et on ne sait pas encore si c'était un compliment ou une manifestation de mauvaise humeur).

Un effet miraculeux

Mis indirectement sur la sellette, M. Gromyko sera le premier bénéficiaire des échanges publics et privés entre son président du Conseil et M. Nixon. A Genève, où les représentants des Quatre, bien que « *payés pour faire un travail utile* », selon la formule de M. Kroutchev), étaient à la veille de la rupture, le vent frais de Moscou a ramené un optimisme inespéré.

Là, où jusqu'à samedi dernier, existaient des objections de principe (les Américains refusant d'admettre la thèse britannique sur la conférence « inconditionnelle »), depuis dimanche matin on ne voit plus que des difficultés techniques (comment rédiger les communiqués permettant à tout le monde de sauver la face et de se mettre d'accord sur la date convenable pour la rencontre des quatre Grands). Les échanges Nixon-Kroutchev ont eu un effet évident sur le comportement de M. Gromyko et de ses collègues occidentaux.

Les deux hommes d'Etat se sont-ils fait des concessions importantes au cours de leur dîner campagnard ? M. Nixon a-t-il envoyé un rapport optimiste à Washington ? Le Président Eisenhower a-t-il été ému par les expressions d'amitié que M. Kroutchev lui a prodiguées lors de l'ouverture de l'exposition de Sokolniki ?

Ces questions restent posées. Les observateurs américains estiment en tout cas que la nouvelle rencontre Kroutchev-Nixon, qui aura lieu au cours du week-end prochain, ne sera plus purement informative, le vice-président des U.S.A. ayant reçu entre temps des instructions précises et les réponses de son gouvernement sur les questions déjà soulevées.

« Quel gaillard ! »

Mais il est probable que même en dehors de cette diplomatie secrète qui suit son cours entre Washington et Moscou, l'effet même des escarmouches amicales entre les leaders des deux plus grandes puissances du monde a contribué au dégel des opinions américaine et russe. M. Nixon s'est déjà taillé la réputation d'un homme agréable, franc et sympathique auprès des Russes. A Leningrad, il a été attendu à l'aérodrome par une foule qui l'applaudissait bien plus qu'à son arrivée à Moscou.

Cette fois, ce n'est plus le vice-président qui avait à se frayer un chemin pour serrer les mains de simples gens ; c'étaient eux qui bousculaient ses gardes du corps pour pouvoir l'approcher. Et, d'après les correspondants américains, on pouvait entendre dans la foule des cris d'admiration : « *Takoi molodoi chelovek !* » (ce qu'il est jeune), ou bien : « *Molodets !* » (quel gaillard !). Le soir, à l'Opéra de Leningrad, les projecteurs ont soudain éclairé la loge de M. Nixon et la salle, debout, lui a fait une ovation comme s'il était un membre du bureau politique du P.C. de l'U.R.S.S. en personne.

En Amérique, l'accueil chaleureux réservé par les Russes à M. Nixon sert à la fois la popularité de l'U.R.S.S. et celle du vice-président des U.S.A. Selon M. Alistair Cooke, correspondant du « Manchester Guardian », la cote de M. Nixon a monté en flèche après son duel oratoire avec M. K. Les sondages de l'opinion publique indiquent que ses chances d'être désigné comme candidat républicain aux élections présidentielles de 1960 ont augmenté d'une façon très sensible. N'est-ce pas un encouragement pour ses concurrents à suivre son exemple et à chercher des succès auprès des électeurs américains à travers les périples en U.R.S.S. ? Et peut-on s'étonner qu'une telle surenchère pousse l'opinion et les dirigeants des Etats-Unis vers une entente avec les Russes ?

Il existe toutefois des sceptiques. **Un ouvrier soviétique qui écoutait avec plaisir les paroles d'amitié de M. Nixon lui a demandé aussitôt s'il avait l'intention de les répéter à Washington après son retour. En Amérique également, certains soulignent que M. Nixon n'a pas le pouvoir d'engager les Etats-Unis dans une politique précise et qu'il n'est pas à une volte-face politique près. Selon eux, seule la rencontre Eisenhower-Kroutchev compterait. On parle, d'ailleurs, d'une visite du premier ministre soviétique en Amérique avant la fin de l'année.**

A deux ou à quatre?

Certes, personne, en dehors du président Eisenhower, ne peut sceller d'une façon définitive un accord — même préalable — russo-américain. Mais les experts du Foreign Office estiment que les Russes ont eu de la chance de recevoir précisément M. Nixon et non pas le Président Eisenhower. Pourquoi ?

Parce que M. Eisenhower n'a plus qu'un an à rester au pouvoir. Sa vie publique appartient déjà à l'Histoire et ce n'est pas dans les derniers mois de sa carrière qu'un homme peut changer ses conceptions, son attitude vis-à-vis de l'Est et de la collaboration internationale. Moins rigide que le chancelier Adenauer, M. Eisenhower appartient presque à la même génération et il a trop longtemps mené la même bataille. Il se laisse convaincre et influencer plus facilement que le chancelier allemand, mais il n'a pas la souplesse et l'audace nécessaires pour engager une politique radicalement nouvelle.

M. Nixon au contraire est jeune, ambitieux, « efficient » et ne regarde que vers l'avenir. Si l'amélioration des rapports avec l'U.R.S.S. lui paraît « payante » pour son pays (et pour sa nomination à la plus haute magistrature des U.S.A.), il sera prêt à faire beaucoup de chemin pour s'entendre avec M. Kroutchev et il entraînera l'opinion américaine avec lui.

Aussi, s'il est vrai que les deux jours passés par MM. Nixon et Kroutchev ensemble ne constituent pas encore une conférence au sommet russo-américaine, s'il est probable que la rencontre du week-end prochain n'aboutira à aucun accord précis, il est non moins certain qu'à aucun moment, depuis la guerre, la perspective d'une entente entre les deux géants atomiques n'a été plus proche. C'est pour cette raison que les Anglais, qui ne veulent pas rester « sur la touche », font tout pour obtenir une conférence des quatre Grands le plus rapidement possible.

K.S. KAROL.

(1) Prêtre musulman.

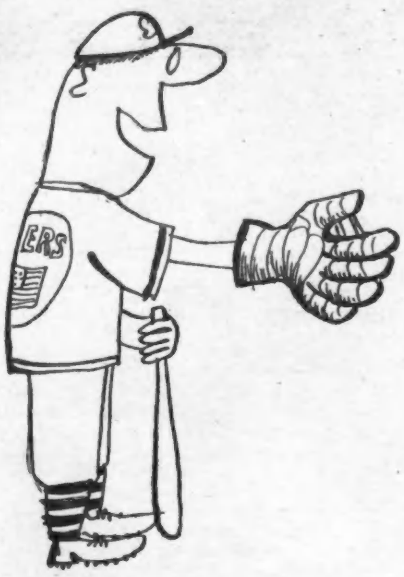
(*) A la tribune, M. Nixon. A sa gauche, assis au premier rang : M. Kroutchev, Mme Nixon, M. Frol Koslov.

(1) « Ce qu'il est jeune ! ».

LES AMÉRICAINS EN RUSSIE

vus par SINÉ

Quinze mille Américains ont précédé, ou vont suivre, en U. R. S. S. leur vice-président M. Richard Nixon. Siné, poursuivant sa série de Siné-reportages, vous montre ici quelques incidences prévisibles de ce phénomène touristique.



TRICOTAGE MÉCANIQUE DE BELFORT
S. A au capital de 275.000.000 de francs
Achtnich & Cie
6, rue du Rhône, BELFORT
(Territoire de Belfort)

SOUS-VÊTEMENTS POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS
Marques déposées :
« SAWACO »
« SUBLIMAIL »
« SVELTA »
« LES TROIS CIGOGNES »

Vient de paraître...
JULLIARD

Solange FASQUELLE
MALCONDUIT
ROMAN

Que deviennent les aristocrates privés de ressources par leur paresse, leur négligence et le temps, lorsqu'ils vivent en province dans un château délabré ? Ils se replient sur eux-mêmes vivant de souvenirs ou bien ils tentent de sortir de leur torpeur, de rétablir un contact avec l'extérieur. C'est alors que se déchaînent des sentiments dont ils ne soupçonnaient pas la violence : l'espoir, l'amour, la jalousie...

Jacqueline HARPMAN
BRÈVE ARCADIE

C'est simplement l'histoire d'une jeune femme déchirée entre l'amour passion qu'elle découvre et l'amitié qu'elle porte à son mari de vingt-cinq ans son aîné, faite de tendresse et d'estime. Ce récit, qui vient de paraître en librairie, est conduit avec une telle habileté, une telle faculté d'analyse, que l'élégance, l'harmonie, la qualité des pensées et des réactions des héros nous font penser à « La Princesse de Clèves » ou aux « Liaisons Dangereuses ». Il est peut-être risqué d'accabler un auteur sous de pareils compliments mais c'est un risque délibéré : il est rare de trouver dans un premier roman une telle maîtrise.

JULLIARD

crime-club
PIERRE FORQUIN
L'HOMME AUX PETITS CIGARES
denoël 1 vol. 250 frs

crime-club
BOILEAU-NARCEJAC
LES DIABOLIQUES
denoël 1 vol. 250 frs

le CONTRAT SOCIAL
Revue bimestrielle
165, rue de l'Université, Paris-7e
AU SOMMAIRE DU NUMERO DE JUILLET

Michel COLLINET :	La notion de prolétariat
B. SOUVARINE :	« L'affaire Toukhatchevski »
Paul BARTON :	Despotisme et totalitarisme
Yves LEVY :	Les partis et la démocratie
Shirley WILLIAMS :	L'économie de l'Afrique
Aimé PATRI :	Sur « deux Concepts de la liberté »

L'expérience communiste

ABONNEMENT ANNUEL (6 numéros)
France et Communauté .... 1.000 francs
Etranger .... 1.200 francs
Le numéro : 200 francs

crime-club
BOILEAU-NARCEJAC
LE MAUVAIS ŒIL
denoël 1 vol. 250 frs

HOMMES

● *Celui qui mit en question deux millénaires de civilisation chrétienne savait faire rire les vieilles dames.*

Nietzsche devant ses contemporains

Textes recueillis et publiés par Geneviève Bianquis. (Ed. du Rocher, 240 pages, 1.100 francs).

Au nom de Nietzsche sont attachées les notions de volonté de puissance, de nihilisme, de retour éternel, de surhumanité, c'est Nietzsche qui a proféré le cri qui, depuis cinquante ans, inquiète la conscience moderne (1) : « Dieu est mort ! » ; sa critique radicale, son exigence de dépassement sont devenues des dimensions de la culture occidentale.

Les témoignages recueillis par Geneviève Bianquis sur la vie de Nietzsche, propos authentiques de parents, d'intimes, d'amis, font apparaître un abîme entre la modestie de son existence et la grandeur de ses idées; celui qui mit en question deux mille ans de civilisation chrétienne fut un brillant professeur de philologie, puis un voyageur solitaire et peu fortuné quêtant le repos de l'âme et du corps en Suisse, sur la Riviéra ou en Haute-Engadine ; cet esprit subversif, chez qui certains voient un précurseur des totalitarismes du XXe siècle, était un voisin charmant et recherché des tables d'hôtes, un ami des enfants, il ménageait les vieilles dames et, même, savait les faire rire ! Bref, Nietzsche est le centre tragique de toutes les contradictions : à propos de son œuvre, entre sa vie et son œuvre.

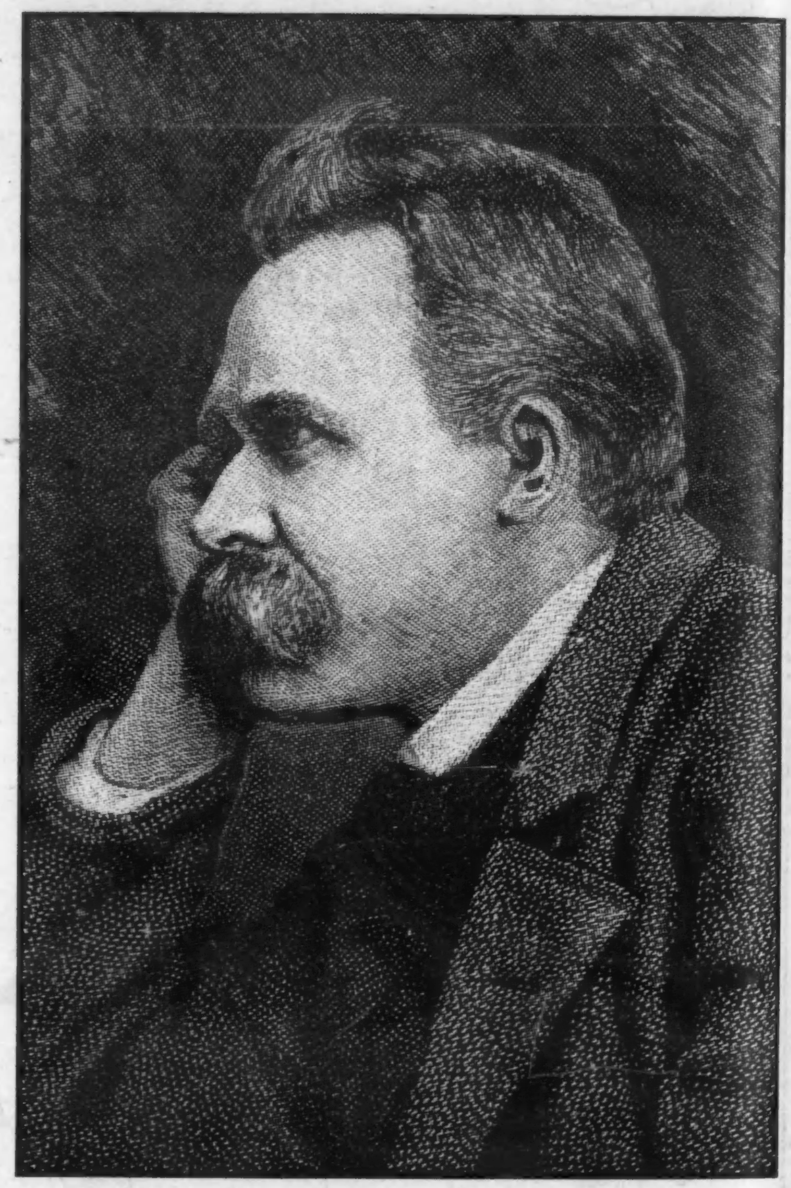
Une ingénuité grandiose

Cet homme avançait-il masqué ? Qui était-il ? Ni Zarathoustra sans doute, ni le *piccolo santo* que louaient les braves gens de Gênes, ni un docteur en philologie exalté d'orgueil, ni simplement un fou. Comme Socrate, comme Descartes, le poète-philosophe, jusqu'à un certain point, reste une énigme. Parcourons du moins quelques moments de sa vie apparente avec ceux qui l'ont approché.

Sa vie couvre à peu près la deuxième moitié du XIXe siècle (1844-1900). Sa sœur, Elisabeth Förster-Nietzsche, qui tenta, par tous les moyens, d'en faire un génie « acceptable », le présente comme un enfant très pieux, « grave et réfléchi, aux manières étranges et polies », qui « savait réciter des passages de la Bible et des strophes de cantiques avec tant d'expression qu'on en avait les larmes aux yeux » ; à douze ans, c'est « un fils tendre et obéissant, respectueux de la vieillesse, et le meilleur ami de sa petite sœur ».

Un de ses condisciples à l'école secondaire de Pforta, Paul Deussen, constate la supériorité intellectuelle de Nietzsche sur ses camarades, est attiré « par l'aisance et la dignité de ses manières » ; le jeune Nietzsche, alors, se distingue en allemand, il écrit des vers, est très faible en mathématiques mais improvise magistralement au piano, c'est un élève extrêmement doué, de caractère taciturne, et physiquement peu vigoureux. En 1864, étudiant à Bonn, Nietzsche se passionne pour Schopenhauer qu'il reniera bientôt — son autre passion sera Wagner, qu'il reniera aussi. N'est-ce pas aussi l'époque de l'accident fatal survenu dans « une maison mal famée », comme dit Deussen, où Nietzsche contracta l'infection dont il a souffert toute sa vie ? Le philosophe lui-même, plus tard, data de cette époque le mal qui devait détruire son esprit. De 1869 à 1879, professeur de grec à l'Université et au lycée de Bâle, Nietzsche « *fait l'impression*, note Mme Overbeck, *d'un homme très renfermé, un peu souffrant. Il évitait plutôt les rencontres et les conversations, mais quand on réussissait à l'approcher, on était frappé de sa cordialité, de son sérieux et de l'attention qu'il semblait prêter à son interlocuteur* ». Il devait être un professeur remarquable quoique sa pédagogie ne fût guère orthodoxe. « *Quand il enseignait le grec*, écrit Carl Burckhardt, *il semblait marcher sur les vagues étincelantes de la mer et supposer que ses élèves pourraient l'y suivre* ». Nietzsche, à cette époque, s'occupait du problème d'un renouvellement de la morale et lisait les rationalistes français qu'il aimait : La Rochefoucauld, Vauvenargues, Fontenelle... Mme Overbeck note que, dans la conversation, « *il parlait rarement d'art plastique ; architecture, peinture, sculpture, ce sont des choses qui existaient à peine pour lui. Son monde, c'était la musique et le langage.* »

(1) *Cf.* le récent et excellent n° 15 d' « Arguments » : « Nietzsche et la crise du monde moderne ».



FRIEDRICH NIETZSCHE.
Un fils tendre et obéissant.

Mais, dès 1875, de fréquents congés interrompent ses cours à Bâle, jusqu'en 1879 où il obtient de l'Université un congé définitif. La donna Malwina von Meysenburg qui l'a accueilli à Sorrente (1877), écrit pourtant : « *Que Nietzsche était doux alors, qu'il était encore conciliant, combien sa nature bienveillante faisait encore équilibre à son intelligence dissolvante !* ».

Doux et dissolvant

A partir de 1879 commencent les années d'errance en Italie, en Suisse, et dans le Midi de la France. On ne compte pas moins d'une soixantaine de résidences en dix ans, mais c'est aussi pendant ce temps que naissent les grandes œuvres. Hôte de passage des pensions, Nietzsche, en dépit de l'urbanité de sa conduite, du jeu mondain auquel il consent parfois, est plus solitaire que jamais, retranché d'autrui, terrassé peut-être par les idées les plus dures qu'il ait osé exprimer. Lou Salomé, une des rares femmes très intelligentes qu'il rencontra, et qu'à sa manière il aima, dit que « *toute son attitude était silence et réserve... Le plaisir qu'il prenait aux relations humaines venait de ce qu'elles étaient pour lui une sorte de travesti... un masque qui lui servait à dissimuler une vie intérieure qu'il s'efforçait de ne jamais laisser transparaître.* »

C'est à Turin, en janvier 1889, que survient la catastrophe. L'ami fidèle Overbeck, immédiatement, vient secourir son ami (ses lettres de cette époque à Peter Gast sont des témoignages de premier ordre). Les procès-verbaux d'admission à l'hôpital de Turin, puis de Bâle, diagnostiquent : « Ramollissement cérébral, paralysie progressive ». Nietzsche crie et chante, il se prend pour le Roi, pour Dionysos, il ne cesse de manger, de demander des femmes ; sa personnalité est complètement détruite. En 1890, libéré de la clinique psychiatrique d'Iéna, Nietzsche est soigné par sa mère : « *Il a bonne mine, son regard a repris sa bonne impression, mais c'est surtout sa mémoire qui est atteinte ; il ne se souvient pas de la catastrophe ni de ce qui a suivi, ni de ce qui lui arrive tous les jours, alors que tout ce qui a précédé subsiste presque intact dans sa chère tête* ». Mais Overbeck, en 1895, remarque : « *Quelle effroyable transformation s'était produite chez lui depuis 1890... Il me faisait l'impression d'un noble animal frappé à mort qui s'est retiré à l'écart pour y mourir... Je doute qu'il ait encore l'usage de la parole* ». Il meurt à Weimar le 24 août 1900.

Ces dix années de folie ne doivent pas rassurer ceux que la pensée de Nietzsche scandalise et qui, trop aisément, feraient de son œuvre un reflet de son aliénation ; de même que la démence de Hölderlin, les égarements de Van Gogh n'expliquent pas leur génie, ici ce n'est pas la folie qui est cause, c'est la pensée qui succombe au sommet de sa puissance créatrice. « *Quel argument*, demandait excellemment Overbeck, *peut-on tirer de sa folie, contre un homme qui, proche de sa fin, disait « qu'il n'avait guère « fait autre chose que de reprendre « ses esprits » ? En tout état de cause, l'impression si forte que fait sur beaucoup de gens la folie de Nietzsche devrait au moins tenir compte de la grandiose ingénuité avec laquelle il a manié et utilisé ses aventures de penseur.* »

JACQUES HOWLETT.

CORRESPONDANCE

● Un poète de la Belle Epoque

Lettres de P.-J. Toulet et d'Emile Henriot

Ed. Mercure de France, 152 pages, 1.200 francs.

Le séjour de P.-J. Toulet à Alger

par Henri Martineau. Ed. Le Divan. 90 pages, 750 francs.

« VOICI l'heure du soir qu'aima P.-J. Toulet », dit Georges Bernanos à la première ligne de « Sous le soleil de Satan », et son nom inscrit ainsi en tête du roman le plus étranger à sa sensibilité et à son intelligence, est peut-être pour cet écrivain qui est au creux de la vague, sa meilleure chance de survivre pour ceux de la nouvelle. Et c'est injuste, parce que Toulet est mieux que le témoin d'une époque passée, il est le représentant d'une forme de sensibilité qui ne passera pas.

Opium et jolies filles

C'est l'homme de Paris 1900. Il a vécu la Belle Epoque avec délices ; il écrivait des chroniques pour « La Vie parisienne » et pour les petits journaux, il faisait le nègre pour Willy et pour Curnonsky, il publiait lui-même quelques ouvrages légers dont le plus goûté reste « Mon amie Nane ». Il aimait ses amis, un peu l'opium, beaucoup les jolies filles. Il aimait l'heure du soir, comme dit Bernanos : c'était souvent l'heure de son lever. Il tenait ses assises au bar de la Paix, près de l'Opéra, et tout son malheur vient peut-être de s'être trompé de café : à Montmartre, on lui eût parlé de la nouvelle peinture, à Saint-Germain-des-Prés de la nouvelle littérature : celle de Péguy ou celle de la N.R.F. naissante. Quand ce dandy 1900 sentit que le monde allait lui manquer, il se tourna vers le mur, il alla traîner les dernières années de sa vie dans son Sud-Ouest et il mourut en 1920.

Mais ce nonchalant épris de perfection avait tiré le suc de sa vie, et deux ouvrages (posthumes parce qu'il n'en était jamais satisfait) vinrent assurer sa gloire : « Les Contrerimes », un livre de poèmes, et « L'Almanach des Trois Impostures », un livre de maximes. Des joies et des amertumes d'une vie heureuse, il compose avec une ironie souveraine un « coquetèle » dont la formule s'est perdue. Dandy jusqu'à la moelle, il cultive les formes les plus raffinées du vers et de la prose, comme s'il ne pouvait laisser échapper qu'à regret un battement de cœur. Ainsi le nom de cet écrivain mineur a des chances de rester tant que le mot pudeur gardera un sens. C'est ce qui lui donnait le droit, dans un compte rendu d'un des premiers romans de Jean Giraudoux, de regretter de n'y pas entendre « une plainte si amère, et si profonde, si pleine semble-t-il de toute l'angoisse des pauvres hommes, qu'elle arrête le sourire ». C'est peut-être ce qui avait fait retenir son nom per Bernanos. C'est ce qui lui fait aujourd'hui encore des amis plus que des lecteurs.

Je suis dragon

Et c'est l'amitié de Toulet qui fait le prix de ces deux petits livres : Henri Martineau, le grand stendhalien mort l'an dernier, avait entrepris une biographie de Toulet sous forme de plaquettes d'une centaine de pages. Celle-ci est la cinquième (d'autres suivront grâce à Mme Cahen, la fille de Martineau) et nous montre Toulet revenant de l'île Maurice à Alger en 1888 (il avait vingt ans et flirtait avec une jeune comédienne : « *Ce qu'elle faisait le mieux, c'était l'Amour* », *dans « Orphée aux enfers* ») et y vivant en étudiant nonchalant et en journaliste amateur comme il s'apprêtait à vivre toute sa vie.

La correspondance avec Emile Henriot, soigneusement éditée par M. Emile Henriot lui-même (bien que les lettres V et VI me paraissent manifestement interverties) nous fait voir Toulet à l'autre bout de sa courte vie, quand il a quitté Paris et cherche avidement dans la correspondance des bouffées d'air parisien. Et on y jouit en plus d'un portrait savoureux d'Emile Henriot par lui-même (« Savez-vous ce que je fais à Niort ? Eh bien ! j'y suis dragon, engagé volontaire et fort heureux, sauf les fesses », 21 février 1915). Bref, c'est un ouvrage où la petite histoire littéraire prend le charme de la conversation.

R. K.

L'esprit de P.-J. Toulet

● Est-il vrai que les femmes détestent l'ironie ? Et si elles savaient que c'est une forme de la sensibilité ?

● La chair aussi a sa vertu, qui est d'être belle.

● La jalousie est une preuve de cœur, comme la goutte de jambes.

● Etre méchant, c'est se venger d'avance.

● Une femme peut fort bien se déshabiller devant son amant. Mais c'est devant son ami seul qu'elle s'habille.

● On dirait que la douleur donne à certaines âmes une espèce de conscience. C'est comme aux huîtres le citron.

● L'amour est comme ces hôtels meublés dont tout le luxe est au vestibule.

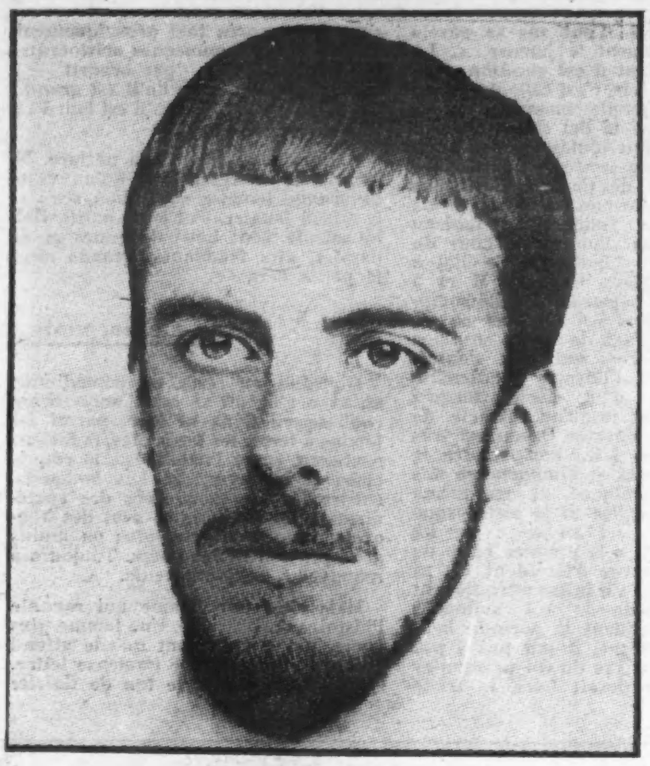
● « Si vivre est un devoir, quand je [l'aurai bâclé,
« Que mon linceul au moins me serve [de mystère.
« Il faut savoir mourir, Faustine, et puis [se taire :
« Mourir comme Gilbert en avalant [sa clé. »

● On raconte que Dieu a créé l'homme à son image. Il nous a donné là une faible idée de ses charmes. Toutes fois que je rencontre N.... qui est bas de ventre, court-jambé, avec une tête piriforme et des aubergines pour mains, j'ai envie de lui dire : Est-ce que vous n'avez pas honte de représenter la divinité de cette façon-là ?

● Les amis sont des gens devant qui on se tient mal en disant : « Il n'y a personne ».

● Toute femme vient au monde fille par définition. Il en est qui s'en tiennent là.

● Celles qui sont nées près de notre cœur, c'est comme les beaux livres ; et d'abord, on n'y entend goutte. Mais qu'il est doux, plus tard, de les rouvrir.



P.-J. TOULET... Dandy jusqu'à la moelle.

...ET UN DE SES OUVRAGES.*

ÉCONOMIE

● Petite Europe ou économie planétaire ?

Prospérité pour tous

par Ludwig Erhard. Ed. Plon, 102 pages, 690 francs.

La coexistence pacifique

par F. Perroux. Ed. Presses Universitaires de France. 3 volumes, 666 pages, 2.600 francs.

LES stars et les boxeurs qui écrivent leurs mémoires recourent aux bons offices d'un homme de métier qui tient la plume à leur place. Nul, certainement, n'a *rewrité* le livre du docteur Erhard qui vient d'être (assez mal) traduit en français ; c'eût été pourtant lui rendre service, car on peut être un grand ministre de l'Economie nationale et un piètre écrivain et « Prospérité pour tous » sert finalement bien mal le libéralisme économique qu'il prétend défendre et illustrer. Il faut aussi prendre garde que le texte allemand a subi de nombreuses coupures (l'édition allemande parue en 1957 comptait 382 pages, contre 170 pour l'adaptation française), sans que le lecteur soit prévenu de cette « jivarisation ».

Le lecteur moyen aura du mal à se retrouver dans ces propos à bâtons rompus où on lui apprend qu'en 1948 un choix décisif a été effectué, *pour* la santé monétaire et la liberté économique, *contre* la pernicieuse planification ; que malgré le scepticisme des syndicats et l'opposition socialiste, la pente de la facilité a été vigoureusement remontée pour le plus grand bénéfice du consommateur. Qu'eût-il fallu de plus ? La prise en considération du rôle joué dans le redressement allemand par toute une série de facteurs : la réforme monétaire de juin 1948, qui a amputé de 90 % les disponibilités monétaires existantes ; la faible part des dépenses militaires dans le revenu national (4 % en 1957, contre 9 % en France et en Angleterre) ; l'aide américaine (3.330 millions de dollars reçus au 30 septembre 1951, alors que le texte français, tronqué, ne cite que 1.500 millions pour la période 1948-1954), et enfin l'accroissement considérable de la population active (près de 6 millions de salariés entre 1948 et 1957) causé par un afflux incessant de réfugiés, qui a écarté tout risque de pénurie de main-d'œuvre et freiné les revendications syndicales. Mais dire tout cela, n'eût-ce pas été remettre à sa vraie place — qui fut modeste — le libéralisme économique ?

C'est évidemment à un tout autre niveau de pensée que se situe le dernier livre de F. Perroux, « La coexistence pacifique », écrit pour « *opposer les tâches élémentaires d'une économie des hommes aux illusions et aux mensonges de la coexistence pacifique* ». Celle-ci qui, depuis 1955, remplace officiellement la guerre froide, voit s'affronter deux systèmes économiques antagonistes et une multitude de nations plus ou moins rattachées à l'un des blocs. C'est sur cette réalité historique du milieu du siècle que la pensée de F. Perroux va exercer une *critique* et opérer une *reconstruction* en usant d'une méthode profondément originale (élaborée à l'Institut des sciences économiques appliquées qu'il dirige) qui met en œuvre à la fois la théorie des pôles de développement et la notion d'économie généralisée (formulation empruntée aux « Aventures de la dialectique », de M. Merleau-Ponty).

La nation, ce cadre étroit

Chez F. Perroux, tout repose sur un postulat : « *Le savoir économique est impuissant à penser jusqu'au bout la destruction* », il doit au contraire coopérer à la conservation et à l'épanouissement de l'espèce humaine — sinon à quoi sert-il ? Mais les « réalistes » ou les timorés auraient tort de crier à l'utopie ou à la démagogie ; pas plus qu'il ne rêve éveillé, le véritable économiste ne fait de promesses électorales. S'il en avait la tentation, d'ailleurs, F. Perroux l'en guérirait en le conviant à observer la réalité de l'espace économique dans sa vérité, c'est-à-dire dans son *hétérogénéité* : « *La nation n'est pas un espace économiquement homogène* », et de même, « *les économies nationales, en tant qu'ensembles, sont très inégalement actives ou passives* ». Cette inégalité structurelle est causée par la présence ou l'absence de ces éléments moteurs de la croissance économique que sont les pôles de développement (grands centres de production de matières premières, d'énergie, d'industries d'équipement) capables « *d'exercer sur d'autres unités de production des actions qui augmentent la dimension de ces dernières, qui modifient leurs types d'organisation et qui suscitent ou y favorisent des progrès économiques* », pourvu du moins que le milieu de propagation de ces effets soit aménagé de façon convenable.

Ce postulat et cette théorie vont permettre à F. Perroux de démontrer successivement :

— l'inanité et la malfaisance de la nation comme cadre de l'activité économique. Ce cadre est à la fois trop étroit (de nos jours les grands centres industriels « *ont vocation d'échange sur des espaces bien plus vastes que les nations* »), voire complètement fictif (« *Physiquement situé en territoire iranien, Abadan ne s'y trouve pas économiquement* »). Il est en outre une source inépuisable de cet égoïsme sacré qui cherche à retenir au profit de la collectivité nationale les avantages procurés par la gestion d'un ou plusieurs pôles de développement ;

→

*P.-J. Toulet a travaillé comme nègre à ce roman de Willy.

— la vanité des prétentions universalistes de chaque système, emprisonné dans ses conceptions économiques (rentabilité et solvabilité capitalistes, primat de l'économie dominante soviétique), aucun ne se révélant jusqu'ici particulièrement apte à opérer « *l'aménagement conscient du milieu de propagation pour recueillir les effets engendrés par les pôles* ». A deux totalités closes fonctionnant selon les principes du marché pur ou du plan pur que chacune brandit, comme une arme ou un drapeau, il est plus fécond de substituer deux sociétés industrielles, l'une en voie de formation, l'autre en voie de transformation. Nehru ne disait-il pas l'année dernière à la session annuelle du Fonds monétaire international : « *La véritable division du monde contemporain n'est pas entre pays industrialisés et pays sous-équipés* » ?

Le tiers monde

Une telle critique, qui renvoie dos à dos les deux coalitions et implique la possibilité — la nécessité — d'une tierce solution (qui ne se définirait évidemment pas par un modèle unique d'organisation économique et sociale) appelle évidemment l'élaboration de « *cette recherche commune au-delà des systèmes que l'on pourrait nommer économie généralisée* », satisfaisant à la fois au postulat de l'épanouissement humain et à la logique dynamique des pôles de développement. Cette économie doit se reconnaître à deux caractères : elle est à la fois économie de « *tout homme* » et de « *tous les hommes* ».

Elle concerne l'homme tout entier, parce qu'elle tend à l'ablation de tout ce qui empêche son accomplissement. Elle obéira pour cela à trois impératifs : nourrir les hommes, soigner les hommes, libérer les esclaves, impératifs méconnus dans les deux tiers de l'humanité qui composent le « tiers monde », et que même les économies industrielles de l'Ouest et de l'Est sont loin de respecter, puisque 100 milliards de dollars sont gaspillés chaque année à l'étude et à la fabrication d'armements improductifs et vite périmés.

Elle concerne l'ensemble des hommes de cette terre, qui sont condamnés à exploiter ou à être exploités s'ils restent prisonniers des concepts économiques traditionnels ou des structures nationales et impériales, et n'arrivent pas à créer une économie planétaire où un plan de développement mondial assurerait la création et la redistribution, à frais et à bénéfices communs, des richesses mondiales créées par les pôles de développement.

Cette critique salubre, qui nous appelle à « *imaginer un avenir collectif différent du passé récent* », risque de traumatiser bien des conforts intellectuels et bien des dogmatismes. Mais le choc ne serait pas si dur s'il n'était causé par l'implacable convergence d'une analyse rigoureuse de la société industrielle de notre temps et d'une élucidation de la vocation d'économiste dont F. Perroux nous propose une image particulièrement exemplaire.

BERNARD CAZES.

DIVERTISSEMENTS

● *Des Templiers à Jeanne d'Arc*

La Louve de France

par Maurice Druon, 5e volume des « Rois maudits ». Del Duca, 420 pages, 1.200 francs.

M. MAURICE DRUON cherche à créer un roman historique, à la fois véridique et populaire pour notre temps. Et il y réussit parce qu'il a le souci de l'information exacte et abondante, en même temps que des grandes lignes de l'évolution sociale et politique ; bref, le goût de l'aventoire, sans perdre pour cela le goût de la vie.

En cinq gros volumes, il s'est attaqué à une courte période, quinze ans à peine, de 1313 à 1328, mais sous a plume, cette période qui va de la fin de l'affaire des Templiers aux débuts de la guerre de Cent ans se révèle extraordinairement « juteuse ». La malédiction dont il est question dans le titre de la série, c'est celle du grand maître du Temple mourant lancée contre Philippe le Bel et ses descendants, et de fait toutes les folies du sexe et du sang semblent bouillonner dans les veines des derniers Capétiens à la voix de Jacques de Molay. Dans ce cinquième volume, le tableau s'élargit : nous allons de la cour du roi de France Charles IV le Bel à Londres où règne Edouard II et à Avignon où la papauté s'installe somptueusement dans ses meubles et ses immeubles. Il s'agit de mettre en place les grandes forces qui vont s'entre-déchirer dans l'Europe occidentale pendant plus d'un siècle, jusqu'à l'épuisement et jusqu'au miracle de Jeanne d'Arc. Maurice Druon est très attentif à nous faire comprendre le rôle des hommes et l'importance des intérêts économiques, et en même temps il ne néglige ni le pittoresque (on voit tirer ici au siège de La Réole, en 1324, « le premier coup de canon des guerres d'Occident »), ni le dramatique : s'il laisse adroitement à la cantonade le roi sodomite Edouard II pendant la période brillante de son règne, il suit pas à pas l'effroyable martyre du roi prisonnier dont Marlowe devait faire le triste héros d'une des plus belles tragédies élisabéthaines.

Si la démarche de Maurice Druon est moins libre que celle de Dumas, c'est parce que nous savons et respectons beaucoup plus de choses. S'il faut que beaucoup de documents se perdent pour qu'on puisse écrire l'Histoire, il faut sans doute qu'on en oublie encore plus pour pouvoir écrire des romans historiques. Dans leurs conversations, les personnages de « La Louve de France » dégagent parfois beaucoup trop clairement ces lignes de force de la politique du temps qui n'apparaissent presque jamais aux contemporains, si clairement qu'on les soupçonne d'avoir lu les historiens de leur avenir. Mais cela est emporté parce que Druon ose écrire « large » (*Ce règne pâle à celui qui feuillette l'Histoire d'un geste distrait, parce qu'il ne retire pas de la page une main rouge de sang...* »).

R. K.

● *Les hommes, ce sont des bouquets*

Migraine

par Louise de Vilmorin. Ed. Gallimard. 238 pages, 650 francs.

LES trente premières pages sont éblouissantes. Louise de Vilmorin, chez qui le romanesque est naturel, s'exprime exprès tout prosaïquement, comme ces très anciennes aristocrates qui s'en tenaient — par orgueil — à l'accent paysan. « Ce qu'il est grand ! Ce qu'il est beau ! Ce qu'il est lourd ! » (Il s'agit d'un homme).

« Migraine », c'est de la parlure. Ni morale ni analyse. Rien qu'un vaste bavardage femelle où le bon sens et la raison fausseraient leurs outils. Ballot adroitement noué de gestes et de paroles, airs fredonnés, grands rires et petits cris.

Je t'aime, mais...

Migraine, au reste, est comédienne et, avec elle, on se croit toujours en coulisse ou dans sa loge, parmi les jupons à terre, les fards ôtés, la fatigue nocturne, entre l'habilleuse, le roquet chéri et les bouquets. Les bouquets, encore les bouquets. Près des comédiennes, les hommes ce sont des bouquets, rangés, alignés, plus ou moins gros, plus ou moins chers. Toujours à renouveler, toujours neufs.

Mais c'est une femme qui raconte l'histoire de Migraine. Une femme plus jeune, qui a un amant qu'elle attend et à qui elle écrit une immense lettre. Quelle lettre ! C'est le ton de Colette ou de « La Femme française », ce court chef-d'œuvre d'Aragon. « Je t'aime, mais... ». Mais tu n'es pas là, mais il fait chaud, mais on sonne, et j'ai ouvert, et je t'aime, et je suis femme. (A propos, c'était un petit télégraphiste...).

Ce grand étirement de chatte avide et paresseuse, bâillant voluptueusement jusqu'au fond de sa dure gueule rose, n'y a-t-il plus que Louise de Vilmorin, parmi les écrivains de son sexe, pour en communiquer encore les vertiges ?

Plus qu'elle pour penser comme on écrit, au fil, ou plutôt au bonheur des mots — souvent la meilleure des pensées ? « Des femmes s'en allaient en balançant le sac qui contient leur visage et les hommes passaient, les mains vides. »

« Migraine », c'est cela : un opéra des rues, trois femmes qui s'épient et trois hommes en course, leur bouquet à la main.

C'est l'amour à la française aussi : on veut tout faire pour le mieux, avec ses sens et avec la tête, et on se retrouve un beau matin, étouffée au beau milieu de son lit, sous une pierre nommée le cœur.

Pauvre Migraine ! Mais Mme de Vilmorin ne tient pas du tout à nous attendrir : ce qu'elle veut, obstinément, de tout son talent, c'est continuer de faire des riens avec rien ; afin de nous apprendre peut-être — et ne sommes-nous pas, comme l'âne, sur le point d'y parvenir ? — à aimer le vide. Aimons Migraine, si jolie.

MADELEINE CHAPSAL.

Arrêtez ! On va contrôler.

(New York Times)

LU, VU, SU

● **Brendan Behan** l'auteur dramatique irlandais (« L'Otage »), alité dans un hôpital de Dublin après une saoulerie monumentale à Londres, a gribouillé une « profession de foi » pour un journal de cette ville :

« *Je ne suis ni mort, ni mourant, ni saoul, ni gâteux*, écrit-il. *Il est vrai, cependant, que je suis alcoolique. Primo, parce que j'aime cette camelote ; secundo, parce que j'aime la compagnie, et tertio, parce qu'un jus d'orange coûte deux fois le prix d'une pinte de bière.* »

● **Henri Petit,** critique du « Parisien Libéré », auteur d'un livre sur les jésuites et les jansénistes, a pris dans « Les Nouvelles Littéraires » la succession de Robert Kemp au feuilleton littéraire.

● **Le Pen Club** a réuni son trentième congrès à Francfort. Placé sous le thème « Les Belles-Lettres à l'ère des sciences », la majeure partie de ces assises a pourtant été consacrée à la politique.

Après l'élection du nouveau président (Alberto Moravia remplace à la tête de cette organisation André Chamson), une discussion passionnée s'est engagée sur l'admission de la section hongroise qui avait été suspendue après les événements d'octobre 1956. Finalement, la délégation hongroise a été réadmise, mais un représentant polonais a aussitôt insisté pour qu'on envoie un télégramme au gouvernement de Budapest pour demander la libération de Tibor Déry et des autres intellectuels hongrois emprisonnés. Le nouveau président et le président sortant ont signé cette pétition.

Une protestation a été envoyée à Madrid en faveur des écrivains espagnols persécutés, et à Athènes pour demander l'acquittement de Glezos.

● **Les entretiens de Lourmarin** ont été consacrés cette année, sous la direction de Pierre Emmanuel, aux problèmes du « provincialisme et de l'universalisme dans la culture européenne ». Des délégués espagnols, polonais, français, italiens et yougoslaves ont participé à cette discussion.

Ici encore, les débats ont dévié vers la politique. Guido Piovene et François Fontaine se sont, en effet, opposés sur les chances et résultats de la construction européenne. Fontaine, collaborateur intime de Jean Monnet, a défendu les perspectives de cette construction, tout en reconnaissant leur « incomplétude », alors que Guido Piovene l'a rejetée en soulignant les dangers d'une emprise cléricale.

THÉATRE

Robert Kanters a vu pour vous :

Deux spectacles qui même en hiver seraient bons

IL y a cet été à Paris une modeste « opération survie » des petits théâtres de qualité. Voici trois spectacles presque classiques : l' « Angèle » d'Alexandre Dumas, « Le Malade imaginaire » de Molière et « Créanciers » de Strindberg, qui méritent nos encouragements (1).

Angèle

Les journées historiques, qu'elles soient de juillet ou de mai, posent de grands problèmes aux jeunes arrivistes : il leur faut en un clin d'œil procéder à des révisions déchirantes de leurs politiques et de leurs amours. En juillet 1830, le baron Alfred d'Alvimar abandonne ainsi sa maîtresse légitimiste, la marquise de Rieux, et séduit la jeune Angèle de Gaston, à peine plus âgée que Lolita, parce que sa mère, la comtesse de Gaston, sera bien vue par le nouveau régime. Hélas ! à peine sort-il de la chambre d'Angèle, il se fait enlever par la comtesse qui lui propose moins un amour (à 30 ans, il y a des renoncements nécessaires) qu'une association pour reconquérir Paris. Deux fois, hélas ! à peine quelques mois plus tard va-t-il entrer dans la chambre de la comtesse par la grande porte du mariage qu'Angèle, jusque-là prudemment laissée en province, survient — enceinte. Un jeune médecin honnête, poitrinaire et mélancolique, secrètement amoureux d'Angèle, se trouve là à point nommé. Il consent à faire l'accouchement clandestin à l'aveuglette — sans reconnaître Angèle et sans en être reconnu. Mais quand la mère et la fille se trouvent en confiance, il faut bien que la vérité éclate, et le jeune médecin se charge d'empêcher Alfred de fuir ses responsabilités en le tuant dans un curieux duel qui ressemble à une partie de la roulette russe chère à Graham Greene.

C'est écrit comme on n'écrit plus, avec éloquence, avec lyrisme, mais c'est senti, c'est pensé comme on sent et comme on pense encore. Ces femmes froidement ambitieuses et ce jeune homme cynique qui veut arriver par les femmes, habillent peut-être leurs sentiments et leurs calculs d'une prose surannée, mais ils ne sont pas démodés. Et c'est bravement joué par M. Antoine Bourseiller et par ses jeunes comédiens (Frédérique Ruchaud, Josette Barnetche, Pierre Santini, etc.) : pas de parodie, pas de clin d'œil, on se jette au feu même pour les tirades les plus énormes, et finalement la pièce passe fort bien la rampe. Même en hiver, ce serait un bon spectacle.

Le Malade imaginaire

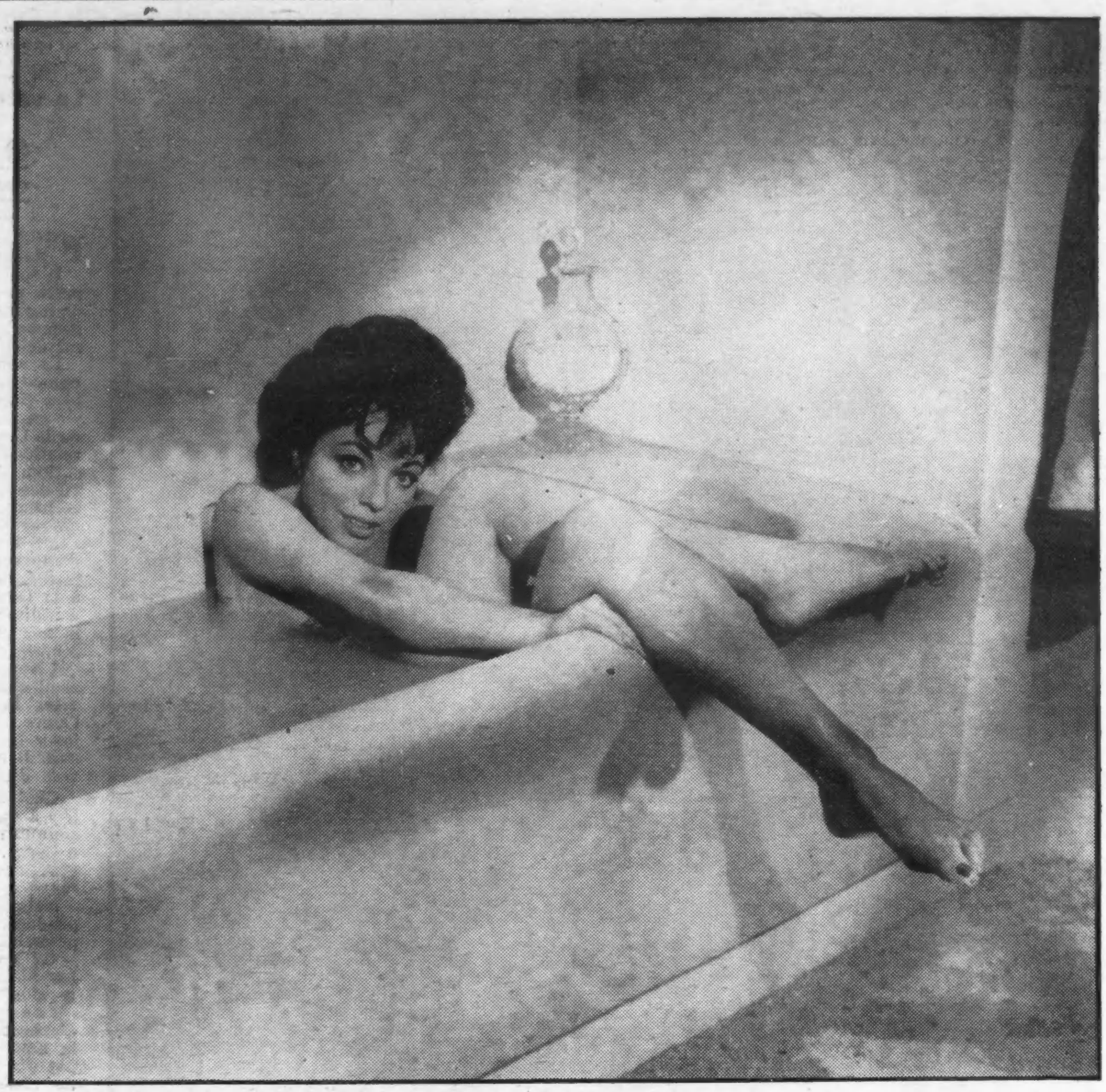
Le Théâtre de Plein Air des Tuileries joue pour le moment d'une manière agréable « Le Malade imaginaire ». Oh ! ce n'est pas la Comédie-Française des bons jours : les acteurs sont simplement convenables, les divertissements et la cérémonie réduits à leur plus simple expression. Mais l'entreprise de Mme France Daubrey et de M. Peyrou est modeste et sympathique — grâce à eux, si vous traversez un beau soir le jardin des Tuileries, vous pourrez vous asseoir un instant, et Molière ou Corneille viendront vous parler en toute simplicité, comme s'ils étaient venus eux aussi prendre le frais sous les grands arbres...

Créanciers

Il faut aller voir enfin la reprise de l'admirable spectacle Strindberg au Poche-Montparnasse. Certes, nous sommes plus près de « Huis-Clos » que du plein air : pendant plus d'une heure et demie, trois personnages se torturent par une analyse implacable qui est une préfiguration de la psychanalyse. Mais la pièce est aussi une pierre d'angle de tout le théâtre contemporain en Europe et elle est fort bien jouée par Mme Hélène Roussel, un peu froide au début, et surtout par MM. Gérard Guillaume et André Cellier.

R. K.

(1) « Angèle » à la Gaîté-Montparnasse.
« Le Malade imaginaire » aux Tuileries.
« La Plus Forte », « Créanciers » au Poche-Montparnasse.



JOAN COLLINS DANS « LA BRUNE BRULANTE »
Par tous les bouts.

CINÉMA

Michèle Manceaux a vu pour vous :

FILMS sacrifiés, films immolés, qui apparaissez au mois d'août, en pleine sécheresse, en pleine étuve, vous méritez bien finalement ces sorties sans gloire. On se demande même pourquoi vous avez été tournés, films voués de toute évidence à l'indifférence.

● « La Brune brûlante » (1) est une comédie de Leo Mac Carey, réalisateur qui a laissé aux spectateurs des années 35 des souvenirs piquants intitulés « Elle et Lui » ou « Cette sacrée vérité ». Depuis, Mac Carey a vieilli (il a maintenant 61 ans), il a tourné un mauvais remake de « Elle et Lui » et cette « Brune brûlante » qui a en effet les mille épices de Joan Collins, mais qui brûle par tous les bouts pour rien du tout. Il y a quelques gags, quelques pointes et le couple Newman-Woodward qui n'a pas appris la désinvolture à l'Actor's Studio.

● « Duel dans la boue » (2), de Richard Fleisher, fait partie de cette série de westerns pensants qui veulent renouveler le genre et l'affadissent plutôt.

● « Bal de nuit » (3), de Maurice Cloche, est à éviter même en cas de détresse.

M. M.

Nous avons publié dans notre numéro 422 du 16 juillet 1959 un entretien avec Alain Resnais. Ses propos avaient été recueillis par Michel Delahaye.

(1) Ermitage, Images, Max-Linder.
(2) Normandie, Rex, Moulin-Rouge.
(3) Avenue.

MONTE-CARLO
32 CHAMPS-ÉLYSÉES - BAL. 09-63
SALLE CLIMATISÉE
NOUVELLE EDITION
RENÉ CLAIR
Le Million
C'est le film le plus jeune, le plus narquois, le plus impertinent, le plus poétique, le plus tendre de la saison.
MICHEL AUBRIANT (Paris-Presse)

STUDIO 43
43, Fg-Montmartre - PRO. 63-40
FENETRE SUR COUR
D' A. HITCHCOCK en V. O.

FOLIES BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
Clients de province et de l'étranger
LOUEZ PAR CORRESPONDANCE
Ecrire : 8, rue Saulnier

CAUMARTIN, 17, rue Caumartin-9e
En VERSION INTEGRALE - v.o. st.fr.
ALEXANDRE NEWSKI
de S. M. EISENSTEIN, Musique Serge PROKOFIEV

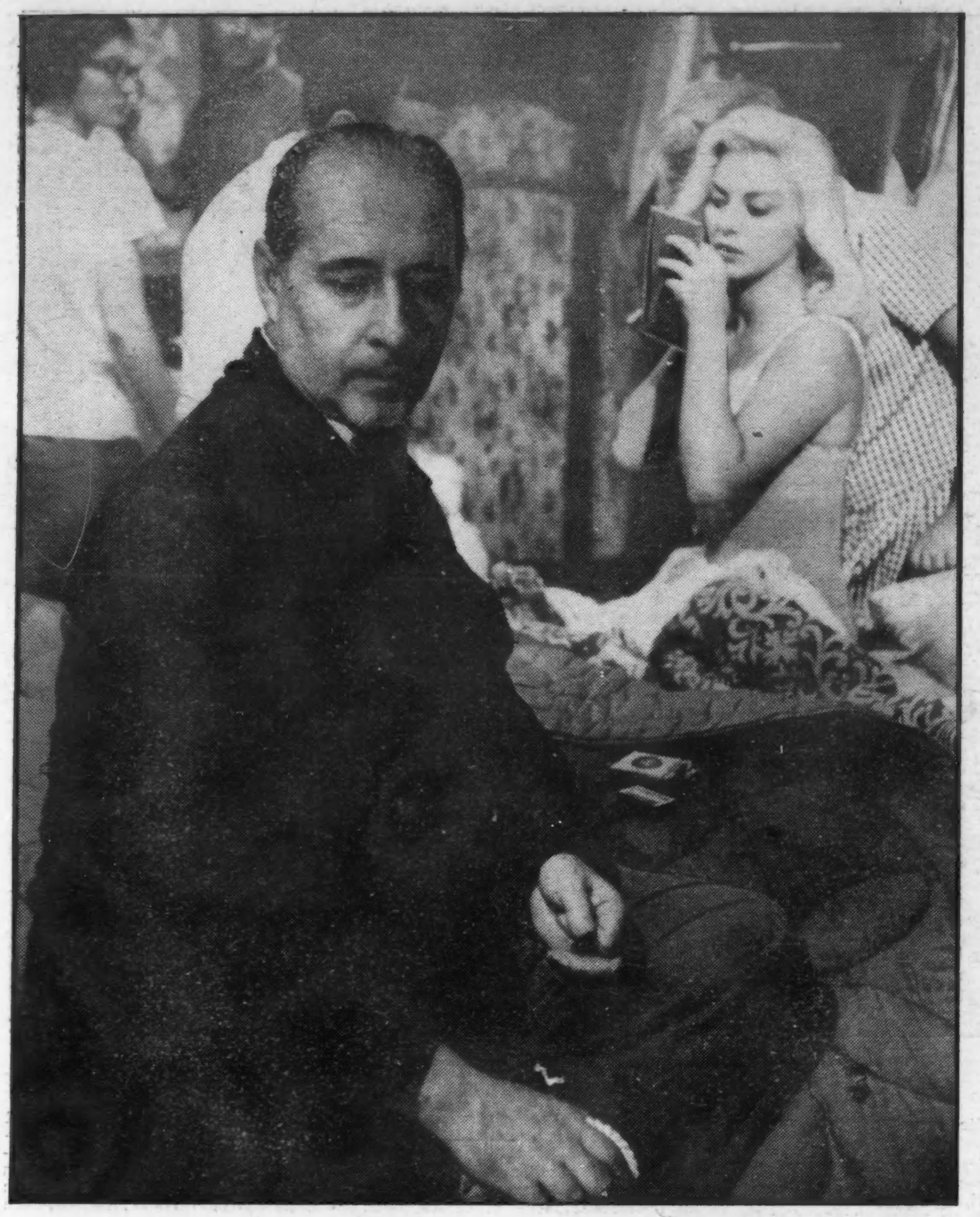
Restaurants

LIDO
ÉLY. 11-61
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "PRESTIGE"
de P.L. GUÉRIN et R. FRADAY
LES BERNARDS

GALERIE CHARPENTIER
76, Faubourg-Saint-Honoré
Exposition
CENT TABLEAUX DE SOUTINE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
JACQUES VILLON
PEINTRE-GRAVEUR
58 RUE RICHELIEU

JEAN ROUSSELOT
les tripes au soleil
d'après le film de CLAUDE BERNARD AUBERT
FRANÇOISE D'EAUBONNE
les tricheurs
d'après le film de CARNÉ
LISEZ CES "ROMANS CHOC"
J. JEAN-CHARLES
les cousins
d'après le film de CLAUDE CHABROL
SEGHERS ÉDITEUR



ROBERTO ROSSELLINI FAIT SA RENTREE DANS LES STUDIOS ITALIENS

STUDIOS

Le retour de Rossellini

● ***Les militaires ne sont pas contents.***

POUR sa rentrée dans les studios italiens, Roberto Rossellini a lancé une bombe.

Il tourne, avec Vittorio de Sica, comme interprète principal, une histoire qui est en train de mettre le feu aux poudres parmi les militaires italiens : l'histoire extraordinaire du faux général della Rovere.

La voici, telle que les spectateurs en auront connaissance : pendant l'ocupation, Giovanni Bertone (interprété par Vittorio de Sica) gagnait sa vie en faisant croire aux parents des prisonniers de la Gestapo qu'il pouvait, grâce à ses brillantes relations, éviter à ceux-ci la déportation ou l'exécution. Il fit de nombreuses dupes jusqu'au jour où une femme (interprétée par Anne Vernon) vint le trouver et lui remit 100.000 lires pour faire libérer son mari. Bertone lui annonça que tout s'était bien passé au moment même où elle venait d'apprendre qu'en réalité son mari avait été fusillé. Ecœurée, la malheureuse dénonça l'escroc à la Gestapo. La police allemande songea alors à utiliser à son tour les services de Bertone. Elle le mit en prison en le faisant passer pour le général della Rovere, authentique général italien, qui venait d'être tué au cours d'un débarquement clandestin en Italie où il arrivait pour organiser la résistance. Mais une fois en prison, l'escroc, le faux général della Rovere, refusa de jouer le rôle de « mouton » auquel on le destinait. Il mourut fusillé par les Allemands sous le nom du vrai général.

C'est ainsi du moins que l'histoire fut écrite il y a quinze ans par Indro Montanelli, qui avait connu ce curieux héros à la prison de San Vittore à Gênes. Elle a été traduite en plusieurs langues et reprise par le « Reader's Digest », sans que personne en ait contesté l'authenticité.

Mais depuis que Rossellini a accepté l'offre du producteur Morris Ergas d'en faire un film, les protestations affluent.

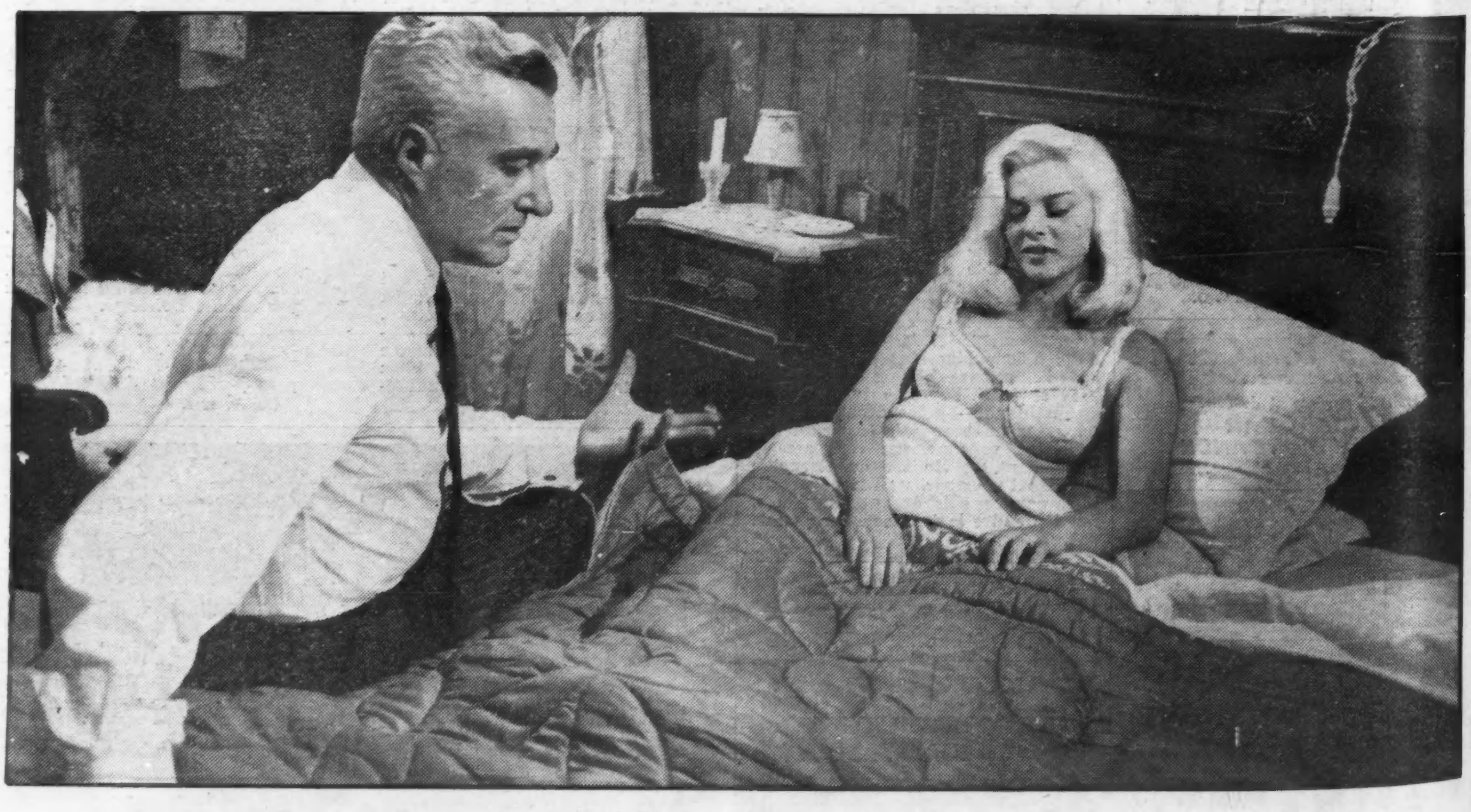
Ce sont les militaires qui ont déclenché les hostilités. Le ministre de la Défense nationale a refusé de prêter du matériel.

Une commission de généraux a pris la décision d'exhumer les restes de celui qui est enterré sous le nom de della Rovere, estimant qu'il n'était pas décent qu'un faux général reposât aux côtés de véritables héros.

Malgré toutes ces difficultés, Rossellini persiste et tourne avec une rapidité impressionnante.

Le but : envoyer « Le Général della Rovere » au Festival de Venise pour y faire triompher les couleurs italiennes.

Rossellini est confiant : « *La situation du cinéma en Italie est en bonne voie en ce moment,* dit-il. *Un peu parce qu'on a compris les erreurs commises, un peu parce que l'habileté de certains hommes a su donner du poids à notre production. Il y a aussi, confuse, la conscience d'une nécessité de renouveau et l'exemple de la France nous a été très salutaire. L'administration est encore sourde, mais cela me préoccupe moins. Ce qui compte, ce sont les rapports de force. La censure est forte quand les hommes sont faibles. Il suffirait que le second terme change...* »



VITTORIO DE SICA A ACCEPTE D'ETRE SON INTERPRETE

L'HISTOIRE, AUTHENTIQUE, SE PASSE SOUS L'OCCUPATION ALLEMANDE, EN ITALIE

LE HEROS : UN ESCROC QUI FUT UN PETIT PEU GENERAL

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

24 JUILLET.

L'ACCELERATION de l'Histoire : elle apparaît à l'œil nu si nous observons le monde du cinéma. De nouveaux cinéastes ont surgi, d'âge tendre — mais il n'y a que l'âge en eux qui soit tendre. Et déjà ils chassent les aînés dans la force de l'âge. Cette espèce-là semble armée d'une denture bien plus redoutable que celle qui s'observe chez les nouveau-nés écrivains. C'est que nous autres, nous sommes une très vieille race, nous remontons aux aèdes. Les siècles ont affaibli nos réflexes. Lorsque nous sommes devenus vieux, nous n'entendons pas gronder à nos chausses cette meute de photographes, de metteurs en scène adolescents, de techniciens surgis par génération spontanée, nourris de chair fraîche, car ils négligent les vedettes et prennent dans la rue des filles ou des garçons de treize ans qu'ils rendent célèbres en vingt-quatre heures et qu'ils rejetteront demain à la nuit.

POUR un vieil écrivain, l'important est de ne pas mourir. Alors c'est peu de dire qu'il n'est pas dévoré. Il se voit juché sur un drôle de piédestal dans l'idée que se font de lui ses cadets : on se demande s'ils font semblant d'être naïfs, ou si vraiment ils croient à ce qu'ils écrivent et sont aussi simples qu'ils en ont l'air. Ecoutez André Mandouze dans « Témoignage chrétien » : « Mauriac subit à n'en pas douter la plus grande épreuve de sa vie — celle du pouvoir — du pouvoir qu'il partage avec de Gaulle. Car il est bien évident que, s'ils en sont venus à se citer l'un l'autre, à se cautionner l'un l'autre, à se justifier l'un par l'autre, c'est parce que chacun n'est que la projection de l'autre dans l'univers romanesque ou mythique que, de confiance, chacun des deux croit réel... ».

C'est tout de même raide. Et c'est un professeur qui parle, un homme que le bon Père de l'autre jour jugerait, avec raison, d'une grande culture. L'épreuve du pouvoir ? Pascal, dans sa lettre à la reine de Suède, vante le pouvoir des esprits sur les esprits qui leur sont inférieurs. Même à celui-là, je n'ai jamais prétendu, ayant une conscience trop vive de mes limites. Mais le pouvoir politique partagé avec de Gaulle ! Mandouze sera bien étonné d'apprendre que je n'ai pas une seule fois rencontré le général depuis qu'il habite l'Elysée. Je sais trop moi-même, à mon humble niveau, ce que c'est que de défendre désespérément ses journées contre les dévorateurs de temps, contre les chronophages. J'ai appris à aimer les grands hommes de loin. Je les sers à mon idée et à leur insu.

Le vrai est que Mandouze a pris sa part de ce que j'écrivais l'autre jour à Claude Bourdet. Je découvre qu'il est très dangereux de distribuer à mes confrères d'une certaine gauche des brevets de néant (de néant politique, on m'entend bien !). Cela les rend comme fous.

« De grâce, que Mauriac ne se substitue ni à la France ni à l'Eglise ! » **s'écrie Mandouze. Je voudrais bien ne pas le contrarier dans l'état où il est. Mais comment faire ? Quel raisonnement le convaincrait que je ne me prends pas pour l'Eglise, que je ne me prends pas pour la France, que je suis un vieil homme qui attend, comme les camarades, l'heure de s'endormir, en causant le moins de mal qu'il lui sera possible ; car enfin ce qu'il y a chez moi de plus constant — et qui expliquerait, pour une large part, cette réussite temporelle, dont Mandouze se fait une idée si absurde — c'est le sens du réel, du possible, étant de ces Gascons de Guyenne (dont pourtant vous êtes aussi, André Mandouze !) qui ne s'en laissent pas volontiers conter et qui ne sont la dupe de personne, ni surtout d'eux-mêmes.**

Mais voici la clef de tout : « Que Mauriac laisse les vrais hommes politiques accomplir leur tâche **(les vrais hommes politiques : Bourdet, Mandouze)** et ne crie pas étourdiment au néant **(mais non : pas étourdiment, avec beaucoup de réflexion — mais imprudemment, cela j'en conviens, quand je vois dans quel état je vous ai mis)** parce que ses yeux ne voient point et ses oreilles n'entendent point ce que ses yeux et ses oreilles non politiques ne sont point faits pour voir et entendre... »

Je sais ce qu'est une action, une pensée politique. Des yeux politiques, des oreilles politiques, cela n'entre pas dans le chétif répertoire de mes connaissances. Sur la photo de « Témoignage chrétien » qui nous montre tous les deux si gentiment bec à bec, vous avez sur le vôtre (de bec) des lunettes à gros verres opaques — enfin je décide qu'ils sont opaques ! Cela ne donne pas une fameuse idée de ce qu'est un œil politique.

MAIS laissons ce badinage. Le sens politique, croyez-moi, c'est le sens du réel, c'est le sens du possible. Ce n'est que cela. C'est aussi, et je vous le dis cette fois, André Mandouze, avec tout le respect qu'un militant de votre trempe m'inspire, c'est aussi un courage tranquille comme le vôtre, au service du prochain, et surtout du plus délaissé, du plus humilié, du plus offensé — et si c'est l'amour de Dieu qui inspire cet amour de vos frères ou si c'est un impératif de la conscience, il n'en demeure pas moins que Bourdet et vous-même détenez éminemment cette part de l'homme politique sans laquelle il n'est que de faux habiles et de faux sages. Rien n'est bête comme un renard qui n'est que renard. Nous savons ce qu'il nous en a coûté.

UN grand homme d'Etat c'est celui qui allie ces deux exigences. La vraie politique ne se ramène pas à la recherche de l'absolu. C'est en cela que les purs de votre espèce se trompent. Ce n'est pas non plus la seule recherche du relatif, et c'est pourquoi j'avais tort dans l'affaire d'Indochine et c'était Bourdet qui avait raison.

Que le général de Gaulle réussisse ou échoue, j'admire en lui une vue très positive des choses, une méthode empirique et en apparence tâtonnante, mais liée à une idée dominatrice, qui n'est pas du même ordre que la vôtre, qui est à l'échelle de la nation et de l'Histoire, mais qui tend finalement à la libération de l'homme.

F. M.

(Copyright « L'Express » : Mondial Press.)

Le dernier livre de Claude MAURIAC

LE DINER EN VILLE

m'a paru tout à fait remarquable. Il l'a construit avec beaucoup de rigueur ; ce livre touche à des choses essentielles comme la mort, comme l'amour, et il a su rendre sensibles ces courants sous l'inanité et la frivolité des paroles.

C'est une très belle réussite.

Nathalie SARRAUTE
(Les Nouvelles Littéraires)

ÉDITIONS ALBIN MICHEL

Une voiture sous la main...
mais pas sur le dos !

avec une auto louée, sans chauffeur, à la

S . A . L . A . M

Les frais ne courent que lorsque l'on roule

PAS DE FRAIS D'ENTRETIEN, D'ASSURANCE, DE GARAGE, PAS DE DEPRECIATION DE VOITURE, PAS D'IMMOBILISATION DE CAPITAL

toujours le modèle que vous voulez
et SEULEMENT quand vous le voulez

LOCATIONS DE COURTE DUREE et ABONNEMENTS
13, rue Magdebourg (16e) - Métro Boissière - Tél. POIncaré 38-58 et 37-94

L'EXPRESS

DIRECTION

Françoise Giroud
Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach

91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 88.51

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau

29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 19.58
(angle Champs-Elysées)
Les jours fériés : ELY. 03-02

VENTE AU NUMERO :

France et Algérie : 175 francs.
Maroc : 120 francs.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 an) :

France et Communauté : 5.000 francs.
Etudiants, militaires : 4.000 francs.
Etranger : 6.000 francs (Etudiants : 5.000 francs).

PAR AVION :

7.200 fr. : Algérie, Tunisie, Maroc.

7.900 fr. : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

9.300 fr. : Cameroun, République Centre-Africaine, Congo, Côte française des Somalis, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Sénégal, Rép. Soudanaise, Togo, Tchad, Rép. Voltaïque.

13.000 fr. : Congo belge, Ethiopie, Etats-Unis, Canada, Mexique, Nigéria.

13.400 fr. : Guadeloupe, Guyane, Madagascar, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Cambodge, Laos, Vietnam, Réunion, Tahiti.

15.200 fr. : Angola, Cuba, Haïti, Panama, Costa-Rica, Guatemala, Jamaïque, Ile Maurice, Tanganyika.

16.200 fr. : Aden, Afghanistan, Ceylan, Golfe Persique, Inde, Pakistan.

17.200 fr. : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Uruguay, Venezuela.

24.500 fr. : Australie, Nouvelle-Zélande.

(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19, Paris)

(L'abonnement donne droit aux services de Madame Express.)